





## DÉBATS

Amnistie

## Droit à l'oubli, oubli du Droit ?

par Georges Beljean

DANS un discours prononcé à la chancellerie, le 22 février dernier, le premier ministre annonçait que 1991 serait « l'année de la justice ». Prédiction trop prudente : l'année de la justice, ce sera 1990, dont le printemps a été émaillé de la journée « portes ouvertes » de la cour d'appel de Paris. Ce dimanche 23 mars, les trois cent cinquante-cinq juges (autant que de jours de l'année) du palais d'été ont été envahis par une « foule-juge » de cent mille personnes (1). Mais une fois explorés les 24 kilomètres de couloirs, l'atelier des décorateurs et celui des accessoires, les portes entrouvertes se sont refermées en claquant, sous l'effet de courants d'air politiques.

Après l'affaire Luchaire, « soufflée politiquement » — selon le procureur de Paris (le Monde du 22 juin 1989) — d'autres procédures sensibles se sont à leur tour dégonflées à grand bruit, créées par la grande loi d'amnistie du 15 janvier 1990. Pourtant, ce monument consensuel à la gloire d'un PS soudé comme jamais, et d'une opposition résolument monolithique, ne pouvait s'édifier que sur les sables mouvants de l'oubli. Il n'a pas été sage, en effet, de procéder à de nouveaux faux achats sans, au préalable, régler les vieilles fautes factures.

Mais que l'on y prenne garde : la détermination répressive du pouvoir reste intacte et réapparaît au fur et à mesure des fêtes profanes du calendrier électoral.

Dans cette succession d'oublis et d'abandons, certains croient discerner une conjonction du zèle judiciaire et de la convivialité politique. D'autres, les plus âgés, ayant renoncé à suivre les méandres de l'action publique dans le défilé du Temps, observent avec indulgence ces intermittences du cœur et de la mémoire. N'importe. La neige de l'oubli va recouvrir le paysage politique tout l'hiver. L'innocence retrouvée sera à peine troublée, à la place du discrète fumée d'une protestation.

A cet égard, celle qui s'élève du château de Versailles, où siège la commission d'instruction de la Haute Cour de justice, se voit de très loin bien qu'elle ne soit pas tout

à fait blanche. Il est vrai qu'après avoir accordé à Christian Nucci la double amnistie de la loi d'amnistie et d'un non-lieu partiel, les hauts magistrats instructeurs ne l'ont pas moins condamné en effigie, hors procès, sous les vivats du peuple médiatique.

Étrange sentence qui vitupère la loi, en même temps que le jugement qui l'applique, et où Salomon contredit Salomon, sans que l'on puisse « régler de jure ».

## Sermons glacés

Certes, il n'est pas rare que le juge, sentencier par vocation, s'érige en défenseur officieux de la morale. Nous avons tous connu les sermons glacés de la justice répressive et ces discours de rentrée solennelle où les chefs de cour s'autorisent quelques invectives calculées, scandées par le classique lamento judiciaire. Mais la singularité de la protestation publique des hauts magistrats instructeurs de Versailles réside en ceci qu'ils désavouent leur propre enfant, abâtardi par l'amnistie politique, et qu'ils l'abandonnent au tourniquet de l'opinion publique.

Il se trouve, cependant, que le message épinglé sur cet enfant non voulu comporte quelques omissions volontaires qui en altèrent le pathétique (2). Avec une douce fermeté, la chancellerie a « dénoncé » cette violation du droit de réviser, dont elle n'ignore pourtant pas qu'il est inversement proportionnel au niveau hiérarchique des magistrats qui le néglient.

Mais de quoi s'étonner ? Les magistrats qui ont transgressé les dispositions de l'article 10 de leur propre statut l'ont certainement fait au nom d'une légitimité qu'ils pensent incarner. « La haine contre le Mal », disait Nietzsche, est le moteur d'apparat sur lequel on travestit ses antipathies personnelles. » Libérée de ses strictes observances, la loyauté judiciaire peut révéler, parfois, le visage d'un loyalisme nosologique.

Tel un agriculteur qui, refusant le verdict de la météo, attend obstinément la pluie, la classe politique, recroquevillée dans un silence un-

nime, n'aspire plus qu'à l'oubli bien-faisant.

« Je connus la mémoire », disait J.J. Rousseau, « celle qui n'est jamais la même. » Celle qui avait cours il y a neuf ans sonnait plus clair, me sembla-t-il. Depuis lors, la gauche buissonnière a filé sur le chemin des libertés. Une fois franchi le carrefour unitaire des commémorations, où les écoliers en bonnet phrygien épelaient les mots « Justice-Égalité », a resurgi la tentation des chemins de traverse ou des itinéraires particuliers. Les carrefours politiques ont d'instinct retrouvé les sentiers douteux qui guident les affidés vers l'oubli du pouvoir.

Soucieux d'une mythique « crédibilité » politique, la gauche s'est ralliée à des méthodes qu'elle dénonçait naguère. La peur politique de la police est réapparue, sous sa forme la plus redoutable : celle d'une obéissance célébratoire.

## En cas de malheur...

Ceux qu'alarmait les bavures policières paraissent avoir oublié le fameux « en cas de malheur... je couvrirai » de Jacques Chirac. Tel, qui vitupérait les contrôles d'identité de la loi Sécurité et Liberté, dirigé encore trop tendres ceux de la loi Chalamon, politiquement préservée par les néo-sécuritéistes de gauche. Ceux qui mettaient en trames la moindre fiche d'identité jubilent devant les complexités secrètes des fichiers de police.

Inattentifs à la création furtive, en mars 1986, des fichiers de la DST et de la DGSE, d'autres ont feint d'être scandalisés par le décret procurant au fichier des Renseignements généraux les commodités de l'article 31 de la loi informatique et Libertés relatif à l'enregistrement des « données sensibles ». Ce décret, allégrement reconstruit par le pouvoir, réapparaîtra, le moment venu, tout entier comme il convient.

Dans la nuit des fichiers se croiseront bientôt, pour l'éternité policière, nos silhouettes désolées, déposées de ce que nous avions de plus intimement précieux : la « race », l'engagement politique.

l'Élan religieux. Mais n'exagérons rien. Dans les puits désaffectés de nos libertés, les Renseignements généraux ne feront qu'enfouir les menus trésors que Jacques Média et Jean-Marie Le Pen bradent au grand jour sur les marchés de la haine.

Dans la société de dureté où nous avançons à tâtons, nous quittons en vain la vieille règle morale, à laquelle on a substitué les petites disciplines déontologiques et les recommandations gratuites d'une éthique à géométrie variable.

Il paraît qu'au cours de sa récente visite à Jacques Chirac, le président Vaclav Havel aurait reproché aux Occidentaux de « ne pas mettre les considérations morales au-dessus de toutes autres considérations, y compris les politiques ». Ce jugement aurait « ému » le Maire de Paris. Emu, peut-être, comme cet homme de lettres qui, félicitant une Agnès du Théâtre Français, lui avait sussuré : « Vous m'avez réconcilié avec l'innocence. » Mais les naïfs et « les innocents », qui les réconciliera avec la classe politique ? Celui, peut-être, qui les convaincra de partager avec elle sa prodigieuse capacité d'oubli.

« J'ai perdu la mémoire », écrivait le poète Mallarmé, « toute la mémoire et ma tête dans ma tête. Je n'ai été obligé de mettre au passé les anecdotes qui m'arriveront au présent. Quel autre moyen de se souvenir (...). À qui pourrais-je dire adieu ? »

C'est la vraie question aujourd'hui : à qui, à quoi, faut-il donc dire adieu ?

► Georges Beljean, procureur général honoraire près la cour d'appel d'Aix-en-Provence, et ancien directeur de cabinet de M. Robert Badinter.

(1) Voir le Monde du 27 mars.

(2) La chancellerie, tout en rappelant que « les magistrats ont pour mission d'appliquer la loi, non de commenter leurs propres décisions », a souligné le « caractère incomplet du communiqué des magistrats de la commission d'instruction » (le Monde du 6 avril).

Bonheurs

## Pouvoirs

par Albert Memmi

JE m'étonnais de l'après dans l'élection du président d'une association culturelle. C'est, m'expliquait-on, que les concurrents sont tous bénévoles ; il faut bien qu'ils se payent eux-mêmes.

Inutile de se voiler le face : le pouvoir procure un âcre plaisir ; il rassure sur soi et protège contre les autres. Comme l'argent, il suscite une avidité universelle : « Papa commande à maman, maman me commande, je commande au chat. »

C'est une vieille histoire, racontée par Darwin. La vie circule entre deux impératifs : manger ou être mangé ; tuer pour ne pas l'être. La domination permet la survie, actuelle et future. Les vieux singes tiennent les jeunes en respect et disposent de toutes les femelles.

Devenir président en est un écho désolatoire, mais le fond demeure : outre ses avantages, venant plein et sûr, le pouvoir fascine. Tel qui clame se révolter se décompose devant l'autorité.

Mais dominer, c'est dominer quelque un. On a noté que le pouvoir corrompt, on a moins vu qu'il corrompt les relations.

avec autrui. La « sédition » est un parfum de spoliation et de mort, personne ne se résigne à vivre à la merci d'un puissant.

Même utile et généreux le pouvoir est soupçonné et, dès que possible, menacé. Le propriétaire est une sangsue, le banquier un escroc, le médecin un imposteur. Votre propre fils, déjà votre rival, devient votre ennemi. Les jeunes singes finissent par s'unir pour abattre le vieux.

On ne voit donc dans le pouvoir que la gloire des sommets ; le plus souvent il occupe sur des crêtes frêles. Pour un régime heureux, que de tourments ! Que de fins dramatiques ! Le pouvoir est, par nature, instable.

Le plus sage serait de le quitter dès que fléchit sa vraie légitimité : celle des services rendus ; ou de n'en garder que pour une horridité maintenue. La Bible conseille de libérer les esclaves au bout de neuf ans.

Sinon, il faut consentir à vivre dans le ressentiment et les alarmes des embuscades. A l'heure du bilan, Sénèque se réjouissait de n'avoir jamais porté atteinte à la liberté de personne.

## AU COURRIER DU Monde

## M. Arpaillange et la loi

Je lis, dans l'article de la garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange (le Monde du 11 avril), que « lorsqu'un homme politique traite les magistrats de « lâches », aucune voie de droit ne permet de le poursuivre ». Mais, enfin, n'existe-t-il pas un article 29 dans la loi du 29 juillet 1881 qui dit que « toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation s'il s'agit d'un article 30 dans la même loi qui dit que « la diffamation commise envers les corps, les tribunaux, les armées de terre, de mer ou de l'air, les corps constitués et les administrations publiques sera punie, etc. » ?

Et la chambre criminelle de la Cour de cassation n'a-t-elle pas jugé le 26 avril 1952 que « par corps constitué... il faut entendre les seuls corps ayant une existence légale et permanente et auxquels la Constitution ou les lois ont délégué une portion de l'autorité ou de l'administration publique » ? Les magistrats, qui constituent « le corps judiciaire » conformément à l'article premier de l'ordonnance du 22 décembre 1958 prise en application de l'article 64 de la Constitution, et qui « participent au service public de la justice », ne constituent pas un corps au sens des articles susvisés ? N'importe qui aurait le droit de les diffamer ? Ou la loi est mauvaise et il faut la changer, ou M. Arpaillange se trompe.

Cela me rappelle un propos de notre garde des sceaux disant, à quel chose près, que la justice devait être rendue avec équité, alors qu'il me semble que l'article 12 du nouveau code de procédure civile dit qu'elle doit être rendue en droit, et qu'un arrêt de la Cour de cassation a cassé le 9 décembre 1987, comme elle le fait toujours en la matière, un jugement « basé sur des considérations d'équité dépourvues de portée juridique ».

Claude Orliac, Verneuil-sur-Seine

## Arguments grotesques

A l'occasion de l'amnistie accordée à M. Christian Nucci et d'autres, 76 % des Français se sont déclarés choqués, et je partage cette opinion. La procédure est moralement choquante, mais ce sont surtout les arguments développés à cette occasion qui me paraissent grotesques. Les partis politiques sont nécessaires à la démocratie, et ces partis ne peuvent vivre sans argent. De ce constat les politiques ont tiré la conclusion suivante : il faut prendre l'argent là où il est, comme on peut, c'est-à-dire illégalement. Si l'on accepte cet argument, il faudrait alors immédiatement amnistier tous les braqueurs, voleurs, recailleurs qui ont agi par nécessité : pour vivre il faut de l'argent et quand on n'en a pas il faut le prendre là où il est.

Ce raisonnement, imparable en apparence, amène à penser qu'il existerait désormais un droit différent pour les hommes politiques. Au droit privé, au droit public, il faudrait dorénavant ajouter un « droit politique ».

Qu'une solution soit trouvée pour le financement des partis semble nécessaire, que cette nécessité soit comblée par la fraude et l'illégalité, il y a là un pas que les hommes politiques n'ont pas hésité à franchir ; pourquoi les Français l'accepteraient-ils ?

VINCENT LACROIX, Lyon

## Maitres à tout faire

M. Jospin, ministre de l'éducation nationale, s'est donné pour tâche la revalorisation des métiers de l'enseignement. Il a ainsi pu à grand renfort de millions, mener à bien des négociations, semble-t-il fructueuses, avec les syndicats des enseignants. Si l'on considère également l'optimisme affiché par M. Jospin dans ses nombreuses déclarations, on serait tenté de conclure que dans l'enseignement tout va pour le mieux.

Malheureusement, il est au moins une catégorie d'enseignants qui serait en droit de s'interroger. En effet, tous les maitres auxiliaires (MA) ne perçoivent pas leur traitement régulièrement ; et, lorsque c'est le cas, le compte est rarement juste. Il est, bien sûr, malaisé de se sentir en même temps « revalorisé » et « laissé-pour-compte... » Mais cette évidence semble être ignorée, et du ministre de l'éducation, et des syndicats qui, lors des négociations de l'année dernière, ont tout simplement « oublié » de parler du statut des MA.

Faut-il rapprocher cette constatation d'une autre, beaucoup plus délicate ? Dans certaines disciplines, la majorité des MA est d'origine étrangère et, à ce titre, constitue une partie du corps enseignant singulièrement vulnérable. N'oublions pas qu'il s'agit là d'un emploi précaire. A tout moment le MA peut être révoqué.

G. NEMROVSKY, Paris

Patrimoine

## Les pièges du musée total

par Jacques Vistel

LA récente tribune « Pour un musée du vingtième siècle », que Jean-Hubert Martin a consacrée à l'avenir du Musée national d'art moderne (le Monde du 4 avril) suscite interrogations et réflexions. C'est en visiteur assidu et en ami du Musée que j'en égrène quelques-unes.

Pour tracer les contours de son musée idéal, Jean-Hubert Martin pose des prémisses contestables et parfois inquiétantes. Comme si le musée avait pour mission, à la place du livre, du cinéma ou de la télé-

vision, de montrer et d'expliquer toutes les composantes du social, du technique ou de l'économique, la création artistique n'étant elle-même qu'une de ces composantes, le commun dénominateur, qui ne serait pas obligatoirement le plus grand, des idées et des forces qui composent les sociétés et font l'histoire.

Comme si Brandel, sans parler de tant de sociologues pluriels, étudiant l'économie de la Méditerranée à l'époque de Philippe II, avait prétendu tout expliquer du Grec ou du Titien et nous imposer dès lors une façon de le regarder. Comme si un peintre, qu'on songe à Matisse ou à Picasso, n'avait pas autant sinon plus à voir avec l'histoire de la peinture, de Velasquez à Delacroix, qu'avec l'invention du radar ou la conquête de la Lune.

Une telle conception traduite dans une muséographie ne traiterait-elle pas les visiteurs du musée comme des zombies auxquels il faudrait expliquer sur des écrans cathodiques la physique du mouvement des corps pour qu'ils puissent comprendre un tableau de Duchamp ou un mobile de Calder, Calder qui, à coup sûr, en aurait bien ri.

Il y a là en outre comme une volonté d'imposer, dans l'utopie d'un musée « total », une interprétation univoque de la création et de l'histoire de notre époque. Beaucoup de questions ont dominé la pensée de ce siècle : lesquelles seraient privilégiées et pourquoi ? L'exemple du thème de la mécanisation illustrant la présentation de Léger, Tinguely, Bugatti et Charlie Chaplin montre bien les ambiguïtés et la difficulté des choix : encyclopédie de Diderot est déjà largement vouée aux « arts mécaniques », et certains eurent le projet, heureusement abandonné, de présenter une locomotive au Musée d'Orsay pour illustrer le dix-neuvième siècle.

Les correspondances suggérées, les « lieux transversaux » de J.-H. Martin, rappels sans doute nostalgiques des grandes expositions des premières années du Centre Pompidou, de « Paris-New York » à « Paris-Vienne », sont souvent fallacieux. Faut-il à toute force établir un lien entre le Carré noir de Malevitch, le Sacre du printemps et Du côté de

chez Swann, qui n'ont guère en commun que leur date : 1913.

Montrer les liens entre création artistique, littérature, cinéma ou musique, la chose est-elle possible dans un lieu matériel et, surtout, dans un lieu unique ? Dans les expositions temporaires, peut-être, mais qu'on veuille à ne pas faire ressembler le musée au plateau de certaines émissions de télévision ou aux « Feintes témoins de leur temps ». Qu'apportera au visiteur « casqué » la vision de l'Ange bleu à côté d'un Matisse ou de King Kong à côté de De Kooning ? Ces films en outre ont été faits pour être vus au cinéma et non diffusés « en boucle » sur moniteur !

En vérité, le Centre Pompidou ne devrait pas oublier, comme il paraît souvent le faire, qu'il abrite la plus grande collection d'art du vingtième siècle, du monde, peut-être, de l'ancien monde, sûrement. Que c'est à partir de cette collection que doit se développer son projet culturel : qu'il doit la montrer — peuvre atelier Brancusi, inaccessible, comme le reste des sculptures — et l'enrichir par des achats importants comme il y en eut naguère et par des donations d'autant plus riches que le Musée national ne laissera pas d'autres le soin d'honorer ses donateurs comme ce fut le cas il y a peu avec Kipka.

## Renouveler la présentation

« Les grands classiques n'ont plus besoin d'être défendus », affirme J.-H. Martin. Défendus, peut-être pas — encore que Matisse, si longtemps négligé, Léger ou Kandinsky n'ont toujours pas conquis le grand public — mais en tout cas montrés là où est leur place, au cœur du musée. Comme si le Louvre se pensait que Vinci, Poussin et David devaient le céder pour « qu'il soit rendu compte de la richesse créative de leur époque ». Il y a mille façons d'ailleurs de renouveler la présentation des grands classiques : l'exposition Braque Picasso de New-York et de Bâle — sans doute refusée par Paris parce que « les grands classiques n'ont plus besoin d'être défendus » — en est un exemple.

Le Musée national d'art moderne doit sans doute aller de l'avant dans la voie de la pluridisciplinarité qu'il a inventée avec les autres départements du Centre, plus, sans doute, par les expositions que dans la présentation des collections. La création de la Bibliothèque de France devrait permettre de redéfinir la place du livre et de la littérature dans le Centre et, souhaitons-le, de donner plus d'espace au Musée qui est, rappelons-le, le lieu majeur de rayonnement international de l'ensemble de l'institution. Des espaces donc, sûrement, mais aussi un patron, assuré de la durée : le Musée a eu, sinon usé, plus de conservateurs en chef — quatre en treize ans — que son frère new-yorkais depuis 1929 !

En un mot, « présenter à Paris les collections nationales du vingtième siècle » comme le souhaite J.-H. Martin ? Oui, assurément ! Mais pourquoi attendre 1992 ?

► Jacques Vistel est ancien adjoint du directeur des musées de France.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1986)

Administrateur général : Bernard Woutas

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteur en chef : Bruno Frappet

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél : (1) 43-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Telex 850572 F-MONDPAR

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél : (1) 49-80-30-00

Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 281311 F-MONDSR

URSS : H

## Moscou entend dominer

Après les élections, pour une

seconde fois, la question de la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est se pose avec une acuité

croissante. Les dirigeants sovié-

tiques ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l'Europe de l'Est

est en jeu. Ils ont conscience

que la domination soviétique

sur l'Europe de l'Est est en

jeu. Ils ont conscience que la

domination soviétique sur l'Europe

de l'Est est en jeu. Ils ont

conscience que la domination

soviétique sur l











# Le gouvernement était-il au courant ?

[illegible][illegible][illegible]

...fabrique des  
 ...vous-mêmes  
 ...confiance d'entre-  
 ...monies sur le  
 ...Cote  
 ...le 9 avril  
 ...et de l'in-  
 ...et de la rejete la sup-  
 ...système. Deux  
 ...douzième  
 ...de Middle-  
 ...d'un mètre de  
 ...des Forges de  
 ...appareil pour  
 ...commencement

[illegible]

1. **Elle a des idées nouvelles** : elle ne se contente pas de lire, elle aime aussi écrire. Elle a écrit plusieurs livres, dont un sur la vieillesse, un sur la mort, et un sur la vieillesse et la mort. Elle a aussi écrit des articles de presse, des essais, et des romans. Elle a été traduite en plusieurs langues, et ses livres ont été adaptés au cinéma. Elle a été récompensée de nombreux prix, dont le prix Nobel de littérature en 1929.

# E. LECLERC

**POUR QUE L'EUROPE PROFITE AUX CONSOMMATEURS**

## Henry Bogdan



# Histoire des pays de l'Est

**De afkomst van de naam**

**THE UNIVERSITY OF CHICAGO**

...l'empire ottoman, l'empire  
...musulman. Ne las-  
...l'ombre et celo  
...l'ordon, professeur  
...d'ordre po-  
...le meilleur que cha-  
...cun d'eux, mosquée de  
...l'empire

# Perfin



[illegible]



## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : ancien compagnon de lutte de Martin Luther King

### Le Révérend Ralph Abernathy est mort

Ancien capitaine de Martin Luther King dans sa croisade pacifique pour obtenir aux Noirs américains l'égalité des droits civiques, le Révérend Ralph Abernathy est mort, mardi 17 avril, à l'hôpital Crawford Long d'Atlanta (Géorgie), à l'âge de soixante-quatre ans.

Pour rendre hommage à ce militant infatigable qui, lors des émeutes raciales après l'assassinat de Luther King, au printemps 1968, avait pris la tête du mouvement de la Conférence des leaders chrétiens du Sud (SCLC), le président George Bush a évoqué les propres paroles du Révérend Abernathy : « La violence est l'arme du faible et la non-violence celle de celui qui est fort ».

La non-violence, Ralph Abernathy, petit-fils d'esclave, élevé avec ses onze frères et sœurs dans une ferme de l'Alabama, en fera son premier principe. Dans la société intolérante d'un Sud américain en proie à une difficile mutation à la veille de la deuxième guerre mondiale, dans laquelle il servira quelques mois, c'était un principe difficile à tenir.

Ordonné prêtre baptiste en 1948, il s'attacha à ses études de mathématiques mais se passionna vite pour la sociologie : « J'ai réalisé que ma vie était de vivre avec les autres ». Une vocation qu'il vit très vite pleinement réaliser aux côtés de Martin Luther King. Il va l'écouter prêcher un dimanche de 1951, à l'église devenue l'église de la rue Ebenezer Church, à Atlanta.

Les deux hommes ne se quittèrent plus : aux côtés de King, « plutôt dans son ombre », disent les témoins, de Selma à Montgomery en passant par Washington, Ralph Abernathy sera de toutes les marches, de tous les sit-in pacifiques. Dix-sept fois emprisonné, il se souvient dans ses récits « d'avoir à chaque fois fermé en prison, vingt-quatre heures, pour effacer la colère et la haine de [mon] âme ».

#### Les murs s'écroulent

Dès 1965, à la demande de Martin Luther King, il devient vice-président de la SCLC « pour assurer la continuité du mouvement ». Après l'assassinat du pasteur, ce ne sera pas sans quelques remous qu'il reprendra le mouvement et parviendra à le restructurer. Héritier controversé, « trop militant politique » pour les uns, trop « insaisissable » pour d'autres, il n'obtiendra jamais l'aura charismatique de son prédécesseur. Néanmoins son attachement à Washington, dans le bidonville Reconstruction City qui abritait en juin 1968 la « marche des pauvres » qu'il venait d'organiser avec trois cents militants, sera l'occasion de véritables émeutes.

En 1980, Ralph Abernathy avait, rompant avec le reste des leaders historiques du mouvement noir, apporté son soutien à la candidature de Ronald Reagan. Ce qui lui valut critiques et mise à l'index de la part de Coretta King, la veuve du pasteur assassiné. La publication de ses Mémoires : *Et les murs s'écroulent*, dans lesquels il rapporte les infidélités (dont certaines bien connues) de Martin Luther King, ne devait rien arranger. Néanmoins, bénéficiant d'une solide réputation due à ses actions passées, le révérend est resté jusqu'au bout président d'honneur de la SCLC qu'il ne dirigeait plus depuis plusieurs années.

M. - C. D.

## PROCHE-ORIENT

LIBAN

### Flambée de violence dans les deux secteurs de Beyrouth

BEYROUTH  
de notre correspondant

Onze morts et cinquante-deux blessés : cette fois, c'est entre les deux milices chiites, Amal et le Hezbollah, que les affrontements ont fait rage mardi 17 avril, dans le secteur musulman de la capitale, relativement calme au cours des derniers mois. Ces incidents font suite à l'assassinat d'un chef de la milice Amal.

Le réducteur chrétien, en proie depuis deux mois et demi à une guerre dévastatrice entre les deux forces armées qui y résistent, celle du général Aoun et celle de M. Geagea, n'a pas pour autant retrouvé la tranquillité. Les accrochages y ont repris depuis lundi sur l'ensemble des fronts interchrétiens.

Mardi, ils étaient déjà plus que sporadiques, avec quelques chutes d'obus dans les quartiers habités, sans cependant atteindre une grande intensité. Mercredi, les

accrochages se poursuivaient, accompagnés d'une campagne médiatique entre les belligérants, plus virulente que jamais. Bilan des combats dans le réduit chrétien depuis la fin de la trêve pascale : deux morts, cinq blessés.

C'est la première fois, sans doute, en quinze ans que deux affrontements importants se déroulent dans les deux secteurs de la capitale. D'habitude, ceux-ci se livraient bataille entre eux, ou, lorsqu'une guerre interne secouait un secteur, l'autre était en paix derrière ses lignes de démarcation.

Cependant, plus que cette simultanéité, ce qui frappe, c'est la rapidité et l'efficacité de l'intervention de l'armée syrienne pour couper court à la bataille interchrétienne de Beyrouth-Ouest : en quelques heures, elle s'est déployée énergiquement, alors qu'elle avait coutume de laisser faire avant de séparer les belligérants.

LUCIEN GEORGE

ISRAËL

### Manifestation palestinienne dans le Saint-Sépulcre de Jérusalem

L'installation, mercredi dernier, de colons israéliens en plein cœur du quartier chrétien de la vieille ville de Jérusalem a provoqué mardi 17 avril une nouvelle manifestation palestinienne à l'intérieur du Saint-Sépulcre, un des lieux les plus sacrés du christianisme.

Une centaine de manifestants, en majorité des jeunes filles, chrétiennes et musulmanes, certaines portant le « fichu islamique », ont pénétré dans la basilique. Ils ont fait le tour du tombeau du Christ et scandé : « Biladi, Biladi ! » (*Mon pays, mon pays !* l'hymne

Palestinien). « Chrétiens musulmans - unité nationale ! », « OLP oui ! Israël non ! ». Déjà, une manifestation semblable s'était déroulée le samedi saint, mais elle n'avait rassemblé que des chrétiens.

Trois manifestants, masqués, ont brandi des drapeaux palestiniens et tenté d'en coller un sur une colonne, sous l'œil un peu inquiet de centaines de pèlerins. L'ordonnance d'expulsion des squatters juifs prise par le tribunal de première instance devait être exécutée mercredi 18 avril. (AFP.)

Quatre Palestiniens blessés à Gaza. - Vingt-huit Palestiniens ont été blessés mardi 17 avril par les tirs des soldats israéliens lors de violents heurts dans la bande de Gaza marquant la journée de « Solidarité avec les prisonniers palestiniens » décrétée par la Direction unifiée du soulèvement. Les incidents les plus sérieux se

sont produits dans le camp de réfugiés de Rafah (sud) et dans la ville de Gaza où respectivement quatre et huit Palestiniens ont été atteints. Six autres personnes ont par ailleurs été blessées dans les camps de réfugiés de Jabalia, Deir el Balah, Khan Younes ainsi que dans le village de Bani Suheila. (AFP.)

## ASIE

JAPON

### Le cas d'un écrivain relance le débat sur la peine de mort

La confirmation par la Cour suprême, mardi 17 avril, de la condamnation à mort de l'écrivain Norio Nagayama a relancé le débat sur la peine capitale au Japon.

TOKYO

de notre correspondant

La personnalité de Norio Nagayama, qui sa production littéraire en prison a rendu célèbre (auteur de romans et d'essais, il a même obtenu un prix), et le fait que la décision de la cour intervienne à la suite d'une série d'appels donnent à ce jugement une valeur symbolique : il est perçu par la presse comme signifiant d'une volonté politique de maintenir la peine de mort au Japon.

Coupable, à la fin des années 1960, alors qu'il avait dix-neuf ans, de quatre meurtres commis de sang-froid sur la personne de gardiens de nuit et de chauffeurs de taxi, Norio Nagayama fut condamné par le tribunal de Tokyo à la peine capitale en juillet 1979, dix années après son arrestation.

En 1981, en appel, cette peine était commuée en réclusion à perpétuité. Ce verdict mesuré, faisant intervenir des circonstances atténuantes et jouant sur l'âge mental

du criminel, fut interprété à l'époque comme exprimant le souci de circonscrire la peine capitale à des cas très limités. Le Japon semblait s'engager sur la voie de l'abolition de la peine de mort suivie par la plupart des pays développés.

Mais ce jugement fut cassé par la Cour suprême en 1983 et, quatre ans plus tard, revenant sur sa décision antérieure, la cour d'appel de Tokyo recommanda Nagayama à la pendaison. Celui-ci fit appel. Mardi, la Cour suprême a confirmé la sentence.

Selon les sondages, entre 60 % et 70 % des Japonais seraient favorables à la peine capitale (15,7 % se prononçant en faveur de son abolition). Les journaux sont, quant à eux, divisés sur le bien-fondé de son maintien ou de son abolition.

Chaque année, les tribunaux prononcent entre dix et vingt sentences de mort (si on inclut les nouveaux jugements et les appels). Bien que les condamnations à la peine capitale aient diminué au cours de ces vingt dernières années, une tendance inverse semble s'être tout récemment manifestée. En revanche, le nombre des exécutions a fortement décliné par rapport aux années 1970. Ainsi, certains condamnés sont décédés en prison après de longues années dans l'attente du matin fatal.

PHILIPPE PONS

CHINE

### Des dissidents s'inquiètent du sort du navire-radio « Déesse de la démocratie »

Des dissidents chinois exilés à Paris ont exprimé, mardi 17 avril, des craintes en ce qui concerne le sort de la *Déesse de la démocratie*, navire-radio qui fait route en direction des côtes chinoises, où il doit émettre des programmes de musique et d'information. Parti de La Rochelle le 17 mars, le bateau croise actuellement dans l'océan Indien et devrait commencer à émettre, à partir de la mer de Chine méridionale, à la fin du mois.

Au cours d'une conférence de presse organisée vingt-quatre heures après un étrange cambriolage dans les locaux du mensuel *Actuel* - l'un des parrains de l'opération -, Nicolas Druze

rédacteur en chef du quotidien en langue chinoise *Europe Journal*, a affirmé que Pékin avait fait pression sur Paris pour faire avorter l'opération. L'association Un bateau pour la Chine a également fait état de « manœuvres d'intimidation » effectuées, sur la route du navire-radio, par des cargos battant pavillon chinois.

Un porte-parole de l'ambassade chinoise à Paris a qualifié ces craintes de plaisanterie absurde, tout en ajoutant que l'opération était l'œuvre de dissidents chinois qui sont des « criminels de droit commun qui comptent avec l'aide de certaines forces étrangères ».

VIETNAM : attaques contre « les impérialistes et les réactionnaires »

### Le PC durcit le ton et dénonce des « sabotages »

Le secrétaire général du PC, M. Nguyen Van Linh, a appelé récemment à la lutte contre « les impérialistes et les réactionnaires » qui se livrent à des « sabotages » politiques au Vietnam, a annoncé la presse, mardi 17 avril à Hanoi.

Les « milieux impérialistes recourent aux manœuvres de sabotages » en diffusant des nouvelles de « tentatives contraires aux politiques du parti et en entraînant des jeunes sur la voie de l'opposition au parti, au régime et à la société », a affirmé, vendredi dernier M. Linh dans un discours reproduit mardi par le quotidien du parti, le *Nhan Dan*.

« Nous ne permettons pas que soient négligées la lutte de classe et la lutte contre l'impérialisme et les réactionnaires », a ajouté le numéro un du PC devant des représentants de l'Union de la jeunesse communiste qu'il a appelés à être vigilants face à « la démocratie bourgeoise et à la liberté anarchique ».

Le PC vietnamien n'a jamais caché son hostilité à l'abandon du socialisme actuellement en cours notamment dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est et a réaffirmé à plusieurs reprises sa volonté de maintenir le rôle dirigeant du parti dans la vie politique du pays. Dans son discours, M. Linh a mis l'accent sur la nécessité « de l'élargissement de la démocratie dans la vie sociale » mais aussi sur celle « d'éduquer les jeunes à vivre selon l'idéal révolutionnaire ».

« Nous procéderons à une répression résolue de toute tentative de troubles de l'ordre public et de la sécurité », avait déjà averti, lundi, le

*Nhan Dan*, lequel avait également annoncé un accroissement « ces derniers jours » de la répression notamment contre « les gens qui, tentant de porter atteinte à la sécurité politique, appellent à rassembler les forces hostiles aux politiques de notre parti et de notre Etat ».

Le quotidien du PC avait aussi reproduit des déclarations faites dimanche par M. Vo Chi Cong, chef de l'Etat et numéro deux du bureau politique du PC, selon lesquelles, l'armée, « force capitale », doit défendre « le parti, le pouvoir et le régime socialiste ». Le chef de l'Etat vietnamien avait précisé, dans un discours prononcé devant des élèves militaires, que le peuple et l'armée, « sous la direction du parti, maintiendront solidement la dictature révolutionnaire, déjoueront toutes les manœuvres et procédés ennemis ».

Le PC vietnamien ayant admis avoir perdu une grande partie de sa popularité, sa direction a mis l'accent sur la nécessité de réformer le parti, le démocratiser et le « moraliser », en particulier en écartant les cadres corrompus. A cet égard, le *Nhan Dan* a souligné que les autorités « continueront à réaliser largement la démocratie et à éduquer en même temps les gens pour qu'ils vivent et travaillent conformément à la loi ». (AFP.)

### Un appel humanitaire en faveur des Cambodgiens

Inquiets de la situation au Cambodge, quatre organismes d'aide humanitaire internationaux intervenant des deux côtés du conflit cambodgien ont lancé, mardi 17 avril, une campagne pour alerter le monde sur les conditions dramatiques dans lesquelles vivent les civils.

Ces organisations (Handicap international, Médecins sans frontières, International Rescue Committee, Japanese International Volunteer Center), rejointes par vingt-huit autres agences, expliquent que les Cambodgiens sont épuisés par les combats, les obus et les mines anti-personnel qui tuent aveuglément parents et enfants. Elles « adjurent la communauté internationale d'augmenter l'aide humanitaire ».

PARIS-LONDRES

Authentique  
breakfast anglais  
servi à bord.  
Aujourd'hui  
on n'est jamais  
trop exigeant  
avec sa ligne.

Tout homme d'affaires exigeant le sait : sur chaque vol national AIR EUROPE pour Londres en Classe Affaires, il a droit à l'authentique breakfast anglais. Et ce n'est pas tout : 1.990 F seulement l'aller-retour en Classe Affaires, 7 vols A/R chaque jour. Des l'océan : salon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ sans bagages au souteiller 3. A bord : cabine "Business Class" séparée, fauteuils spacieux, cuisine raffinée, serviettes chaudes, bor gratuit. Après le vol : liaison directe Gatwick - Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes. So what... ne dites plus : "Si j'avais su !" Consultez votre agence de voyages ou AIR EUROPE : (1) 49 27 91 00

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

COTE D'IVOIRE : l'impact des troubles

### Le président Houphouët-Boigny suspend les mesures d'austérité

Abidjan. - Le président Houphouët-Boigny a suspendu, mardi 17 avril, les mesures d'austérité prises en 1979, à la suite des troubles qui ont secoué le pays.

Le plan d'austérité adopté par le gouvernement en 1979, à la suite des troubles qui ont secoué le pays, a été suspendu, mardi 17 avril, par le président Houphouët-Boigny. Le plan d'austérité, qui prévoyait une réduction de 10 % des dépenses du gouvernement, a été suspendu, mardi 17 avril, par le président Houphouët-Boigny. Le plan d'austérité, qui prévoyait une réduction de 10 % des dépenses du gouvernement, a été suspendu, mardi 17 avril, par le président Houphouët-Boigny.

Après les premiers incidents de la semaine dernière, le président Houphouët-Boigny a suspendu, mardi 17 avril, les mesures d'austérité prises en 1979, à la suite des troubles qui ont secoué le pays. Le plan d'austérité, qui prévoyait une réduction de 10 % des dépenses du gouvernement, a été suspendu, mardi 17 avril, par le président Houphouët-Boigny.

Le plan d'austérité, qui prévoyait une réduction de 10 % des dépenses du gouvernement, a été suspendu, mardi 17 avril, par le président Houphouët-Boigny. Le plan d'austérité, qui prévoyait une réduction de 10 % des dépenses du gouvernement, a été suspendu, mardi 17 avril, par le président Houphouët-Boigny.

## Le Monde

ADMINISTRATION  
1, PLACE MONTMARTRE, 75001 PARIS  
Tél. : 01 47 33 60 00  
Tél. : 01 47 33 60 01  
Tél. : 01 47 33 60 02  
Tél. : 01 47 33 60 03  
Tél. : 01 47 33 60 04  
Tél. : 01 47 33 60 05  
Tél. : 01 47 33 60 06  
Tél. : 01 47 33 60 07  
Tél. : 01 47 33 60 08  
Tél. : 01 47 33 60 09  
Tél. : 01 47 33 60 10

Le Monde  
PUBLICITE

Le Monde  
TELEMATIQUE

Le Monde  
TELEVISION

Le Monde  
RADIO

Le Monde  
JOURNAUX

Le Monde  
REVUES

Le Monde  
MAGAZINES

Le Monde  
SERVICES



## DIPLOMATIE

## Le renforcement de la communauté européenne et l'avenir de l'alliance Atlantique

## Un entretien avec M. Valéry Giscard d'Estaing

Suite de la première page

» Celle-ci circulerait pendant une première période en parallèle avec les monnaies nationales, mais son usage serait parfaitement libre. Chacun pourrait choisir, selon ses besoins, entre la monnaie de la Communauté et les monnaies nationales. Le débat devrait donc porter sur la question de savoir si nous voulons réellement une telle monnaie, et si nous voulons créer la banque centrale chargée de la gérer. Il faut apporter à cette question une réponse politique. On doit normalement l'attendre du conseil européen de Dublin.

» Cela n'implique-t-il pas une politique économique commune des États ?

» Non, et c'est là que le rapport Delors a pris, sous la pression des banques centrales, une mauvaise direction. Il part de l'idée qu'on va garder les monnaies nationales et que pour aboutir à un taux de change fixe entre ces monnaies, on a besoin d'une politique économique commune. Si l'on va dans cette direction, on aboutira nécessairement, du fait du poids économique de l'Allemagne unifiée, à une zone mark. Et au lieu d'une monnaie européenne, nous ferons référence à une monnaie nationale. Je pense au contraire qu'il peut y avoir compatibilité entre l'usage d'une monnaie européenne commune et des politiques économiques et monétaires nationales, comportant une marge de décisions autonomes, notamment des politiques budgétaires, sociales et d'épargne différentes. Il faut dessiner un peu le type de contraintes que l'on associe à l'idée de monnaie commune.

» La défense pourrait faire exploser le système ?

» Vous parlez de trois ou quatre questions fondamentales. Quelles sont les autres ?

» La troisième question était abordée dans le rapport Spinelli : faut-il une coopération politique institutionnalisée, c'est-à-dire l'expression d'un point de vue commun sur certaines questions de politique étrangère, tout en respectant le principe de subsidiarité, en vertu duquel tel ou tel pays conservera des relations privilégiées avec tel ou tel autre, avec tel continent ou tel autre ?

» Autre interrogation : peut-il y avoir une union politique institutionnelle s'il n'y a pas en même temps une attitude commune en matière de défense, un concept commun de sécurité ?

» Une réponse positive à cette question suppose qu'on ne se limite pas au cadre des trente-cinq participants à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Assurément, c'est l'ONU d'Europe. On peut y débattre mais on ne peut pas y définir de politique de défense, et on ne peut pas y prendre de décision, sauf à l'unanimité. Or, à l'heure actuelle, le sujet qui peut faire exploser la marche vers l'union de l'Europe, c'est le problème de la défense, même si personne n'en parle beaucoup dans les instances communautaires. Et cela pour deux raisons : d'abord parce que, s'il devait y avoir sur ce

sujet de fortes divergences entre Britanniques, Allemands et Français, ces divergences interdiraient toute possibilité de progrès de l'union politique. Ensuite parce qu'il ne peut pas y avoir d'avancée en matière de politique étrangère, s'il n'y a pas d'avancée parallèle en matière de défense.



» Les possibilités de divergences que vous évoquez ne peuvent surgir qu'à propos de la question allemande...

» Pour le moment, oui. Mais puisque c'est un thème à la fois et à propos duquel on peut en même temps réaliser des progrès, c'est là que devrait intervenir une initiative française, comme chaque fois qu'il s'agit de déclencher un nouveau progrès de l'Europe.

» Une approche commune franco-allemande ?

» N'est-il pas trop tôt pour aborder le problème ? Ne faut-il pas attendre qu'il y ait eu détermination à l'Est ? Qui aujourd'hui peut évaluer le degré de menace potentielle de l'URSS ?

» Il peut effectivement y avoir des événements préoccupants en Union soviétique, des menaces de crise, soit qu'elles résultent d'une situation de type arménien ou lituanien et recréent l'idée que la force reste une composante du système, soit qu'elles découlent d'affrontements intérieurs, évoqués récemment par Mikhaïl Gorbatchev. Il faut donc intégrer cette incertitude, mais je n'irai pas jusqu'à dire qu'on va retrouver la menace stratégique que nous avons connue, sous la forme de la préparation d'une invasion militaire de l'Europe de l'Ouest.

» La conception de l'alliance atlantique des années 50 à 70, reposait sur la coupure de l'Europe en deux. Elle va donc changer ainsi d'ailleurs que la perception par les Européens de leur importance véritable dans le système de défense. C'est bien pourquoi la France doit être le promoteur de la réécriture du pacte atlantique en un Pacte euro-atlantique, où elle accepterait pour elle-même une implication plus grande ; on ne peut pas en effet être favorable à un nouveau pacte, et invoquer en même temps

les motifs qui nous tenaient à l'écart d'une alliance pilotée par les États-Unis.

» Tout cela crée une possibilité d'action pour la France, à condition qu'il y ait une approche commune franco-allemande. Cette approche commune est rendue difficile par l'absence de convergences de nos concepts en ce qui concerne l'armement nucléaire, d'où la nécessité de réviser ces concepts, et même nos programmes d'armes nucléaires pré-stratégiques. Ce que nous avions conçu au moment où la frontière avec l'Est était à

sident de la République leur demande une réponse nette. Pour ce qui est de la politique étrangère et de la défense, je vous ai déjà dit que j'étais favorable à une initiative française. Quant à l'extension de la compétence de l'union à de nouveaux domaines, je crois que nous devrions nous inspirer du principe de subsidiarité : plutôt qu'un modèle fédéral américain, ma préférence va à un système du vingtième siècle dans lequel serait laissé à la compétence nationale tout ce qui est lié à la vie quotidienne des personnes, à leur statut civil, social et civique, à leur identité culturelle et linguistique, à l'exception de la dimension de la citoyenneté européenne, mais où tout ce qui est lié à une action internationale, à une posture de défense, et aussi à la dimension européenne de l'environnement et de la technologie, serait fédératif.

» Une chambre des États ?

» Qu'est-ce qui vous paraît aujourd'hui opportuniste pour améliorer les institutions existantes ?

» Tout dépend de la réponse que les responsables européens apporteront. S'ils disent non à l'union politique, il serait démesuré de se livrer à des améliorations importantes. Il n'en faudrait pas moins réformer la procédure de vote et d'adoption des textes directs de la Commission, et accentuer les responsabilités parlementaires. Plus personne d'autre part, ne défend sérieusement la présidence tournante du Conseil de six mois. Il faudrait désigner un président pour quatre ans avec une vice-présidence tournante.

» Mais si on va plus loin en direction de l'union, on ne pourra pas éviter la création d'une deuxième chambre de délibération. Le Parlement actuel est à la fois trop éloigné d'une assemblée parlementaire classique, et trop éloigné d'une instance dans laquelle les États protégeraient leurs droits. Le Parlement devra se rapprocher de la représentation démographique avec une loi électorale quasi-homogène et des listes régionales se substituant aux listes nationales, et il faudra créer une chambre des États.

» La commission peut-elle être investie selon vous d'un pouvoir politique ?

» Si les commissaires européens ne sont plus, un jour, nommés par les gouvernements mais élus, ou confirmés, par le Parlement dans le cadre d'une option politique européenne, pourquoi pas ? Mais si on devait rester dans le comportement actuel, je réponds non. Il faudrait en même temps réaliser un changement politique important, consistant dans la formation d'une majorité et d'une opposition parlementaires européennes. On en est encore loin.

» N'êtes-vous pas inquiet de certaines évolutions en France, notamment dans l'opposition, en ce qui concerne l'Europe ? Ne voit-on pas poindre les premiers signes d'une régression nationale ?

» Il est évident qu'il y a, à l'heure actuelle, des interrogations sur l'opposition, mais il est normal que, devant une situation nouvelle, le premier mouvement conduise chacun à retrouver ce qui était son comportement instinctif. Ce qu'il faut, c'est que nous travaillions et réfléchissions ensemble pour aboutir à une position commune.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

## M. Bush n'envisage pas de confier à la France le commandement des forces de l'OTAN en Europe

Le président George Bush, qui doit accueillir M. Mitterrand jeudi 19 avril à Key-Largo en Floride, a indiqué mardi dans un entretien accordé à plusieurs journaux européens qu'il n'envisageait pas de confier à la France le commandement suprême des forces alliées en Europe comme moyen d'accroître le rôle de ce pays dans l'OTAN.

les problèmes de l'Alliance », a-t-il ajouté.

A l'Elysée on fait remarquer qu'aucune demande américaine n'a été formulée dans le sens d'une réintégration de la France dans le commandement intégré. Le porte-parole, M. Hubert Védrine, a d'autre part indiqué que les déclarations du chef de l'Etat sur la nécessité d'un « axe européen de défense » ne sont pas de nature à choquer les États-Unis : « C'est toujours le même problème : comment l'Europe de l'Ouest peut-elle jouer un rôle plus grand dans l'Alliance ? Ce n'est ni nouveau ni agressif à l'égard des Américains (...). S'il s'agit du maintien d'une grande Alliance avec les États-Unis, non seulement nous ne sommes pas contre, mais nous pensons que c'est nécessaire. Il faut garder en Europe un contre poids par rapport à l'armée soviétique. » (AFP)

La presse américaine s'est fait l'écho de discussions au sein de l'administration Bush sur l'opportunité de nommer un Français à la tête du commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), actuellement exercé par un Américain. La structure de commandement actuelle « contribue à l'opinion que [les États-Unis] ont un rôle important à jouer », a déclaré M. Bush. L'important est que les États-Unis et la France soient en synchronisation totale sur

Le premier échec grave de M. Federico Mayor

## Les États-Unis excluent de réintégrer l'UNESCO à court terme

Dans un rapport présenté, mardi 17 avril, au Congrès, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a exclu catégoriquement que les États-Unis réintègrent « à court terme » l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. L'administration américaine fait valoir que la « bureaucratie » de l'UNESCO engloberait toujours 70 % des ressources, alors que 7 % seulement vont par exemple à la lutte contre l'illettrisme, nous indique notre correspondant à Washington, Jen Krause. Le rapport du département d'Etat explique d'autre part sans ambages que Washington ne considère mieux à même de passer sur les destinées de l'organisation dans sa position actuelle de non-membre sollicité plutôt qu'en se retrouvant avec « une voix parmi les autres ».

M. Baker a notamment reproché à M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO depuis 1987, d'avoir « démissionné » exposé le Monde du 12 mars un « plan de restructuration plongeant l'organisation dans sa pire crise depuis le départ des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de Singapour, il y a cinq ans ».

Au lieu de limiter les dépenses, a estimé le secrétaire d'Etat, le programme de M. Mayor entraînera « la création de trente-trois nouveaux postes, représentant 6 millions de dollars de coûts supplémentaires ». M. Baker a également accusé l'UNESCO de ne pas avoir renoncé au « nouvel ordre mondial de l'information » (NOMIC) et de faire preuve de « parti pris contre Israël ».

Après la déclaration de Londres, ce printemps, annonçant également — mais en termes plus nuancés — que le Royaume-Uni n'avait aucune intention de revenir prochainement place Fontenay, un rapport américain « dur » était attendu

avec anxiété à l'UNESCO. Le retrait de l'observateur américain maintenu auprès de l'organisation avait même été donné comme plausible par certaines sources occidentales.

Concernant le NOMIC, qui n'est plus guère qu'une figure de rhétorique, et l'« anti-Israélisme », terme visant peut-être les manœuvres diplomatiques ayant eu, en vain, pour but, l'an dernier, de faire passer l'Etat de Palestine du rang d'observateur à celui de membre à part entière de l'UNESCO, les accusations du département d'Etat paraissent généralement forcées.

S'agissant du remaniement partiel du haut encadrement de l'organisation, préparé depuis deux ans par M. Mayor et qui sera soumis, pour avis, au conseil exécutif, à partir du 9 mai, le directeur général avait pris les devants. Début avril, il avait indiqué que « les dix-huit postes nouvellement créés concernent, en 1990-1991, 2 millions et demi de dollars ». M. Mayor évaluait, en revanche, à 10 millions de dollars « la réduction des dépenses de personnel en 1992-1993, grâce à l'abolition, au gel ou au transfert sur le terrain de soixante-douze postes actuellement vacants et de soixante-quatorze autres postes supprimés en 1990-1991, après des départs à la retraite » (le budget ordinaire de l'UNESCO atteint environ 375 millions de dollars pour la période 1990-1991).

En admettant que ces chiffres soient exacts et que M. Mayor ait statué sur le droit de renouveler ou de déplacer ses agents, il reste que la déclaration du département d'Etat, venant après celle du Foreign Office, constitue, pour l'ancien ministre espagnol, son premier grave échec diplomatique, même s'il ne s'agit pas d'un retour officiellement de date pour un retour des Anglo-Saxons, qu'il espérait, de toute façon, avant la fin de son premier mandat, dans trois ans.

Cette rebuffade américaine survient au lendemain d'une autre mauvaise nouvelle pour M. Mayor : l'annonce, par l'UNESCO, du report sine die de la partie située en Chine du vaste projet « Route de la soie », sur lequel l'organisation comptait pour redorer son blason. L'insistance de Pékin à vouloir réduire, en dernier ressort, à un seul japonais (et non à trois, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 14 avril), assisté de Chinois, l'équipe japonaise devant couvrir l'événement est, en partie, à l'origine du report de l'expédition dans les déserts de Chine.

JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

Renseignements publiés

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 46-36-61-82

posts 4180 et 4187

La Namibie devient le 160<sup>e</sup> membre des Nations Unies

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

La Namibie est devenue mardi 17 avril le 160<sup>e</sup> Etat membre des Nations unies. Le conseil de sécurité a adopté à l'unanimité des quinze membres la résolution recommandant à l'Assemblée générale d'admettre la dernière colonie d'Afrique devenue indépendante le 21 mars. Le GANUPT (groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition) a achevé sa mission le 1<sup>er</sup> avril. Celle-ci aura coûté 419 millions de dollars.

M. Jeremy Shwarz, représentant permanent de l'Afrique du Sud, a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte un appui tangible à la Namibie en vue de son développement. Il a ajouté, devant les journalistes, qu'il se sentait « terriblement soulagé » et a souhaité la bienvenue au nouvel Etat.

La Namibie sera officiellement admise au sein de l'ONU, le 23 avril, après le vote de l'Assemblée Générale. Elle est également devenue le 50<sup>e</sup> membre du Commonwealth. Le président du conseil pour le mois d'avril, M. Tesfaye Tadessa, d'Ethiopie, a remercié le secrétaire général et son représentant spécial en Namibie, M. Martti Ahtisaari. Il s'est félicité de l'admission de cet « enfant des Nations-Unies ».

AFSANE BASSIR POUR

Les députés unanimes pour raison

Le Sénat a adopté mardi 17 avril le projet de loi relatif au statut de la Polynésie française. Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Nouvelle-Calédonie.

Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Guyane française. Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Martinique.

Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Réunion. Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Mayotte.

Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Guadeloupe. Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Saint-Pierre et de la Miquelon.

Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Corse. Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la France.

Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de l'Algérie. Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Tunisie.

Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Libye. Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de l'Égypte.

Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Jordanie. Le Sénat a également adopté le projet de loi relatif au statut de la Syrie.

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS**

AVRIL 1990

**L'HISTOIRE DU FRANC**

Le Monde dossiers et documents retrace l'histoire du franc de la fin de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui. Il analyse les efforts des gouvernements pour faire du franc une monnaie forte et met en perspective le franc dans son contexte européen. Avec de nombreux graphiques et des statistiques récentes.

- Trente ans de franc lourd.
- Une monnaie respectée.
- Le franc, satellite du mark.

**LA MONNAIE ELECTRONIQUE**

Ve-t-on vers la démonétisation ? En quelques années, les cartes de crédit sont devenues un moyen de paiement ordinaire. Elles ont connu un développement soutenu grâce aux multiples initiatives des commerçants. Néanmoins le chèque se porte toujours bien.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صكوك الاموال



# POLITIQUE

## Les travaux du Parlement

### Les députés unanimes condamnent les discriminations pour raison de santé ou handicap

Les députés ont adopté en première lecture, à l'unanimité, mardi 17 avril, le projet de loi présenté par M. Claude Evry, ministre de la santé et de la protection sociale, tendant à empêcher les discriminations pour raison de santé ou handicap (le Monde du 18 avril). Le secrétaire d'Etat chargé des handicaps, M. Michel Giliot, était présent. L'Assemblée nationale a étendu le champ d'application de la loi qui, à l'origine, ne concernait que les droits ouverts dans le cadre d'un service public et des offres de biens et de services.

Un débat de qualité débouchant sur une unanimité rarement atteinte ces derniers temps : le sujet - l'exclusion - en valait la peine. Certains exemples récents, en France ou à l'étranger, de personnes malades ou handicapées se voyant refuser l'accès à un restaurant ou à une école, ont été évoqués dans l'hémicycle en toile de fond de ce débat. Plusieurs orateurs, notamment MM. Jacques Toubon (RPR Paris) et Jean-Pierre Michel (PS Haute-Saône), se sont félicités de ce travail concret du Parlement à un moment où la classe politique est « si décriée ».

« Le Parlement a montré quel pouvait être son rôle dans ce débat », a affirmé M. Jacques Toubon en parlant d'« éthique » à propos de ce texte. « Le Parlement s'opposerait de voter à l'unanimité un tel projet », avait expliqué M. Jean-Pierre Michel avant l'adoption du texte. Les parlementaires, tous groupes confondus, ont su mener un dialogue fructueux avec M. Claude Evry. Ce dernier a indiqué que l'idée du texte était née quand il avait ressenti « combien le problème du sida pouvait faire basculer l'opinion. Il faut affronter les

démagogues qui utilisent les peurs et flatter les plus bas instincts contre ceux qu'ils nomment les « sidaïques » pour mieux les stigmatiser (...) Fallait-il légiférer sur le seul sujet sida ? Certainement pas ! Le sida, là encore, a servi de révélateur de problèmes plus profonds. J'ai pensé qu'il valait mieux prendre en compte l'ensemble des victimes d'actes de discrimination (...) Le texte qui vous est soumis est donc essentiellement une marque de volonté anti-discrimination ».

#### L'embauche et le licenciement

Le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, M. Alain Calmat (PS), a souligné que l'opposition du sida avait donné lieu à des comportements discriminatoires qu'il fallait sanctionner : « Le problème est d'autant plus grave que ces agissements touchent des personnes en âge de travailler ayant souvent gardé toutes leurs potentialités intellectuelles, voire physiques, et qui revendiquent le droit légitime de poursuivre normalement leur vie ».

C'est ainsi que la protection de la loi est étendue aux personnes qui pourraient faire l'objet de l'embauche ou lors d'un licenciement, de discriminations fondées sur leur état de santé (sida, par exemple). Le ministre a précisé que cette disposition s'appliquait dans le respect des attributions de la médecine du travail qui peut estimer qu'une personne est inapte à tel ou tel emploi pour raison de santé (visite médicale d'embauche destinée à apprécier l'aptitude physique du candidat).

Cette même protection contre les discriminations, avec cette même nuance apportée par M. Evry, a été ouverte en cas de licenciement d'une personne en raison de son état de santé. Il est apparu inutile d'étendre la protection contre les discriminations à l'embauche pour les handicapés dans la mesure où l'existence de l'obligation légale d'emploi les protège déjà. C'est du moins le point de vue exprimé par M. Calmat. Le groupe communiste n'en a pas été pleinement convaincu. Un autre amendement a été adopté qui modifie le code du travail en permettant l'annulation d'un licenciement abusif effectué en raison de l'état de santé d'une personne.

PIERRE-SERVENT

## La réforme de la saisine du Conseil constitutionnel

### Les conditions posées par le RPR sont assimilables à un refus du projet de loi

L'intergroupe de l'opposition devait se réunir, en séance plénière mercredi 18 avril à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Pierre Méhaignerie (UDC), pour examiner le projet de loi relatif à la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel qui sera soumis à l'examen des députés le 24 avril prochain. Les trois groupes de l'opposition apparaissent très divisés sur l'opportunité de la réforme constitutionnelle : si les centristes semblent décidés à soutenir le projet de loi, le groupe UDF a pour sa part rappelé, mardi 17 avril, son opposition à une réforme qui « fragiliserait l'édifice judiciaire ».

Quant au groupe RPR, il se déclare favorable au projet mais en assortissant de conditions jugées inacceptables par le gouvernement.

Le projet de loi permettant la saisine directe du Conseil constitutionnel ne semble convaincre que... les citoyens eux-mêmes qui, comme le révèle un sondage Figaro-SOFRES publié mercredi 18 avril, se déclarent à une majorité de 71 %, favorables à la réforme. Mais l'aboutissement du projet de loi semble aujourd'hui compromis, tant il paraît difficile d'obtenir une majorité simple au Sénat dominé par l'opposition et la majorité parlementaire des trois cinquièmes nécessaire au congrès de Versailles (députés et sénateurs réunis), si la réforme va jusqu'à, pour toute révision de la Constitution.

au projet en raison notamment de « l'absence de déclaration fondamentale en France, comme il y en a aux Etats-Unis et en RFA » et du risque de « fragilisation de l'édifice judiciaire » que ferait courir la réforme en permettant aux citoyens de saisir le Conseil sur la constitutionnalité de lois « datant d'avant 1946 ou 1958 ». Le président du groupe UDF a ajouté que cette procédure, qui « pourrait être utilisée pour retarder les actions judiciaires » risquerait également de « fragiliser la lutte contre la criminalité et la drogue ».

Le projet de réforme de la saisine du Conseil constitutionnel figurait également à l'ordre du jour de la réunion du groupe RPR. Officiellement, le groupe est « favorable » à une telle réforme, d'autant que M. Jacques Chirac s'était lui-même prononcé en faveur d'un élargissement de la saisine, lors de la campagne présidentielle de 1988 et que les Assises du RPR en avaient confirmé le principe. Mais, comme l'a indiqué M. Bernard Pons, président du groupe, une telle réforme doit s'accompagner de « garanties nécessaires ».

Celles posées par les députés RPR sont de taille : il faut d'une part « revoir le bloc de constitutionnalité » sur lequel peuvent s'appuyer les neuf sages, a souligné M. Pons, afin d'« éviter les incertitudes d'une définition par le Conseil constitutionnel lui-même des droits et des principes auxquels il confrontera les lois qui lui seront soumises ». D'autre part, le groupe RPR estime que les membres du Conseil doivent être « incontestables et incontestés » et propose dans ce but que leur nomination (1) soit « rattachée à la majorité qualifiée des trois cinquièmes de l'Assemblée nationale ».

M. Pons a jugé ces deux propositions « raisonnables », ajoutant qu'elles « pouvaient être reprises par le Parlement ».

La réforme, selon laquelle c'est le Conseil qui définit lui-même le « bloc de constitutionnalité » sur lequel il s'appuie.

Les conditions posées par M. Pons paraissent inacceptables pour le gouvernement et, dès lors, la réforme souhaitée par M. Mitterrand semble n'avoir aucune chance d'aboutir par la voie parlementaire. Il ne restait alors qu'une solution, si M. Mitterrand persistait : le recours direct au référendum (2) prévu par l'article 11 de la Constitution, utilisé en son temps par le général de Gaulle (en 1962 et 1969)... et violemment combattu, à l'époque, par M. Mitterrand.

PASCAL ROBERT-DIAZ

(1) Selon l'article 56 de la Constitution, les neuf membres du Conseil constitutionnel sont nommés pour neuf ans, non renouvelables. Trois des membres sont nommés par le président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat.

(2) Selon l'article 11 de la Constitution, « le président de la République, sur proposition du gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition commune des deux Assemblées (...) peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics ».

71 % des Français sont favorables à la réforme. - Selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié par le Figaro du 18 avril, 71 % des Français sont favorables à une réforme de la Constitution qui permettrait aux citoyens de saisir le Conseil constitutionnel. Seulement 11 % y sont opposés. Il n'y a pratiquement pas de différence entre l'attitude des sympathisants de gauche et celle des sympathisants de droite. Parmi les premiers, 78 % sont d'accord sur le projet de réforme, et parmi les seconds 76 %.

Ce sondage a été réalisé les 9 et 10 avril sur un échantillon national de 800 personnes représentatives de la population française âgées de dix-huit ans et plus.

## La France Atlantique

### M. Bush n'envisage pas de confier à la France le commandement des forces de l'OTAN en Europe

Le président George Bush, qui se rendra à Key-Largo en Floride à la fin de ce mois, a déclaré mardi que son intention n'était pas de confier le commandement des forces de l'OTAN en Europe à la France.

La question s'est posée lors d'un débat de l'Assemblée Bush sur la sécurité internationale. M. Bush a déclaré qu'il n'envisageait pas de confier le commandement des forces de l'OTAN en Europe à la France. Il a souligné que la France était un partenaire important de l'OTAN, mais qu'il n'était pas prêt à lui confier le commandement des forces de l'OTAN en Europe.

### Le premier échec grave de M. Federico Mayor

### Les Etats-Unis excluent de réintégrer l'UNESCO à court terme

Dans un rapport présenté mardi 17 avril au Congrès, le secrétaire d'Etat George Bush a déclaré que les Etats-Unis ne réintégreraient pas l'UNESCO à court terme. Il a souligné que l'UNESCO était une organisation importante, mais qu'elle n'était pas prête à être réintégrée.

### Le Sénat adopte un « toilettage » du statut de la Polynésie française

Le Sénat a examiné, mardi 17 avril, un projet de loi présenté au nom du gouvernement par M. Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, et relatif au statut de la Polynésie française. Après l'avoir amendé, le Sénat a adopté à l'unanimité ce projet qui prévoit un accroissement des compétences du gouvernement du territoire et de son président, ainsi que le renforcement de l'autonomie de l'Assemblée territoriale.

Dans la présentation qu'il a faite du projet de loi, M. Le Penec a insisté sur les « limites et imprécisions » du statut d'autonomie interne du territoire adopté en septembre 1984 qui nécessitent un « toilettage ». MM. Daniel Millaud (Union cent.) et Louis Virapoulle (Union cent.) ont également souligné la nécessité d'un « toilettage » du statut de la Polynésie française.

M. Millaud a cependant exprimé sa « crainte » devant « les ambiguïtés et les contradictions » des rapports des TOM avec la Communauté économique européenne. « Le Parlement français a-t-il la liberté, vis-à-vis de la Commission de Bruxelles et de la Cour de justice européenne, de conduire ses territoires d'outre-mer à l'avantage d'autonomie sans que celle-ci ne puisse être remise en cause par celles-là », s'est-il demandé.

Le texte a été qualifié de réforme « pas importante » par le rapporteur

### Le prix Lyssenko Un « canular » du Club de l'Horloge...

Trofim Denissovitch Lyssenko, protégé de Staline, a laissé son nom dans l'histoire pour avoir combattu la génétique qu'il jugeait contraire aux principes du marxisme et, accessoirement, pour avoir à l'époque soviétique tenté la biologie soviétique. Le Club de l'Horloge a choisi son nom pour un prix qu'il veut décerner chaque année à un auteur ou une personnalité qui aura, par ses écrits ou par ses actes, apporté une contribution exemplaire à la désinformation en matière scientifique ou historique, avec des méthodes et arguments idéologiques. Premiers « lauréats » pour 1990 : le généticien Albert Jacquard « pour l'ensemble de son œuvre » et M. Jean-Noël Jeanneney « pour son action comme président de la mission du Bicentenaire ».

« L'œuvre d'historien de M. Jeanneney est incontestable, mais la mission du Bicentenaire, au-delà de la commémoration, était aussi une récupération idéologique de la Révolution française », estime M. Michel Leroy, secrétaire général du Club de l'Horloge, selon lequel ce prix constitue « un canular, mais un canular sérieux... ».

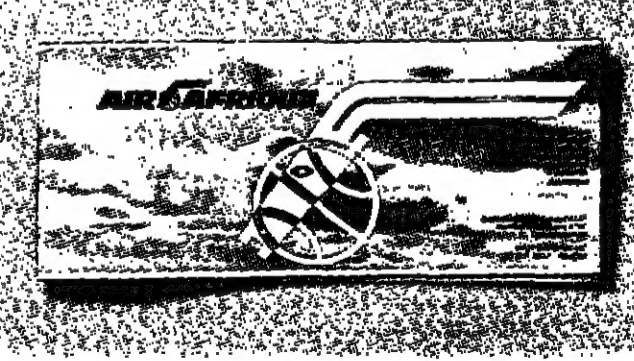
Albert Jacquard, quant à lui, a dit être très surpris par cette nomination « distinction » : en 1976, il dénonçait dans les colonnes du Monde non seulement Lyssenko, mais aussi « le lysenkisme », une « maladie » dont, estimait-il, « les germes sont partout ». M. Leroy ne nie pas ses compétences scientifiques, mais lui reproche de les utiliser « pour faire passer un message avant tout idéologique », consistant, entre autres, à « nier le rôle de l'hérédité dans l'intelligence ».

En tout cas, le Club de l'Horloge - créé à l'origine pour servir de « laboratoire d'idées » au RPR et à l'UDF et dont les travaux inspirent aujourd'hui le Front national - a l'humour sélectif : il n'a pas poussé ce « canular » jusqu'à décerner son prix, à titre posthume, à Charles Darwin ou Gregor Mendel.

J.-P. D.

## TARIFS HAUTE COMPÉTITION

Ceci n'est pas un billet de loterie, mais vous avez gagné au moins 70% de réduction.\*



\*De 70 à 78 % de réduction en fonction des destinations du 27 Avril au 11 Juin 1990.

PARIS - ABIDJAN AR - 2900 FF	PARIS - LOMÉ AR - 2900 FF
PARIS - BAMAKO AR - 2700 FF	PARIS - N'DJAMENA AR - 2700 FF
PARIS - BANGUI AR - 3000 FF	PARIS - NIAMEY AR - 2700 FF
PARIS - BRAZZAVILLE AR - 3500 FF	PARIS - NOUAKHOTT AR - 2700 FF
PARIS - CONAKRY AR - 2900 FF	PARIS - OUAGADOUGOU AR - 2700 FF
PARIS - COTONOU AR - 2900 FF	

RESERVE AUX JEUNES, PERSONNES AGÉES, FAMILLES, TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS RESIDANT EN FRANCE, RELIGIEUX, ÉTUDIANTS. SOUMIS À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS



Le Monde AFFAIRES



## POLITIQUE

A la veille de son voyage en Nouvelle-Calédonie

### M. Le Pen se félicite du rachat des mines de M. Lafleur par la province Nord

M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, s'est félicité, mardi 17 avril, du rachat par la province Nord de Nouvelle-Calédonie, dirigée par le FLNKS, des actions de M. Jacques Lafleur, président du RPRC, dans la société minière du Sud-Pacifique (SMSP), qui exploite des mines de nickel sur le territoire (le Monde du 18 avril).

Pour M. Le Pen, qui commence mercredi une tournée huit jours en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française, « ce protocole d'accord concrétise un projet que Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur avaient formé peu après la signature des accords de Matignon » d'août 1988. Le protocole adopté mardi par le conseil de la province Nord, ajoute le communiqué du ministre, « traduit, dans la réalité économique calédonienne, la volonté de réconciliation et de partage inscrite dans la loi référendaire » qui a consacré les accords de Matignon.

Pendant son voyage, M. Le Pen « aura (...) la possibilité de s'entretenir (...) des modalités de mise en œuvre du protocole d'accord avec ses signataires », M. Bernard Pons, ancien ministre des DOM-TOM du gouvernement Chirac de cohabitation et président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, auquel appartient M. Lafleur, a affirmé mardi qu'il ne ferait « aucun commentaire ». Il a toutefois observé qu'il s'agit « d'une décision annoncée subitement et que personne ne connaissait ». « Je ne suis pas des raisons actuelles de cette évolution », a précisé M. Pons, avant d'indiquer qu'il s'entreferait avec M. Lafleur, qui devait arriver mercredi en métropole.

A l'inverse, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR de Nouvelle-Calédonie a expliqué mardi : « Je ne suis pas du tout surpris par les discussions qui ont été menées depuis longtemps ; je suis satisfait ». Tout comme M. Le Pen, le sénateur RPR a insisté sur le fait que la décision de M. Lafleur

s'inscrivait « dans le droit fil des accords signés à Matignon et confirmés par l'ordonnance ». Les accords de Matignon prévoient une participation dans le développement économique de tous les Calédoniens, comme ils ont prévu le partage de la gestion politique du territoire, a-t-il rappelé.

Le sénateur a récusé l'idée selon laquelle la cession des actions signifierait un quelconque retrait de M. Lafleur. « Quand Jacques Lafleur propose de vendre des actions d'un domaine minier qui est le sien, ce n'est pas toucher aux intérêts de la France », a précisé M. Ukeiwé qui par ailleurs réaffirme « la vigilance (de M. Lafleur) pour tout ce qui touche au statut politique, parce que nous sommes persuadés que notre rôle, que la Nouvelle-Calédonie reste dans la France, est la seule qui puisse nous assurer la paix ».

M. Ukeiwé a tenu enfin à rendre hommage au « geste personnel » de M. Lafleur qui « apporte le moyen aux Calédoniens de vivre ensemble. Ce n'est pas un testament. C'est un exemple pour que beaucoup de nos compatriotes (...) respectent les engagements que nous avons tous pris ». « La Calédonie et la France ont encore besoin de Jacques Lafleur », a conclu M. Ukeiwé.

#### Satisfaction des indépendantistes

Au nom du secrétariat national du DOM-TOM du Front national, M. Roger Houlétre a jugé dans un communiqué que l'annonce de la transaction « ne surprend que les naïfs ». « Depuis longtemps, continue l'ancien député, le Front national a dénoncé les accords du RPRC et de son chef en Nouvelle-Calédonie. Ces derniers ont toujours fait passer leurs intérêts personnels avant ceux de la France ». Le Front national « demande aux loyalistes de se ressaisir et de le rejoindre dans son combat sans concessions pour la Calédonie française, toutes épreuves confondues sous le drapeau tricolore ».

Sur place, aucune voix discordante ne s'était, mercredi 18 avril, publi-

quement exprimée parmi les chefs de file indépendantistes, nous indique notre correspondant à Nouméa, Frédéric Bobin. Allant dans le même sens que le numéro un de la province, M. Léopold Jorjé, le président du FLNKS et animateur du Parti de Libération Kanak (Palika), M. Paul Néaoutyine, s'est félicité de cette opération. « C'est une chose positive, a-t-il déclaré, car cela va donner aux populations représentées dans la province Nord l'occasion de mettre un pied dans le domaine minier qui a toujours été un secteur réservé à quelques uns. C'est la concrétisation de l'ouverture annoncée dans les accords de Matignon » dans le sens « du réajustement ».

Si aujourd'hui les responsables de l'Union Calédonienne (UC) et du PALIKA sont satisfaits de l'opération, c'est tout simplement parce que la SMSP n'est pas un canard boiteux mais une belle affaire. Le « coup » de mardi, assure-t-on dans leur entourage, n'est que la première étape d'une stratégie de longue haleine visant à reprendre possession du patrimoine minier de cette région du territoire, où sont encore présents la Société Le Nickel (SLN) et des « petits mineurs » privés (Ballande, Pentecost). Dans l'immédiat, l'acquisition de la SMSP va permettre à la province Nord d'obtenir d'un contrat de fourniture annuelle de 250 millions de tonnes de minerai de nickel à l'usine métallurgique de Doniambo, appartenant à la SLN, et de 350 millions de tonnes au fondrière japonaise Pacific Métal. Des négociations sont également en cours pour l'exportation de 100 à 200 millions tonnes de minerai latérite vers l'Australie.

Les indépendantistes viennent de se doter d'une force de frappe économique qui constituera un complément décisif au projet « vieux » de M. Tjibaou d'un « pôle urbain » de Népou (zone franche, port en eau profonde, aéroport international, centre industriel) destiné à contrebalancer le poids toujours écrasant de Nouméa.

C'est la chaîne privée japonaise Tokyo Broadcasting System (TBS) qui, à la première, pense à exploiter le filon : avec la multiplication dans les ménages de caméscopes, une masse d'images était disponible, souvent drôle à condition de n'en garder que les meilleurs morceaux. « Rire avec Ken et Kato Chan » était née. L'émission japonaise attire l'attention du producteur américain Vin Di Bona. Ce dernier réussit à convaincre - non sans difficultés - le réseau ABC, et lance « America's funniest home videos » (les vidéos domestiques les plus drôles d'Amérique). L'émission est bien menée, sur un rythme rapide, les effets sonores ajoutent au comique de situation, les enfants, éternelles vedettes des vidéos domestiques, y sont rois. Le succès est foudroyant : l'émission se hisse rapidement au sommet de l'audience en battant feuilletons et « sitcoms » confirmés, et reçoit près de mille cassettes par jour, dont les meilleures sont primées.

L'engouement est tel que les producteurs doivent même décaler et éliminer toutes les séquences « fabriquées » par de faux amateurs, et ne garder que les vraies « tranches de vie » que le public pébiscite. Publicitaires et diffuseurs ont vite compris qu'ils tenaient en main un pactole : l'émission coûte peu, par définition, et surtout par rapport aux prix galopants de la fiction. Elle attire le dimanche soir des audiences familiales qui sont le rêve des annonceurs.

Une telle formule à succès ne pouvait qu'être copiée et exportée à nouveau. Les concurrents d'ABC ont tous en projet des émissions inspirées des mêmes concepts, avec des variantes. L'un se spécialise dans les vidéos de jeunes, l'autre exploite les « chutes » de caméscopes professionnels, le troisième met au point pour le public hispanophone une version qui mélange vidéo domestique, caméra cachée et images spectaculaires de sport.

#### Une épidémie mondiale

Pour leur part, ABC, TBS et Vin Di Bona ont déjà vendu leur concept en Grande-Bretagne, où Granada, ITV vont rajouter des vidéos britanniques au stock déjà accumulé. Toujours en Grande-Bretagne, Sky One, la chaîne par satellite de M. Rupert Murdoch, va lancer sa propre émission mélangeant vidéo domestique et

## COMMUNICATION

En introduisant la publicité sur ses antennes

### L'audiovisuel est-allemand cherche à sauver son autonomie vis-à-vis des chaînes de RFA

Mardi 17 avril, les téléspectateurs d'Allemagne de l'Est ont dû allumer leur récepteur avec une pointe d'excitation. Ce jour-là, les deux chaînes publiques DDR 1 et DDR 2 de la télévision est-allemande ont commencé à diffuser des spots publicitaires. Au menu, les plus importants annonceurs ouest-allemands, dont Opel. Les trente secondes de diffusion leur ont coûté de 10 000 à 30 000 Deutschmarks en fonction de l'horaire. Selon le régisseur publicitaire des deux chaînes, l'information et l'usage de la publicité est-allemande (IP), les spots diffusés à l'Est devraient toucher en prime time (dix-neuf heures) plus de 2,7 millions de téléspectateurs, soit presque 20 % de la population.

Pendant la période durant laquelle la diffusion de spots est autorisée, de 17 h 30 à 23 h 30 actuellement, IP espère séduire en moyenne 1,6 million de téléspectateurs adultes. Les grilles de programmes de DDR 1 et DDR 2 ont été remaniées en fonction de l'arrivée de la publicité et offrent des émissions pour jeunes, comme « Elf Jugend », diffusées presque quotidiennement en fin d'après-midi, des magazines politiques ou culturels, des séries policières venues d'Allemagne de l'Ouest ou des longs métrages américains.

L'ouverture de l'audiovisuel est-allemand à la publicité a été autorisée le 1<sup>er</sup> avril. La réglementation a été calquée sur celle d'Allemagne de l'Ouest mais elle est, paradoxalement, un peu plus libérale. Ainsi, radios et télévisions est-allemandes

peuvent diffuser de la publicité tous les jours, hormis les jours fériés et ceux de deuil national, à raison de trente minutes quotidiennes. Ce seuil peut atteindre toutefois quarante-cinq minutes lors des fêtes et salons internationaux. A l'Ouest, les deux grandes chaînes de service public, ARD et ZDF, n'ont droit qu'à vingt minutes de publicité par jour et seulement de 18 à 20 heures pendant la semaine, les dimanches et jours fériés étant totalement interdits de publicité. L'abandon de cette limite du « vingt heures » réclamé à cor et à cri par les deux chaînes ouest-allemandes va donc recevoir, avec l'ouverture de la publicité audiovisuelle à l'Est, un appui de poids. Les annonceurs ne s'y trompent d'ailleurs pas, qui ont pour les télévisions de l'Est les yeux de Chimène, même si leurs téléspectateurs n'ont pas encore un pouvoir d'achat suffisant. Il est vrai que 16 % des téléspectateurs ouest-allemands peuvent recevoir DDR 1 et DDR 2.

#### La lourdeur de l'appareil

Cependant une majorité de personnalités politiques de l'Ouest comme de l'Est prônent l'établissement de la télévision est-allemande en chaînes régionales, sur le modèle de l'ARD, la première chaîne publique ouest-allemande, dans laquelle elle pourrait se fonder à terme. Ils prennent à témoin la lourdeur de l'appareil télévisuel

est-allemand qui, en dépit de ses huit mille salariés, s'est révélé incapable de réaliser les spots qui lui étaient destinés. C'est IP, par le biais de sa filiale IP Allemagne basée à Francfort-sur-le-Main, qui s'en est chargée. Le choix d'IP comme régisseur a d'ailleurs été un coup pour la chaîne ouest-allemande ARD qui espérait l'emporter. IP, régisseur de RTL, radio et télévision, de la chaîne privée RTL. Plus en Allemagne de l'Ouest et de nombreuses radios et télévisions à l'Est (dont la radio nationale d'Allemagne de l'Est), risque, en effet d'être un allié de poids pour les Allemands de l'Est qui refusent de voir fondre leur télévision dans l'ARD. Au premier rang figure l'intendant général (président), M. Hans Bentzien. Grâce à des recettes publicitaires qu'il estime à environ 40 millions de Deutschmarks en 1990 (soit plus de 140 millions de francs), M. Bentzien espère pouvoir moderniser ses équipements techniques afin d'accroître sa compétitivité. Mais ce projet n'est pas du goût de certains responsables politiques. L'expert de la CDU pour les questions de communication, M. Henning Stoerk, qui est généralement présenté comme le futur directeur général de la télévision allemande, accuse en effet M. Bentzien d'avoir signé avec IP un contrat publicitaire dans le seul but d'échapper au démantèlement.

YVES-MARIE LABÉ

#### L'utilisation des vidéos domestiques dans les émissions

### La « télévision miroir » à l'assaut de l'audience mondiale

L'idée vient du Japon, son succès est phénoménal aux Etats-Unis, et tout indique que l'Europe ne va pas tarder à suivre le mouvement : les images d'amateur tournées avec des caméscopes peuvent attirer de grosses audiences, comme si, les d'été, télévision concédée par des professionnels, le spectateur retrouvait avec plaisir une « télévision miroir » où les bébés tombent de leur chaise, les ménages sont coincés dans leur lave-linge, et les amoureux avertis.

C'est la chaîne privée japonaise Tokyo Broadcasting System (TBS) qui, à la première, pense à exploiter le filon : avec la multiplication dans les ménages de caméscopes, une masse d'images était disponible, souvent drôle à condition de n'en garder que les meilleurs morceaux. « Rire avec Ken et Kato Chan » était née. L'émission japonaise attire l'attention du producteur américain Vin Di Bona. Ce dernier réussit à convaincre - non sans difficultés - le réseau ABC, et lance « America's funniest home videos » (les vidéos domestiques les plus drôles d'Amérique). L'émission est bien menée, sur un rythme rapide, les effets sonores ajoutent au comique de situation, les enfants, éternelles vedettes des vidéos domestiques, y sont rois. Le succès est foudroyant : l'émission se hisse rapidement au sommet de l'audience en battant feuilletons et « sitcoms » confirmés, et reçoit près de mille cassettes par jour, dont les meilleures sont primées.

L'engouement est tel que les producteurs doivent même décaler et éliminer toutes les séquences « fabriquées » par de faux amateurs, et ne garder que les vraies « tranches de vie » que le public pébiscite. Publicitaires et diffuseurs ont vite compris qu'ils tenaient en main un pactole : l'émission coûte peu, par définition, et surtout par rapport aux prix galopants de la fiction. Elle attire le dimanche soir des audiences familiales qui sont le rêve des annonceurs.

Une telle formule à succès ne pouvait qu'être copiée et exportée à nouveau. Les concurrents d'ABC ont tous en projet des émissions inspirées des mêmes concepts, avec des variantes. L'un se spécialise dans les vidéos de jeunes, l'autre exploite les « chutes » de caméscopes professionnels, le troisième met au point pour le public hispanophone une version qui mélange vidéo domestique, caméra cachée et images spectaculaires de sport.

Pour leur part, ABC, TBS et Vin Di Bona ont déjà vendu leur concept en Grande-Bretagne, où Granada, ITV vont rajouter des vidéos britanniques au stock déjà accumulé. Toujours en Grande-Bretagne, Sky One, la chaîne par satellite de M. Rupert Murdoch, va lancer sa propre émission mélangeant vidéo domestique et

caméra cachée. En France, jusqu'à présent, les vidéos amateurs n'ont fait qu'une timide percée dans des séquences d'émissions : « Animalia » ou « My télé is rich », sur Antenne 2, ont fait appel à de telles images ponctuellement. « Ici mon mardi » sur TF 1 aussi. La SEPT, sur un mode plus sérieux, en utilise dans sa vidéo-thèque « Objectif amateur ». Canal Plus prépare des nuits spéciales pour l'automne. Et toutes les chaînes ont diffusé des documents d'amateur quand des événements dramatiques n'étaient pas couverts par des professionnels.

Mais l'utilisation systématique, dans un but dissimulé - et l'appel au public pour alimenter le stock - est sans doute pour bientôt. Car plusieurs chaînes - TF 1, A 2 et La Cinq - sont sur les rangs pour reprendre le concept de « America's funniest home videos », dont la société JAC de M. Jacques Antoine, a acquis les droits auprès de Vin Di Bona.

L'épidémie mondiale de vidéo amateur sur les chaînes de télévision est-elle, comme le prophétisent les vidéastes militants des années 70 « la réappropriation de l'instrument par le spectateur » ou le retour à une télévision « néo-réaliste » chère, par exemple, à Carlo Freccero, directeur des programmes de La Cinq ? A moins qu'elle ne confirme le vieill adage selon lequel « on n'a jamais fait faillite en sous-estimant les goûts du public » ? A défaut de trancher la question, ses promoteurs en attendent des recettes. La « télévision miroir » a des réflexes du tiroir-caisse.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

#### Le JDE traverse l'Atlantique

Le 27 avril prochain, dix enfants âgés de huit à douze ans s'enlèveront pour trois jours à la découverte de New York. Ces dix petits chanceux sont les lauréats du concours organisé par le Journal des enfants (JDE), en partenariat avec Air France, pour tirer son 100 000<sup>e</sup> abonné.

Au 1<sup>er</sup> avril, moins de six ans après son lancement, le 29 septembre 1984, le Journal des enfants, supplément hebdomadaire du quotidien régional l'Alsace, présente un bilan plutôt flatteur : 120 000 abonnés dont 9 000 écoles, et plus de 500 000 lecteurs.

Conçu à destination d'un lectorat âgé de huit à douze ans, le JDE se veut un véritable « news » hebdomadaire. Sur quatre pages au format tabloïd, confondues sous une mini-rédaction (deux journalistes), l'hebdomadaire présente un ample survol de l'actualité française et internationale. Les articles, rédigés dans un langage simple, sont largement illustrés par des cartes et des graphiques.

En lançant le Journal des enfants, l'Alsace entendait former ses lecteurs de demain. Après six années de parution, l'objectif n'est que partiellement atteint. En effet, passé douze ans, nombre de lecteurs choisissent de se tourner vers le Monde. Il reste que le succès du JDE, vendu uniquement par abonnement, ne devrait pas rester longtemps isolé. Il se murmure avec insistance qu'un grand groupe de presse possède dans ses cartons un projet concurrent entièrement ficelé.

GUY DUTHEIL

mettrait en péril la nécessaire continuité du fonctionnement de la société (...) Le PDG, qui prépare « un plan d'action efficace », compte rendre publiques les conclusions des groupes de travail sur le projet d'entreprise et prendra des mesures de la rentrée des mesures « concernant la répartition des responsabilités et la création éventuelle de nouvelles fonctions ».

Plaisance Films fusionne avec Sygma TV. - Plaisance Films, société de production audiovisuelle créée en 1988 par M. Philip Plaisance, vient de fusionner avec Sygma TV, la filiale spécialisée de l'agence photographique Sygma SA. La nouvelle entité, qui gardera le nom de Sygma TV, sera détenue à 65 % par Sygma SA et à 35 % par M. Plaisance qui en prend la présidence. Avec un chiffre d'affaires annuel de 40 millions de francs, la nouvelle société devient ainsi le pôle de développement audiovisuel du groupe Oras Communication fondé par M. Bruno Rohmer et qui a pris le contrôle, fin mars, de Sygma SA (le Monde du 29 mars 1990).

## APPEL A LA SOLIDARITÉ DÉMOCRATIQUE AVEC LES FEMMES ALGÉRIENNES

Avons-nous bien conscience de la situation intolérable des femmes en Algérie, en 1990 ?

Depuis le début du Ramadan, l'Algérie connaît une vague d'intolérance sans précédent contre les femmes sont les premières victimes. Les extrémistes islamiques, constitués en milices, font régner un véritable climat de terreur pour tenter de soumettre les femmes à leur ordre moral :

- à l'université, ils séquestrent les étudiantes, les battent, les fouettent ; ils contrôlent le port du voile, soit pour l'imposer, soit pour l'interdire ;
- ils brûlent les maisons des militantes pour les droits des femmes ou de celles, veuves ou divorcées, qui ont choisi de vivre avec leurs enfants, sans homme et sans protecteur, au fil de leur vie.

Samedi 14 avril 1990, à Alger, les principales associations de femmes déclarent refuser de « servir de bouc émissaire à la crise sociale, économique et culturelle que traverse le pays ». Elles dénoncent « ceux qui, au nom de l'Islam, commettent de tels actes » et exigent que « des peines sanctionnent ces crimes et délits ». Elles s'indignent de la « désinformation et du silence des médias qui minimisent et occultent un malaise qui gangrène la société ». Elles ont demandé au Premier Ministre « une réponse concrète et des garanties quant à leur sécurité ».

Cette montée d'intégrisme en Algérie est encouragée par la recrudescence des violences qui s'exercent contre les femmes dans d'autres pays arabes :

- Irak : depuis un mois, un homme peut, en toute légitimité, assassiner une femme de sa famille accusée d'adultère.
- Égypte : un projet de loi veut interdire aux femmes l'exercice de la magistrature et la profession d'avocat. Déjà en Algérie, sous la pression des intégristes, des femmes juges et médecins ont été récusées.
- Jordanie : une femme journaliste, candidate à la députation, a été l'objet d'une condamnation à mort proférée par des chefs religieux.

En France, en 1989, les intégristes ont tenté une offensive contre les droits des femmes et la laïcité.

Nous appelons le gouvernement algérien, dont on sait qu'il ne partage pas le délire d'intolérance des intégristes, à prendre conscience du péril que ceux-ci font courir à une grande partie de la population.

Nous appelons les femmes et les hommes démocrates à se déclarer solidaires de la revendication des droits des femmes algériennes, à se mobiliser pour les aider à défendre leur sécurité, leurs libertés et leur dignité.

Nous appelons les femmes et les hommes démocrates à la vigilance pour combattre, là-bas comme ici, l'intégrisme sous toutes ses formes.

ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATISATION PRÉSIDENTE : ANTOINETTE FOUQUE

Parmi les premiers signataires : Abdel AÏSSOU, Rabia ABDEL-KRIM, Mouloud AOUNIT (Secr. g. du MRAP), Marie-Christine BARRAULT, Françoise BARRET, DUCROCO, Simone BENMUSA, Hayette BOUTJEMA (SOS racisme), Dr Léon BOUTBIEN (Prés. Union internationale de la Résistance et de la Déportation), Jacqueline BRISSE (Prés. Association Catholique Générale Féminine), Marie-France BRIVE, Mireille CEZ (Prés. Coordination Nat<sup>e</sup> des infirmières), Nelly CHADIRAT (Femmes-Iran), Janine CHASSEGUET-SMIRGEL, Hélène CIXOUS, Christine CLERC, Dany COHEN (Prés. Marseille-Solidarité), Régine DEFOURGES, Harlem DESIR (SOS racisme), Geneviève DUBREUIL (Halle-aidé femmes barmes), Arièle DOMBASSE N'GOUAL, El SAADAOUI, Lucette FINAS, Françoise GAILLARD, Claire GAILLOIS, Janine GALLIA, Benoîte GROULT, Béla GRUNBERGER, France GUBLIN, Lyne LEVI-VALENTIN, Françoise MALETTA, Albert MEMMI, Claire-Marie PATRIS (Prés. du Comité de liaison des femmes médecins), Michèle PERREIN, Jean PIERRE-BLOCH (LICRA), Maria de Lourdes PINTASILGO, Eliane PERASSO, France QUERE, Denise RENÉ, Michel REVAULT d'ALLONNES, Claudia ROTH (Dep. europ.), Elisabeth ROUDINESCO, Stella ROZAN, Sonia RYKIEL, Alya SAADA, Dominique SANDA, Antoine SFEIR (Cahiers de l'Orient), Djida TAZDAIT (Dep. europ.), Dacia VALANTE (Dep. europ.), Maria Loreto VARGAS (Collectif des femmes chiliennes), Françoise XENAKIS.

RASSEMBLEMENT, MERCREDI 25 AVRIL 1990 A 18 H 30 DEVANT L'AMBASSADE D'ALGÉRIE, 50, RUE DE LISBONNE, 75008 PARIS

Envoyez vos signatures à l'Alliance des Femmes, 5, rue de Lille, 75007 PARIS - Tél. 45 48 83 80

## La culture

Le 27 avril prochain, dix enfants âgés de huit à douze ans s'enlèveront pour trois jours à la découverte de New York. Ces dix petits chanceux sont les lauréats du concours organisé par le Journal des enfants (JDE), en partenariat avec Air France, pour tirer son 100 000<sup>e</sup> abonné.

Au 1<sup>er</sup> avril, moins de six ans après son lancement, le 29 septembre 1984, le Journal des enfants, supplément hebdomadaire du quotidien régional l'Alsace, présente un bilan plutôt flatteur : 120 000 abonnés dont 9 000 écoles, et plus de 500 000 lecteurs.

Conçu à destination d'un lectorat âgé de huit à douze ans, le JDE se veut un véritable « news » hebdomadaire. Sur quatre pages au format tabloïd, confondues sous une mini-rédaction (deux journalistes), l'hebdomadaire présente un ample survol de l'actualité française et internationale. Les articles, rédigés dans un langage simple, sont largement illustrés par des cartes et des graphiques.

En lançant le Journal des enfants, l'Alsace entendait former ses lecteurs de demain. Après six années de parution, l'objectif n'est que partiellement atteint. En effet, passé douze ans, nombre de lecteurs choisissent de se tourner vers le Monde. Il reste que le succès du JDE, vendu uniquement par abonnement, ne devrait pas rester longtemps isolé. Il se murmure avec insistance qu'un grand groupe de presse possède dans ses cartons un projet concurrent entièrement ficelé.

Le 27 avril prochain, dix enfants âgés de huit à douze ans s'enlèveront pour trois jours à la découverte de New York. Ces dix petits chanceux sont les lauréats du concours organisé par le Journal des enfants (JDE), en partenariat avec Air France, pour tirer son 100 000<sup>e</sup> abonné.

Au 1<sup>er</sup> avril, moins de six ans après son lancement, le 29 septembre 1984, le Journal des enfants, supplément hebdomadaire du quotidien régional l'Alsace, présente un bilan plutôt flatteur : 120 000 abonnés dont 9 000 écoles, et plus de 500 000 lecteurs.

Conçu à destination d'un lectorat âgé de huit à douze ans, le JDE se veut un véritable « news » hebdomadaire. Sur quatre pages au format tabloïd, confondues sous une mini-rédaction (deux journalistes), l'hebdomadaire présente un ample survol de l'actualité française et internationale. Les articles, rédigés dans un langage simple, sont largement illustrés par des cartes et des graphiques.

En lançant le Journal des enfants, l'Alsace entendait former ses lecteurs de demain. Après six années de parution, l'objectif n'est que partiellement atteint. En effet, passé douze ans, nombre de lecteurs choisissent de se tourner vers le Monde. Il reste que le succès du JDE, vendu uniquement par abonnement, ne devrait pas rester longtemps isolé. Il se murmure avec insistance qu'un grand groupe de presse possède dans ses cartons un projet concurrent entièrement ficelé.

Le 27 avril prochain, dix enfants âgés de huit à douze ans s'enlèveront pour trois jours à la découverte de New York. Ces dix petits chanceux sont les lauréats du concours organisé par le Journal des enfants (JDE), en partenariat avec Air France, pour tirer son 100 000<sup>e</sup> abonné.

Au 1<sup>er</sup> avril, moins de six ans après son lancement, le 29 septembre 1984, le Journal des enfants, supplément hebdomadaire du quotidien régional l'Alsace, présente un bilan plutôt flatteur : 120 000 abonnés dont 9 000 écoles, et plus de 500 000 lecteurs.

Conçu à destination d'un lectorat âgé de huit à douze ans, le JDE se veut un véritable « news » hebdomadaire. Sur quatre pages au format tabloïd, confondues sous une mini-rédaction (deux journalistes), l'hebdomadaire présente un ample survol de l'actualité française et internationale. Les articles, rédigés dans un langage simple, sont largement illustrés par des cartes et des graphiques.

En lançant le Journal des enfants, l'Alsace entendait former ses lecteurs de demain. Après six années de parution, l'objectif n'est que partiellement atteint. En effet, passé douze ans, nombre de lecteurs choisissent de se tourner vers le Monde. Il reste que le succès du JDE, vendu uniquement par abonnement, ne devrait pas rester longtemps isolé. Il se murmure avec insistance qu'un grand groupe de presse possède dans ses cartons un projet concurrent entièrement ficelé.

Le 27 avril prochain, dix enfants âgés de huit à douze ans s'enlèveront pour trois jours à la découverte de New York. Ces dix petits chanceux sont les lauréats du concours organisé par le Journal des enfants (JDE), en partenariat avec Air France, pour tirer son 100 000<sup>e</sup> abonné.

Au 1<sup>er</sup> avril, moins de six ans après son lancement, le 29 septembre 1984, le Journal des enfants, supplément hebdomadaire du quotidien régional l'Alsace, présente un bilan plutôt flatteur : 120 000 abonnés dont 9 000 écoles, et plus de 500 000 lecteurs.

Conçu à destination d'un lectorat âgé de huit à douze ans, le JDE se veut un véritable « news » hebdomadaire. Sur quatre pages au format tabloïd, confondues sous une mini-rédaction (deux journalistes), l'hebdomadaire présente un ample survol de l'actualité française et internationale. Les articles, rédigés dans un langage simple, sont largement illustrés par des cartes et des graphiques.

En lançant le Journal des enfants, l'Alsace entendait former ses lecteurs de demain. Après six années de parution, l'objectif n'est que partiellement atteint. En effet, passé douze ans, nombre de lecteurs choisissent de se tourner vers le Monde. Il reste que le succès du JDE, vendu uniquement par abonnement, ne devrait pas rester longtemps isolé. Il se murmure avec insistance qu'un grand groupe de presse possède dans ses cartons un projet concurrent entièrement ficelé.

Le 27 avril prochain, dix enfants âgés de huit à douze ans s'enlèveront pour trois jours à la découverte de New York. Ces dix petits chanceux sont les lauréats du concours organisé par le Journal des enfants (JDE), en partenariat avec Air France, pour tirer son 100 000<sup>e</sup> abonné.

Au 1<sup>er</sup> avril, moins de six ans après son lancement, le 29 septembre 1984, le Journal des enfants, supplément hebdomadaire du quotidien régional l'Alsace, présente un bilan plutôt flatteur : 120 000 abonnés dont 9 000 écoles, et plus de 500 000 lecteurs.

Conçu à destination d'un lectorat âgé de huit à douze ans, le JDE se veut un véritable « news » hebdomadaire. Sur quatre pages au format tabloïd, confondues sous une mini-rédaction (deux journalistes), l'hebdomadaire présente un ample survol de l'actualité française et internationale. Les articles, rédigés dans un langage simple, sont largement illustrés par des cartes et des graphiques.

En lançant le Journal des enfants, l'Alsace entendait former ses lecteurs de demain. Après six années de parution, l'objectif n'est que partiellement atteint. En effet, passé douze ans, nombre de lecteurs choisissent de se tourner vers le Monde. Il reste que le succès du JDE, vendu uniquement par abonnement, ne devrait pas rester longtemps isolé. Il se murmure avec insistance qu'un grand groupe de presse possède dans ses cartons un projet concurrent entièrement ficelé.

Le 27 avril prochain, dix enfants âgés de huit à douze ans s'enlèveront pour trois jours à la découverte de New York. Ces dix petits chanceux sont les lauréats du concours organisé par le Journal des enfants (JDE), en partenariat avec Air France, pour tirer son 100 000<sup>e</sup> abonné.

Au 1<sup>er</sup> avril, moins de six ans après son lancement, le 29 septembre 1984, le Journal des enfants, supplément hebdomadaire du quotidien régional l'Alsace, présente un bilan plutôt flatteur : 120 000 abonnés dont 9 000 écoles, et plus de 500 000 lecteurs.

Conçu à destination d'un lectorat âgé de huit à douze ans, le JDE se veut un véritable « news » hebdomadaire. Sur quatre pages au format tabloïd, confondues sous une mini-rédaction (deux journalistes), l'hebdomadaire présente un ample survol de l'actualité française et internationale. Les articles, rédigés dans un langage simple, sont largement illustrés par des cartes et des graphiques.

En lançant le Journal des enfants, l'Alsace entendait former ses lecteurs de demain. Après six années de parution, l'objectif n'est que partiellement atteint. En effet, passé douze ans, nombre de lecteurs choisissent de se tourner vers le Monde. Il reste que le succès du JDE, vendu uniquement par abonnement, ne devrait pas rester longtemps isolé. Il se murmure avec insistance qu'un grand groupe de presse possède dans ses cartons un projet concurrent entièrement ficelé.



# SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

12 Nouvelle mise au PMU

— La décentralisation de l'enseignement supérieur

12 Basket-ball : la défaite de Limoges

13 Le concert de Phil Collins

13 Jean-Pierre Mocky fait courir la presse

— Légion d'honneur

## La culture de l'héroïne et de la kalachnikov

Le croissant d'or (Afghanistan, Pakistan, Iran) et le triangle d'or (Thaïlande, Laos, Birmanie) fournissent plus de la moitié de la production mondiale d'héroïne

Des commandants de la résistance afghane producteurs d'opium dans le Croissant d'or, un seigneur de guerre de l'éthnie shan de Birmanie magnat de l'héroïne dans le Triangle d'or : la drogue s'étend en Asie du Sud et du Sud-Est, source de revenus pour les tribus et de financement des conflits pour leurs chefs.

1989 a été une année record dans le triangle Thaïlande-Laos-Birmanie, et la production d'héroïne y est passée, en quelques mois, de 1 200 tonnes à 2 500 tonnes. Le Pakistan connaît un « boom » de la culture du pavot. Les encouragements financiers des Américains à la reconversion des paysans ne font souvent que déplacer les zones de production et les filières d'écoulement de la drogue : les trafiquants utilisent maintenant des Nigériens en Thaïlande pour un commerce qui transite par l'Afrique.

Les États-Unis, qui, dans le cas de l'Afghanistan, ont longtemps fermé les yeux, se heurtent par ailleurs à la corruption de polices locales largement gangrenées, malgré les efforts des autorités de Bangkok ou d'Islamabad, par la mafia de la drogue.

### KARACHI

de notre envoyé spécial

Ils sont allongés sur des lits de fer recouverts de draps d'un blanc douteux. Trois hommes sans âge, au teint bistre et le corps en fuseau, comme aspirés de l'intérieur. Deux d'entre eux ont le poignet relié à un flacon par une intraveineuse. Ils racontent à demi-mot leur expérience, celle d'un million d'héroïnomanes, au Pakistan. Ce sont des « toxicos » qui fumaient, avant d'entrer en cure de désintoxication (1), des cigarettes à 25 roupies où le « brown sugar » de mauvaise qualité est noyé dans du tabac. Des surtitaires, qui font juste un « break », parce que, de l'avis même du médecin, « le pourcentage de réussite est très faible, de l'ordre de 10 % ».

Dix jours de crises, de tremblements calmes parcimonieusement avec de la morphine, dans ce centre privé de traitement de drogués, cent lits, trois patients, — situés à Orangi, gigantesque bidonville de Karachi, qui regroupe plus d'un million d'habitants. Un traitement de « prince » à 1 700 roupies le séjour, payé par la famille, mais on s'attire des réponses bien évasives si on demande en quoi consiste la cure... Selon un rapport du Pakistan Narcotics Control Board (PNCB), un jeune sur six croisé dans Karachi est un toxicomane. A l'échelle de ce pays de cent dix millions d'habitants, ils sont environ trois millions à consommer régulièrement drogue « douce » ou drogue « dure ». Depuis dix ans, leur nombre augmente sans cesse (il n'y avait qu'environ cinq mille héroïnomanes en 1981), et le Pakistan est devenu l'un des tout premiers pays exportateurs : il pro-

care plus de 60 % de l'héroïne consommée en Europe et aux États-Unis.

Ce « boom » de la culture du pavot correspond au début de la guerre d'Afghanistan. La société pakistanaise, selon le mot du premier ministre, M<sup>e</sup> Benazir Bhutto, est aujourd'hui dominée par la « culture de l'héroïne et de la kalachnikov ». Avec la drogue viennent les fusils. Afghanistan, Pakistan et Iran forment le Croissant d'or, mais on se connaît les chiffres de production que pour les deux premiers pays. En 1989, l'Afghanistan a produit environ 800 tonnes d'opium, contre 130 tonnes au Pakistan. Reste l'Iran : lors d'une récente conférence internationale, les experts iraniens ont affirmé que la production de pavot avait cessé dans leur pays. Dans le même temps, on annonçait à Téhéran que sept cent quatre-vingt-trois personnes (trafiquants ou simples consommateurs, on ne sait) ont été pendues au cours des six premiers mois de 1989. Les satellites américains, d'autre part, détectent toujours des champs de pavot en Afghanistan et en Iran.

### Une culture millénaire

La production du Croissant d'or est bien sûr inférieure à celle du Triangle d'or (Birmanie, Laos et Thaïlande) : en 1989, la Birmanie aurait produit près de 2 000 tonnes d'opium, le Laos environ 400 tonnes et la Thaïlande, 50 tonnes (voir encadré). La comparaison entre les deux zones, « triangle » et « croissant », est



cependant intéressante parce que les mêmes phénomènes s'y produisent : la lutte menée par les Américains pour détruire les champs de pavots, qui s'est soldée par treize morts. Au début de l'année dernière, deux hélicoptères de l'armée, qui accompagnaient un avion blindé américain chargé de la même besogne, avaient été accueillis par des tirs nourris. Depuis, l'avion est resté au sol. La lutte est presque inégale : les chefs tribaux disposent de canons anti-aériens plantés sur les collines. Et puis, la fermeté des Américains vient un peu tard. Chacun sait que les États-Unis ont laissé se développer une culture dont le produit allait avoir pour effet d'empoisonner des centaines de jeunes américains.

La route qui conduit de Torkham (frontière pakistanaise) à Jalalabad est à cet égard instructive : de part et d'autre du ruban d'asphalte troué par endroits des cratères produits par les missiles soviétiques. Scud, des champs de pavots s'étendent sur des kilomètres de profondeur. La récolte s'effectue sous contrôle des groupes de moudjahidins de la région. La province de Nangarhar (dont Jalalabad est la capitale) n'a pas l'exclusivité de la « filière afghane ». Dans d'autres régions (Badakhshan, Kunar, Helmand, etc.), le pavot est une source de revenus pour les commandants locaux : de l'opium contre des armes, au nom bien sûr de la jihad (guerre sainte). Parfois une véritable guerre de l'opium a fait rage entre commandants de la résistance.

Dans la province de Helmand, Manul Nassim Akhundzadeh, du parti Harakat, a la réputation d'être le plus gros producteur de pavot. Le Croissant d'or, il ne demande qu'une chose aux Américains : 2 millions de dollars, pour arrêter une culture somme toute bien banale. La production du pavot dans ces régions est en effet plusieurs fois millénaire. Marco Polo, en se rendant en Chine, parlait déjà des champs de fleurs recourbés au cours de son périple et, à la cour des empereurs moghols Babur et Akbar, on utilisait largement l'opium, comme tranquillisant. Au Pakistan, dans les provinces du nord-ouest (NWFP) et du Balouchistan, fumer a toujours été un art de vivre.

L'opium, c'est autre chose : une question de survie économique ! Malik Nadir Han, chef de la tribu des Zakakhel, dans la Khyber Agency, le dit nettement : « L'élimination de la culture du pavot dans les zones tribales est un exercice stérile de la part du gouvernement et serait de nature à priver les cultivateurs de leurs sources de revenus ». A Datta, village fameux où l'on peut acheter l'héroïne et la kalachnikov (après en avoir essayé une demi-douzaine dans la rue), voire un missile américain Stinger, l'opium se vend au kilo. La NWFP, dit-on au Pakistan, a deux sources de revenus : « Guns and drugs ». Ses chefs politiques défendent leur outil économique : ce n'est pas un hasard si Abdul Wali Khan, chef du Parti national awami (ANP), est aussi le président de l'association des producteurs de pavot.

La drogue — opium et cannabis — transite discrètement derrière les hauts murs des forteresses en pisé que l'on rencontre dans la région de Landikotal et de la passe de Khyber. Quant à le fumer, les chefs

tribaux savent aussi protéger leur « business ». En 1986, la police avait lancé une opération d'épandage pour détruire les champs de pavots, qui s'est soldée par treize morts. Au début de l'année dernière, deux hélicoptères de l'armée, qui accompagnaient un avion blindé américain chargé de la même besogne, avaient été accueillis par des tirs nourris. Depuis, l'avion est resté au sol. La lutte est presque inégale : les chefs tribaux disposent de canons anti-aériens plantés sur les collines. Et puis, la fermeté des Américains vient un peu tard. Chacun sait que les États-Unis ont laissé se développer une culture dont le produit allait avoir pour effet d'empoisonner des centaines de jeunes américains.

Pendant dix ans, parce que le Pakistan était un pion essentiel pour résister à l'expansionnisme soviétique en Afghanistan, et parce que l'armée pakistanaise — au plus haut niveau — était directement impliquée, rien n'a été entrepris pour convaincre ou contraindre les résistants afghans, des tonnes de canons et d'opium ont été transportées vers Karachi, Islamabad ou Lahore.

### Les caïds de Karachi

Le général Zia a laissé faire parce qu'il « tenait » ainsi bien des gens, et notamment des politiciens de la NWFP et du Balouchistan qui, avec les caïds de Karachi, étaient devenus des « barons » du trafic de la drogue. Le gouvernement de M<sup>e</sup> Benazir Bhutto a obtenu quelques résultats : laboratoires démantelés (il en restait au moins cent cinquante dans les zones tribales), saisies importantes, arrestations de quelques « gros bonnets ». Qu'il faut souvent relâcher, faute de preuves. « Si les populations tribales sont mêlées au trafic de la drogue, souligne Malik Nadir Han, que dire alors des agences officielles chargées de lutter contre la contrebande ? Je ne pense pas qu'un seul chargement puisse être évacué sans leur aide. » Tous les hommes politiques et les responsables du gouvernement le disent : la police pakistanaise est gangrenée par la corruption.

Les filières d'évasion sont multiples. La côte de Makran, qui s'étend de Karachi vers la frontière iranienne, allonge une succession de pêcheurs embarquant des « colis » et ceux-ci sont transbordés sur des cargos qui attendent en haute mer. Les destinations sont diverses : le golfe Persique (Dubai et Oman, notamment) et les côtes africaines (Somalie, Kenya, Nigeria). Tout se fait sans grande

inquiétude : « Je suis persuadé que 90 % des zones de contrebande de la côte de Makran sont sous contrôle des garde-côtes pakistanaise », résume un expert des affaires de drogue de la région. Le cannabis, lui, est stocké dans les faux plafonds des conteneurs embarqués dans le port de Karachi. L'avion est employé pour de petites quantités d'héroïne. La compagnie nationale pakistanaise PIA a une image de marque peu enviable, ses navigateurs étant souvent mêlés à des affaires de contrebande.

La technique des passeurs est parfois dangereuse : elle consiste à avaler un préservatif qui contient des boulettes d'héroïne. Parfois les sucs digestifs attaquent le caoutchouc... 700 grammes d'héroïne brusquement libérés dans le corps, cela ne pardonne pas. Mais le Pakistan ayant une mauvaise réputation soigneusement établie, les « routes » changent peu à peu. Via le Cachemire, le Rajasthan et le Sind, les passeurs descendent sur Bombay, d'où les cargos partent vers l'Europe. L'Inde n'échappe pas, depuis quelques années, à la contagion. Officiellement, elle ne cultive le pavot qu'à des fins pharmacologiques. Les Nations unies s'inquiètent cependant de l'ampleur de son stock d'opium, qui atteindrait 2 000 tonnes ! D'autant que si les autorités indiennes reconnaissent qu'environ 10 % de la récolte arrive sur le marché noir, les experts parlent de plus de 40 %.

### Destruction des zones de production

La consommation locale croît en outre rapidement. Au plein centre de Bombay ou de Calcutta, une bonne partie des mendiants qui accostent les touristes sont des héroïnomanes en « manque » et, sur cinq millions de toxicomanes divers, les habitués du brown sugar de mauvaise qualité seraient un million... Au Pakistan, M<sup>e</sup> Bhutto s'est courageusement lancée dans une politique de destruction des zones de production. Les États-Unis et le FNUAD (Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus de la drogue), l'aident, notamment par des concours financiers. Dans les zones tribales, l'éradication du pavot, les programmes de développement rural, les cultures de substitution, sont les grands axes d'intervention. Mais le problème est avant tout politique. Les narco-dollars et la narco-politique n'existent pas uniquement au Pérou et en Colombie.

Le 27 octobre 1989, le ministre pakistanaise chargé de la lutte contre la drogue, M. Mian Muzaffar Shah, a précisé que M<sup>e</sup> Bhutto, parce qu'elle ne voulait pas être impliquée dans cette « politique sale », venait de refuser l'offre faite par un « baron » de la drogue : il s'agissait de lui assurer le soutien de dix députés de l'opposition au moment du vote de confiance à l'Assemblée nationale. Moyennant, évidemment, une certaine « compréhension » du gouvernement. Bien des « hommes d'affaires », connus pour figurer dans le club restreint des « gros bonnets » — Anwar Khatrak et Gul Khan Khatrak, le major Farooq Hamid, Haji Iqbal Beg, Hamid Hassanin enfin, le banquier et « fils adoptif » de Zia impliqué dans la Norwegian Connection — ont été arrêtés, et la plupart d'entre eux relâchés, faute de preuves suffisantes.

Et puis, M<sup>e</sup> Bhutto peut-elle tout se permettre ? Sûrement pas, si l'on songe que l'étrouffement de sa majorité parlementaire lui impose d'entretenir de bons rapports avec les députés des zones tribales, et aussi avec bien d'autres intérêts où se mêlent les armes et la drogue, et qui ne sont pas l'apanage des seuls partis d'opposition. Il y a une thèse que l'on entend dans bien des milieux au Pakistan : si la fille d'Ali Bhutto « tombe » un jour, ce sera à la suite d'une conspiration de la mafia de la drogue. Parce qu'elle aura voulu s'attaquer à la corruption par l'héroïne, cette gangrène qui ravage son pays.

LAURENT ZECCHINI

(1) 1 franc français vaut environ 3,60 roupies pakistanaises.

## Les fourmis Nigériennes et le seigneur Shan

BANGKOK

correspondance

Pas de chance pour M. Gondluck Friday Onu et pour son compagnon de voyage, M. Odor Hillary Eketh. Au moment de s'embarquer dans l'avion qui devait les mener au Care et à Lagos, ils ont été arrêtés par des agents de la douane thaïlandaise. Ils transportaient près de 3 kilos d'héroïne, répartie en cent trois sachets dissimulés dans des tranches de courants. Une arrestation presque touterrière : près de deux cents « touristes » nigériens ont été ainsi interpellés depuis le début de l'année à l'aéroport de Bangkok.

La Thaïlande est devenue depuis quelques mois un lieu de vacances favori des ressortissants nigériens. Il en arrive près de quatre cents par mois. Mais bien peu sont de vrais touristes. Beaucoup, comme le pauvre Gondluck Friday Onu, ont été engagés par des intermédiaires locaux agissant pour le compte des grands syndicats de la drogue. En effet 1989 fut une année record dans le Triangle d'or, cette région qui touche à la Thaïlande, au Laos et à la Birmanie. La production d'héroïne est passée en quelques mois de 1 200 à 2 500 tonnes (pour une production mondiale d'héroïne de plus de 4 000 tonnes).

### Le seigneur de la drogue

En tête des pays producteurs, la Birmanie, où depuis 1988 et la lutte déclenchée contre les parsons de la démocratie, le régime militaire a pratiquement abandonné sa lutte contre la drogue. Pour des raisons politiques, les États-Unis, qui, pendant quarante ans, en coopération avec les autorités birmanes, avaient financé un programme spécial d'élimination de la culture du pavot, ont suspendu leur assistance au régime. Le résultat ne s'est pas fait attendre. En un an, le pays a doublé sa production et fournit à présent à l'Occident la moitié de son héroïne.

Les syndicats spécialisés, dont beaucoup ont leur siège à Hong-kong ou à Macao, passent de plus en plus par l'Afrique pour écouler la marchandise. Ils estiment que les Nigériens, de par leur appartenance au Commonwealth, franchissent les



frontières plus facilement. Un calcul un peu naïf, et qui vient de provoquer une réaction des autorités thaïlandaises. Désormais le visa est obligatoire pour les ressortissants nigériens.

Les autorités américaines s'inquiètent sérieusement de cette résurgence de l'héroïne, qui, selon les experts, est bien plus complexe à combattre que la cocaïne. L'ambassadeur des États-Unis en Thaïlande, M. Daniel O'Donohue, déclarait fin 1989 à Bangkok : « Nous sommes en train de perdre, pas de gagner, la guerre contre l'héroïne en Asie du Sud-Est. » Il y a dix ans, la drogue en provenance du Triangle d'or représentait 15 % de l'héroïne vendue aux États-Unis. Aujourd'hui, elle compte pour plus de 40 %.

En Thaïlande — seul pays où la production n'a pas augmenté —, les autorités ont accueilli favorablement la décision d'un tribunal américain de Brooklyn qui a récemment inculpé le fameux Khun Sa pour trafic de drogue. Khun Sa, cinquante-six ans, c'est la légende de la drogue, le chef tout-puissant de la plus vaste armée privée du monde : près

de huit mille hommes parfaitement équipés et entraînés.

Officiellement, Khun Sa se veut un « combattant de la liberté », en lutte pour l'autonomie des shans de Birmanie. En fait, il est l'un des plus gros trafiquants du monde. On le trouve mêlé à la plus importante prise d'héroïne de l'histoire : 1 098 kilos saisis le 14 février 1988 par les douaniers thaïlandais, dissimulés dans des feuilles de caoutchouc en perçance pour New-York. Khun Sa, dont le surnom a déjà été mis à prix par la Thaïlande, vit désormais le plus part du temps en Birmanie. Son Armée shan une est en lutte avec l'Armée nationale wa, une autre minorité ethnique de Birmanie, qui tente de lui ravir le contrôle de certaines zones du Triangle d'or. Une guerre meurtrière qui a déjà depuis février fait plusieurs centaines de morts.

Khun Sa a proposé récemment aux États-Unis de reconvenir ses hommes dans la culture du café ou de la fraise. Contre paiement de 299 millions de dollars.

JACQUES BEKAERT

هكذا من الأصل



## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

## La décentralisation de l'enseignement supérieur

## L'UDF propose un partenariat entre l'Etat et les régions « sur un plan de quasi-égalité »

Avant le débat qui doit avoir lieu à l'Assemblée nationale jeudi 19 avril sur le projet concernant la formation des personnels enseignants, le groupe UDF présidé par M. Charles Millon a décidé de déposer une proposition de loi relative à la décentralisation de l'enseignement supérieur public et à l'autonomie des universités.

Dans l'exposé des motifs, les députés UDF estiment que face à « l'échec monumental qui met les universités au bord de l'explosion et plonge bon nombre d'étudiants dans une indignation désespérée, le gouvernement n'oppose qu'un diagnostic excessivement simplificateur. Une vision étiologique conduit à ne raisonner qu'en termes de surface d'accueil, de postes à créer et de moyens financiers correspondants ».

Aussi M. Millon et ses amis proposent-ils de faire « respirer » l'appareil universitaire en modifiant notamment sur plusieurs points la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur. Cette proposition de loi UDF s'articule autour de deux orientations principales. La première consiste à instaurer « un partenariat authentique et largement ouvert, associant à l'Etat et à la région, désormais placés sur un

plan de quasi-égalité, une pluralité d'acteurs publics et privés désormais reconnus et légitimés : la seconde est de tirer les conséquences de ce partenariat en permettant à certains établissements d'apporter des aménagements ».

Les assouplissements prévus par le texte concernent les principes de l'orientation des étudiants comme ceux relatifs à la composition, au mode de désignation et de fonctionnement des instances de direction des universités et de leurs composantes. Le partenariat décentralisé et pluraliste repose quant à lui sur un petit nombre de changements, dont un mesure cependant le « saut culturel » qu'ils représentent pour les services parisiens de l'Education nationale.

Ce texte propose notamment une élaboration d'un schéma prévisionnel de développement de l'enseignement supérieur transmis pour avis au conseil régional et qui devrait être pris en considération par la carte des enseignements supérieurs. Il propose également d'associer la région aux décisions qui la concernent en matière de création et d'implantation d'établissements sous la forme d'une convention passée avec l'Etat.

## L'affaire Valente

« Les ravisseurs ont changé, maintenant, c'est le gouvernement » déclare M. André Métral

M. André Métral, beau-frère de Jacqueline Valente, a assimilé, mardi 17 avril, les autorités françaises à de « nouveaux ravisseurs » des anciens otages, maintenant au secret depuis plusieurs jours. « Les ravisseurs ont changé : maintenant, c'est le gouvernement. On a le sentiment qu'elle est à nouveau otage, et l'on ne comprend pas pourquoi », a-t-il déclaré à l'agence Reuters. M. Métral a affirmé n'avoir eu aucun contact avec sa belle-sœur depuis le jeudi 12 avril.

Jacqueline Valente, son compagnon belge Fernand Houckin et leur fille Sophie-Liberty avaient été libérés deux jours plus tôt. Puis, les autorités françaises s'étaient précitées à une mise en scène à l'aéroport de Roissy pour faire croire à leur départ vers la Belgique. En fait, les anciens otages se trouvaient durant le week-end de Pâques dans la Nièvre, près de Luy, où le colonel Philippe Rondot, collaborateur de la Direction de la surveillance du territoire (DST) et maître d'œuvre de la libération des otages, possède une résidence secondaire.

M. Michel Jobert avocat de la famille de Cécile Rousset, a déclaré que M. Jobert, ancien ministre, qui s'est inscrit récemment au barreau de Paris (le Monde du 31 mars), a accepté d'être l'avocat de la famille de la petite Cécile Rousset, onze ans, enlevée le 7 mars dernier, violée et assassinée par un jeune Marocain, Mahmoud Belfikhi, arrêté et écroué à Rabat. Il s'agit du premier dossier que traitera M. Michel Jobert. « La famille maternelle de la petite victime a souhaité que je sois leur porte-parole devant la justice marocaine et la justice française pour éviter que cette affaire soit exploitée par la concurrence et que leur douleur soit piétinée », a-t-il déclaré. Les parents de Cécile Rousset avaient dénoncé l'exploitation du drame « à des fins racistes et xénophobes » (le Monde daté 25-26 mars).

Treize inculpés après le démantèlement d'un réseau de trafic de pièces détachées. Treize personnes, dont huit salariés de l'entreprise Française de mécanique à Douvrin (Pas-de-Calais), ont été inculpées et écrouées par M. Philippe Vandingenen, magistrat instructeur à Béthune, après le démantèlement d'un vaste trafic de pièces détachées pour moteurs automobiles. Les vols, qui ont notamment porté sur des pompes à injection, auraient causé un préjudice de plusieurs millions de francs.

## HIPPIQUE

## Pour financer l'informatique et la publicité des courses

## La mise minimum du tiercé passerait de 5 à 6 francs

Malgré des recettes largement supérieures à l'inflation depuis plusieurs années (+ 10% en 1988, + 4,5 % en 1989 - l'institution des courses continue d'être en déficit endémique. Pour tenter de sortir de cette crise financière, elle a décidé d'investir des sommes élevées dans deux domaines qu'elle considère comme indispensables à l'expansion d'une activité moderne : l'informatique et la publicité. Pour assumer des dépenses de l'ordre de 80 millions de francs au total, la mise minimum du tiercé pourrait passer de 5 à 6 F prochainement.

Les banques de données des sociétés de courses de plat et d'obstacles ont été créées en 1979 sur matériel IBM. Elles traitent tout ce qui concerne les services communs techniques et administratifs, à l'exclusion du jeu : origines et performances des chevaux, comptes des propriétaires et des professionnels, caisse de retraite des salariés, sécurité sociale des jockeys, programmes des courses.

Dirigé par un technicien-maison, M. Jean-Louis Maldant, ingénieur Télécom du grade artisanal, le système se développait rapidement, assurant des prestations et des performances très honorables. Puis, très sollicité, il arrivait à saturation et devenait obsolète, ce qui est normal dans ce domaine. D'autant qu'il avait à traiter, par exemple, plus de deux millions et demi de mouvements comptables par an et la gestion des milliers. Sur ces entrefaites, en 1988, entrèrent, recommandés par MM. Alain Le Cerf et Jean Verrier, président de Diderot Bottin, un

ingénieur consultant, ancien de cette société, spécialiste en informatique, M. Amaury Lacotte.

Entre le nouveau dans le milieu, bardé de certitudes techniques, et l'ancien, formé sur le tas, le courant ne passait pas ; chacun avait sa solution pour rénover la banque de données. L'été dernier, les dirigeants étaient saisis du différend. Ils décidèrent de demander un audit à la société de conseil Arthur Andersen. Son verdict vint de tomber : coût de l'opération de rénovation : 32 millions de francs, auxquels s'ajouteraient environ 8 millions de frais déjà engagés.

Ces conclusions étaient connues début avril, au moment même où était créée « L'Union parisienne du galop », une nouvelle société de type holding, appelée en principe à traiter ce type de dossiers et à réformer l'économie de la spécialité. Elle a vu le jour après mille tergiversations et sous la forte pression du ministère de l'Agriculture. Mais sans que, pour autant, lui soient réellement confiés les moyens d'exercer ses pouvoirs.

## Une campagne populaire

Par contre, tout le monde se retrouve d'accord pour donner quitus aux instigateurs de la campagne de publicité du PMU, récemment confiée à l'agence Synergie. D'un budget de 40 millions, soit la moitié de l'enveloppe disponible pour l'année, elle a pour slogan : « Aujourd'hui, au PMU, on joue comme on aime ». Elle vise à la fois une clientèle de nouveaux joueurs et les connaisseurs, les habitués. Elle s'exprime sous forme de plus de cent trente spots télévisés sur les six chaînes généralistes en avril et mai : des affiches, deux mille six cents

panneaux dans toute la France ; avec l'utilisation de la symbolique des joueurs exprimant leur joie de gagner en sautant en l'air. Les médias, radios, presse féminine, presse quotidienne et régionale, points de vente PMU, sont également insérés dans la campagne.

La dépense devrait être largement rentable et une relance est prévue pour le second semestre, en fonction des résultats.

## Boulinisme de recettes

Plus que jamais, le PMU est donc au cœur du débat. Mais M. André Cornier, directeur général, veut aller plus loin. Sans attendre la nomination du président du GIE du PMU, appelé à remplacer M. Roger Blot (ce sera très probablement M. Jean Farje, car le ministre des Finances l'exige et ne donnera des « sous » aux courses qu'à cette condition), il demande l'autorisation d'augmenter la mise minima du tiercé de 5 à 6 F, expliquant qu'elle n'a pas évolué depuis 1973. A ce moment-là imposé par le gouvernement Barre, le passage de 3 F à 5 F avait provoqué une réaction de rejet des parieurs et une baisse considérable des enjeux pendant six mois.

Le responsable actuel du marketing du PMU, M. Sylvain Lejandre, sondeage à l'appui, estime que cette fois-ci la mesure n'aura pas d'effets pervers. Qu'elle est même « souhaitable » par les parieurs qui veulent gagner davantage... sans se rendre compte qu'ils perdront davantage aussi.

Les ministères de tutelle n'ont pas encore été saisis officiellement. Mais à l'agriculture, M. Jacques Berthelme, directeur adjoint au cabinet de M. Henri Nallet, chargé des courses,

reconnait : « Très tôt, ce tarif devra bouger, mais cela pose à la fois un problème de fond et d'opportunité. Il faut l'étudier sans précipitation ni désordre ». Il demande surtout à ses interlocuteurs une démarche cohérente et unitaire, ce qui n'est pas souvent le cas. Le budget serait naturellement plus facile à convaincre car intéressé à hauteur de 20 % environ au prélèvement direct sur les jeux. Or, d'après les prévisions, dans ce cas de figure la masse augmenterait de 6 % environ. En outre, le Loto n'a jamais augmenté son prix de base de ticket d'un minimum de un franc. Il pourrait profiter de l'ouverture pour s'engouffrer. Il en a besoin, comme le PMU, pour amortir ses frais de gestion très élevés eux aussi et autofinancer ses dépenses.

Mais la boulinisme de recettes du secteur hippique voudrait s'affirmer encore davantage par la création de cent cinquante épreuves et de cinquante réunions supplémentaires avec PMU en province. Comme s'il voulait engranger de l'argent au maximum : occuper tous les créneaux, libérer dans la crainte de l'arrivée des bookmakers britanniques sur le marché des paris en 1991. C'est presque la panique.

Les courses françaises, parmi les plus riches du monde avec les USA et le Japon, ont vraiment un gros appétit. Pourtant, faute de pouvoir résoudre elles-mêmes leurs propres difficultés, elles dépendent de plus en plus de l'Etat, tout en refusant de modifier leur statut d'association à but non lucratif. Pour un tel chiffre d'affaires - plus de trente trois milliards cette année - est-ce bien raisonnable ?

GUY DE LA BRUSSE

## SPORTS

## BASKET-BALL : Coupe d'Europe des clubs champions

## Limoges sans défense

Le Cercle Saint-Pierre de Limoges a été largement battu par les Yougoslaves de Split en demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, mardi 17 avril à Saragosse (Espagne), sur le score de 101 à 83. Split rencontrera, jeudi 19 avril, en finale, les Espagnols de Barcelone, vainqueurs des Grecs de Salonique (104 à 83).

## SARAGOSSE

correspondance

Entre ses mains, la balle de basket prend des allures de jouet et il

devient jongleur. Toni Kukoc, la dernière merveille à qui le basket-ball yougoslave a donné le jour, a des airs de magicien. Ses bras et ses jambes interminables ne l'empêchent pas de faire preuve d'une redoutable agilité, de jouer avec ses adversaires, de se faufiler entre eux ou de transmettre le ballon par un espace que lui seul a vu s'ouvrir au sein d'une défense.

L'équipe du Cercle Saint-Pierre de Limoges, qui pour la première fois participait au Final Four, réunissant chaque année les quatre formations ayant franchi avec succès les phases qualificatives de la Coupe d'Europe des clubs champions, en a fait les frais dès son

entrée dans la compétition. Jamais les Limougeauds n'ont pu se hisser à un niveau qui leur aurait permis de jouer avec les équipes de Toni Kukoc, plus jeunes, plus doués, plus grands.

Le Jugoplastika Split, du nom de la plus grande firme yougoslave de fabrication de matière plastique dont dépend le club, est le tenant du titre européen. L'an dernier, les Yougoslaves avaient surpris tout le monde, et Toni Kukoc, déjà champion du monde junior avec l'équipe nationale, avait connu à vingt et un ans sa première consécration chez les seniors. Il aura l'occasion de rééditer l'exploit, jeudi 19 avril, face à Barcelone dans le Palais des sports de Saragosse, alors que Limoges en découvrira avec l'Aris Salonique pour la troisième place.

Les Limougeauds découvraient certes le Final Four, mais cela ne suffit pas à expliquer leur très médiocre exhibition. Difficile de mettre en avant le manque d'expérience des jeunes internationaux : cette équipe a remporté la Coupe des Coupes en 1988 et rassemble des internationaux comme Stéphane Ostrowski, Valéry Derynne et Richard Dacoury, associé à deux des meilleurs Américains évoluant en France, Michael Brooks et Don Collins. « On s'est présentés en victimes, on s'est battu, avec la peur au ventre, analyse Richard Dacoury qui, malgré une double blessure au coude et au pied, est rentré par deux fois prêter main forte à ses coéquipiers. Nous nous sommes progressivement reconquis sur nous-même, au lieu de nous décontracter. C'est une question de mental. »

## Exigences financières

La blessure de Richard Dacoury, un élément essentiel du collectif, a sans doute contribué à perturber la préparation du groupe, obligé de s'entraîner en effectif réduit. La question de l'indisponibilité de l'ailier limougeaud s'est posée jusqu'au dernier moment, et il n'a pas pu apporter grand-chose à ses équipiers.

Mais, était-il besoin d'ajouter à cet inpondérable une polémique entre l'entraîneur limougeaud, Michel Gomez, et les dirigeants du club ? Fallait-il laisser éclater le jour même d'une demi-finale européenne les états d'âme d'un président dénonçant les exigences financières de l'entraîneur, et de ce dernier annonçant qu'il allait quitter de façon quasi certaine Limoges en fin de saison ?

Le moment et le lieu pour pour-

suivre des négociations tendues n'étaient assurément pas les mieux choisis. Et l'amertume de Michel Gomez, hochant la tête, désabusé, à la lecture des chiffres de la rencontre démontrant une infériorité de ses joueurs dans tous les domaines, était à double tranchant. « Nous avons réalisé un très, très mauvais match, reconnaît-il. Certains joueurs ont totalement oublié le B.A.-Ba du jeu défensif. Encore une fois, le mental n'a pas suivi à l'approche d'un grand événement. Certains joueurs se sont inhibés, ont eu peur de la compétition. Une minute avant de pénétrer sur le terrain, j'ai senti qu'ils étaient nerveux. » Les Limougeauds ont un an, avant la prochaine phase finale de la Coupe d'Europe, qui sera organisée à Paris, pour pallier cette faiblesse. Mais ce sera sans doute un nouvel entraîneur qui en recevra la mission.

GILLES-VAN KOTE

## Les résultats

## FOOTBALL

## Coupe de l'UEFA

L'équipe de la Fiorentina (Italie), s'est qualifiée, mardi 17 avril, en match retour, pour la finale de la coupe de l'UEFA grâce à un match nul (0-0) avec le Werder de Brême (RFA).

## TENNIS

## Open de Nice

Trois jours classés tiers de série : l'Argentin Alberto Mancini, l'Autrichien Horst Skoff et le Français Yannick Noah, ont été éliminés, mardi 17 avril, dès le premier tour de l'Open de Nice, comptant pour l'ATP tour et doté de 280 000 dollars. Le retour sur le terre battue a été sévère pour le joueur français, éliminé par un géant suisse de 26 ans, Marc Rousset (6-7, 6-3, 6-3).

## VOILE

## Course de la mer de Chine

Le voilier français « Corum », un 13,5 mètres dessiné par Philippe Briand et porté par Luc Gélusseau, a remporté, mardi 17 avril, la quinzième édition de la Course de la mer de Chine, disputée entre Hongkong et Manille (850 miles). C'est la première fois qu'un bateau français gagne cette épreuve reine des courses asiatiques.

## ENVIRONNEMENT

## Les Américains ouvrent la cage aux oiseaux

## WASHINGTON

correspondance

Les beaux jours sont revenus et, avec eux, le gazouillis des oiseaux, mais qu'on entend sur un fond sonore de tiror-caisse. En effet, après le jardinage, l'observation des oiseaux est, aux Etats-Unis, la plus populaire activité des loisirs. D'après la société Audubon, on compte aujourd'hui plus de vingt et un millions d'Américains prêts à dépenser beaucoup d'argent pour leur distraction favorite. Les plus pauvres se contentent d'acheter des graines, du moulin pour les petits oiseaux.

Selon les statistiques officielles, près de soixante-trois millions d'Américains, un tiers de la population, dépensent plus de 500 millions de dollars par an (3 milliards de francs environ) en graines, laissées dans des récipients de diverses formes protégeant les oiseaux des écureuils ou dans des abris où les oiseaux peuvent se loger, se baigner... En tout cas, les amis des oiseaux ne ménagent pas quand il s'agit du bien-être de leurs petits protégés.

L'arrivée du printemps crée une sorte de fièvre chez les

observateurs d'oiseaux, et, par centaines, ils sortent dans les champs et les forêts, et même se déplacent loin pour assister au départ de la migration de certaines espèces connues, comme celle de la fauvette. Ceux-là n'hésitent pas à s'offrir l'équipement le plus perfectionné : en plus des indispensables jumelles, dont les prix varient entre soixante-dix et cinq cents dollars, les plus riches achètent des machines électroniques, certaines portatives, grâce auxquelles ils peuvent non seulement entendre les oiseaux, mais aussi les voir sur de petits écrans... Toute une industrie s'est développée, avec des vidéocassettes à des prix atteignant jusqu'à 125 dollars.

## Jusqu'aux pingouins et aux albatros

La clientèle s'est élargie : il n'y a pas seulement que les bourgeois ou des aristocrates exotiques parmi les amis des oiseaux, mais des universitaires, des médecins, des avocats, des commerçants. Aussi, les magazines spécialisés ont plus que triplé leurs ventes, et des ouvrages indispensables, comme les guides ou les répertoires, com-

munément appelés les « bibles de l'observateur », se vendent par centaines de milliers, rapportant quelque 18 millions de dollars à leurs éditeurs.

Des gens encore plus aisés peuvent s'inscrire dans des cours d'ornithologie par correspondance, mais, surtout, partir à l'aventure dans des voyages organisés. Chaque année, des milliers d'Américains dépensent quatre milliards de dollars environ dans ces voyages aux Etats-Unis mais aussi à l'étranger. L'Amérique du Nord ne compte en effet qu'un dixième des espèces, et c'est pourquoi des observateurs s'en vont très loin, en Afrique, en Asie ou même dans l'Arctique ou l'Antarctique par exemple, pour observer des espèces plus rares, comme des pingouins ou des albatros... Ces expéditions coûtent cher, et, finalement, cette distraction favorite représente une grosse affaire commerciale.

L'observation des oiseaux est devenue un big business, mais, jusqu'à nouvel ordre, les chants du rossignol, du pinson, le spectacle des geais bleus ou du cardinal rouge dans les jardins américains sont gratuits...

HENRI PIERRE

POUR RETRO  
VOTRE FOR  
PHYS  
INTELLE  
COM

Cortexyl est un antispasmodique psychostimulant : il est donc indiqué dans les asthénies fonctionnelles avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications : grossesse, allaitement. Ce médicament contient du sodium : à éviter en cas de régime limité en sel. Demandez conseil à votre pharmacien.

SOEKKAMI-LEFRANCO

صكا ن الامل



CULTURE

AGENDA

CINÉMA

La société Métropolis et le phallus infernal

L'affiche du film de Jean-Pierre Mocky fait sourire la justice

La société Métropolis, régie publicitaire de la KATP, devra faire poser sur deux-cent-soixante emplacements du métro les affiches annonçant la sortie du dernier film de Jean-Pierre Mocky. Il s'agit de *Il gèle en enfer* - et ce, dès le mercredi 18 avril, sous peine de devoir payer 100 000 F par jour de retard.

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, en prenant cette décision, mardi, a calmé les inquiétudes de la société Métropolis qui refusait de procéder à la pose des affiches en s'abritant derrière les conseils du Bureau de vérification de la publicité (le *Monde* daté 15-16 avril). Selon ce groupement professionnel, l'affiche était susceptible de tomber sous le coup de l'article R.38 du Code pénal qui réprime l'exposition d'images contraires à la décence.

Dans son ordonnance, le magistrat, M<sup>me</sup> Marie-Claude Domb, constate tout d'abord que la publicité litigieuse représente « deux très jeunes enfants potelés, largement dévêtus, dotés d'ailes noires, volant avec jubilation (...) L'un porte des bas noirs en signe de féminité tandis que l'autre est pourvu d'un sexe en frelon ». Après cet examen attentif, le juge conclut que « la représentation d'enfants jouant avec des ailes, l'absence de la virilité précoce et vigoureuse de l'un d'eux, surprend ». Et M<sup>me</sup> Domb ajoute : « Elle peut choquer, mais tout aussi bien prêter à sourire ». Le magistrat conclut : « Cette affiche, en raison des moeurs actuelles, de la diffusion par les médias d'images d'enfants jouant avec des ailes, ne paraît pas devoir heurter sérieusement la pudeur de nombreuses personnes et surtout troubler les plus jeunes et les adolescents ».

Recherche de décors. - Jacques Deray recherche pour le tournage de son prochain film, *Natchev est de retour*, en juillet ou août, un appartement donnant sur un cimetière parisien et doté d'une vaste cage d'escalier.

Contacteur Renaud Bertrand ou Eric Langlois. Tél. : 49-24-09-80.

MUSIQUES

Phil Collins, sérieux et travailleur

Pour son « Serious Tour », le chanteur anglais fait honneur à sa réputation de stakhanoviste de la pop

En Grande-Bretagne, les quolibets sur la banalité de Phil Collins ont pris les proportions d'une industrie légère. Sa calvitie, ses chansons, ses bonnes œuvres, ses relations (dont le prince Charles et madame), rien ne trouve grâce aux yeux de certains de ses collègues ou de la presse spécialisée.

Bien sûr, selon l'expression consacrée, il pleure à chaudes larmes sur le chemin de la banque. Avec Genesis ou en solo, il a accumulé suffisamment de disques de platine pour faire concurrence aux mines d'Afrique du Sud. *But Seriously*, son dernier album, est monté en tête des hit-parades à travers le monde et il n'a eu aucun mal à remplir Bercy quatre soirs de suite.

Sur scène, même sous des kilowatts et des kilowatts d'éclairages savants, Phil Collins reste le rocker en pantoufles, le type qui suit jouer de la batterie et du piano, chante, danse (souffrant, presque), et surtout fabrique des tubes, sans jamais en avoir l'air.

Phil Collins, travailleur de force, vent écrire des chansons pop à l'usage du plus grand nombre. Il aurait ses objectifs à chaque disque, à chaque concert, en prenant la voie moyenne. Ses incantations le portent vers la soul, le jazz rock, qu'il pratique avec un brio tranquille, en prenant soin d'en ôter toutes les aspérités, pas tant par calcul de marketing que parce qu'elles le choquent autant qu'elles choquent son public.

Les Ten Serious Guys Plus One (la choriste) qui l'accompagnent lors de cette tournée le servent parfaitement dans ce projet. Le groupe tourne sans jamais s'emballer, propulsé par la virtuosité à tout faire de Thompson à la batterie. Entre les chansons, Collins fait appel à ses réels talents de comédien pour mettre un peu d'animation (avec, à Bercy, un effort surprenant et louable pour parler en français), introduire un peu d'improvisation, combler le vide que le gigantisme de son succès creuse entre lui et le public.

En termes de rentabilité, le spectacle du *Serious Tour* est une bonne affaire : tous les titres du futur *Box set* sont joués, presque comme sur le disque, le spectacle dure longtemps et la débâche d'éclairage ferait presque oublier qu'il n'y a pas grand-chose à voir, juste un monsieur au travail, là-bas sur la scène.

THOMAS SOTINEL  
► Jusqu'au 20 avril à Bercy ; le 19 mai à Lyon ; le 20 mai à Nîmes.

ARTS

Carnaval glasnost

Une cinquantaine de pastels et d'aquarelles signés Sergueï sont exposés à la galerie Marie-Thérèse Cochin.

« Montagnes russes, Venise rouge, Bastille à la coque, Combat de ténors... » Sous le titre *Il était une fois à l'Est*, pastels et aquarelles de Sergueï, dessinateur au *Monde* sont exposés à la galerie Marie-Thérèse Cochin. Coincidence ? Au sous-sol, on montre de l'art russe contemporain. Les dessins s'enchaînent autour des amours de Marianne et de Mikhaïl (Gorbatchev). Voici leurs avatars dans un carnaval glasnost : le KGB, défilé en des régimes, Margarete, Tchékova, s'écroule dans une salle de bal. Un rideau de théâtre en trompe-l'œil figure le visage de Karl Marx. Pour ces dignitaires livrés d'un vie de fête, Sergueï a rempli sa plume dans un kaléidoscope : « Avec la couleur, on privilégie l'abandon qu'on ne peut pas se permettre dans un dessin de presse ». Le trait est donc lyrique, mouvementé, parce que la terre a

tremblé cette année-là. Les couleurs ont l'éclat des fards dans le jardin, allongé sur un murier géant. A dix-sept ans, il publie son premier album. Depuis, ce Stakhanov aux allures de play-boy (deux mille dessins en 1989, un projet de dessin animé dont il a signé également la musique) dévale et grime les escaliers du *Monde* et de la vie qu'il aime. Il a quatre, il a cinq, il a quatre à quatre. Il roule dans une vieille Porsche rouge, rayonnant d'audace, les poches remplies d'histoires : « Un dessin réussi, c'est comme de l'acide sulfurique. Tu le bois, c'est très doux. Quand il brûle s'est trop tard ».

LAURENCE BENAÏM  
► Galerie Marie-Thérèse Cochin, 49, rue Quincampoix. Tél. : 48-04-94-16. Jusqu'au 28 avril.

LÉGION D'HONNEUR

Nous terminons la publication des nominations et des promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur (le *Monde* du 17 avril).

Communication

En promouvant officier : M. Georges Montaron, directeur de journal.  
Sont nommés chevaliers : M. Robert Durbenay, délégué général de l'association de liaison et d'études postales de la presse ; M<sup>me</sup> Marie Denois de Saint-Marc, épouse Becquart, directrice de mensuels, rédactrice en chef ; M<sup>me</sup> Christophe Izard, productrice d'émissions pour la jeunesse sur une chaîne publique de télévision ; Christian Lardé-Maurin, dit Christian Lardé, musicien.

Départements et territoires d'outre-mer

En promouvant officier : M. Pierre Lagourgue, président du conseil régional de la Réunion.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Maurice Chauvion, architecte en Guyane ; Philippe Legrix, secrétaire général de la préfecture de la Guadeloupe ; Jean Pelage, ancien commerçant à la Martinique ; Frédéric Salomon, maître de la commune de Tassapoué (Polynésie française) ; M<sup>me</sup> Hunter Tennant, gestionnaire du service de santé des îles-sous-le-Vent (Polynésie française).

Agriculture et forêt

Sont promouvant officiers : M<sup>me</sup> Robert Leroux, gérant de sociétés agroalimentaires ; Bernard de Nonancourt, président-directeur général de sociétés de champagne ; Fernand de Saint-Pol, président de coopérative d'utilisation de matériel agricole ; Frédéric Schellien, président d'honneur de la Fédération nationale des producteurs de lait.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Jean Benoit, directeur adjoint de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture ; François Boschi, directeur général d'une union de rigoureux ; Joseph Camus, président du comité régional de l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie ; André Cazals, président de la chambre d'agriculture de l'Aveyron ; Roger Frauch, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts à l'inspection générale de l'Office national des forêts ; Raymond Gados, ingénieur général d'agronomie chargé d'inspection générale au conseil général de l'agriculture ; Jacques Guenaut, président de la coopérative des agriculteurs du Morbihan ; Jacques Jactel, inspecteur général de l'agriculture au ministère ; Robert Loffroy, ancien agriculteur ; Yves Lormeau, président de la commission technique et scientifique de l'Association nationale des industries agroalimentaires ; Gérard Tassel, président de l'association fondatrice de remembrement de Bevilieu ; Alexandre Thomas, agriculteur.

Commerce extérieur

Sont promouvant officiers : M<sup>me</sup> David Cline, président-directeur général de sociétés ; Claude Collin de Bevoise, président d'une commission des conseillers du commerce extérieur de la France.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Emmanuel Amicet, ancien directeur général adjoint de société ; Jean Bergeron, président-directeur général de sociétés ; Gilbert Charrois, administrateur, directeur général de sociétés ; Maurice Perrier, directeur dans une compagnie d'assurances ; Alain-Dominique Perrin, président de sociétés ; Marc-André Rivet, directeur général de sociétés ; Charles Séverin, président-directeur général de sociétés.

Droits des femmes

En promouvant officier : M<sup>me</sup> Paulette Crozes, présidente-directrice générale de sociétés.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Marie Glik, artiste peintre, écrivain ; Dominique Persky, femme de lettres, journaliste.

Relations avec le Parlement

Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Jacqueline Barthelemy, née Ponthieu, administrateur au Conseil économique et social ; M<sup>me</sup> Yves de Lestang-Laine, directeur de service à l'Assemblée nationale ; Claude Maréchal, président à l'Assemblée nationale ; Pierre Matrja, ancien sénateur-maire.

Solidarité, santé et protection sociale

Sont promouvant commandeurs : M<sup>me</sup> Jules Herbert, chirurgien honoraire des hôpitaux d'Aix-les-Bains ; Alexandre Minkowski, médecin chef de service honoraire des hôpitaux de Paris.  
Sont promouvant officiers : M<sup>me</sup> Michel Béthune, ancien directeur général de la Caisse nationale du régime d'assurance vieillesse-invalidité-décès des non-salariés de l'industrie et du commerce ; Lucien Durand, médecin honoraire des hôpitaux de Paris ; M<sup>me</sup> Jeanne Gros, présidente de la fédération des universités populaires d'Alsace.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Agnès Artiges, pharmacien, inspecteur divisionnaire de la santé, chargé des fonctions de sous-directeur à l'administration centrale ; M. Pierre Auerbach, président d'honneur de l'Association des pharmaciens juifs de France ; M<sup>me</sup> Jeanne Barbière, médecin chef de service de psychiatrie générale à l'hôpital de Nemours ; M<sup>me</sup> Roger Beres, médecin ; Claude Bourdieu, praticien hospitalier de chirurgie au centre hospitalier général de Palmpol ; Arthur Brunet, directeur honoraire de la caisse de sécurité sociale minière de Valenciennes ; Henry de Buor de Villeneuve, président-fondateur de l'Association d'aide aux démunis de Loire-Atlantique ; M<sup>me</sup> Joette Ken, fondatrice et présidente d'honneur de l'Association nationale des parents d'enfants déficients auditifs ; M<sup>me</sup> Lucien Luyet, ancien bionisme de l'ordre des avocats, ancien maire de Montagny ; Maurice Laval-Jeant, praticien hospitalier de radio-diagnostic à l'hôpital Saint-Louis ; Marcel Lebeau, ancien chirurgien du centre de santé L'Aide médicale ; Alain Leblanc, directeur du département de biologie

médicale au Laboratoire national de la santé ; Michel Mancian, médecin spécialiste de pédiatrie sociale et de santé publique ; Yves Moreau, directeur général du syndicat interhospitalier régional Ile-de-France ; Bernard Parnis, chef de service honoraire des hôpitaux de Paris ; M<sup>me</sup> Simone Peyrolle, directrice générale de l'association Olga Spier ; M<sup>me</sup> Simone Pierrelaud, directrice de la Famille adoptive française ; M<sup>me</sup> Michel Radet, secrétaire général de la Fédération nationale de la mutualité française ; Jean Roy, cofondateur et secrétaire général de l'association sportive des handicapés physiques de Nord et de la communauté urbaine de Lille ; Michel Weiss, directeur au centre chirurgical Marie-Lannelongue.

Recherche et technologie

En promouvant commandeur : M<sup>me</sup> Etienne Baulieu, professeur des universités, praticien hospitalier, membre de l'Institut.  
Sont promouvant officiers : M<sup>me</sup> Jean Cojan, agrégé de physique, professeur d'université ; Yves Groggou, professeur des universités, chef d'un service de radiologie ; André Miquel, professeur au Collège de France.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Henri Audier, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, responsable de groupe à l'Ecole polytechnique ; Jean Balian, directeur de recherche au Commissariat à l'énergie atomique ; Mme Marianne Bastid, épouse Bruguère, directeur adjoint de l'Ecole normale supérieure ; M<sup>me</sup> Bernard Décoman, professeur à l'université Paris-XIII, vice-président du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie au ministère ; Claude Hagège, professeur au Collège de France, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études ; Pierre Léna, professeur à l'université Paris-VII ; Fernand Verger, professeur à l'Ecole normale supérieure, conseiller technique au Centre national de la recherche scientifique.

En promouvant officiers : M<sup>me</sup> Jean Benoit, directeur adjoint de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture ; François Boschi, directeur général d'une union de rigoureux ; Joseph Camus, président du comité régional de l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie ; André Cazals, président de la chambre d'agriculture de l'Aveyron ; Roger Frauch, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts à l'inspection générale de l'Office national des forêts ; Raymond Gados, ingénieur général d'agronomie chargé d'inspection générale au conseil général de l'agriculture ; Jacques Guenaut, président de la coopérative des agriculteurs du Morbihan ; Jacques Jactel, inspecteur général de l'agriculture au ministère ; Robert Loffroy, ancien agriculteur ; Yves Lormeau, président de la commission technique et scientifique de l'Association nationale des industries agroalimentaires ; Gérard Tassel, président de l'association fondatrice de remembrement de Bevilieu ; Alexandre Thomas, agriculteur.

En promouvant officiers : M<sup>me</sup> David Cline, président-directeur général de sociétés ; Claude Collin de Bevoise, président d'une commission des conseillers du commerce extérieur de la France.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Emmanuel Amicet, ancien directeur général adjoint de société ; Jean Bergeron, président-directeur général de sociétés ; Gilbert Charrois, administrateur, directeur général de sociétés ; Maurice Perrier, directeur dans une compagnie d'assurances ; Alain-Dominique Perrin, président de sociétés ; Marc-André Rivet, directeur général de sociétés ; Charles Séverin, président-directeur général de sociétés.

Droits des femmes

En promouvant officier : M<sup>me</sup> Paulette Crozes, présidente-directrice générale de sociétés.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Marie Glik, artiste peintre, écrivain ; Dominique Persky, femme de lettres, journaliste.

Anciens combattants et victimes de guerre

Sont promouvant commandeurs : M<sup>me</sup> Edouard Chapuis, trésorier général de la mutuelle de l'association générale des mutilés de la guerre et Union nationale des mutilés, réformés et anciens combattants réunis ; Serge Wauguil, secrétaire général de la Fédération mondiale des anciens combattants.

Sont promouvant officiers :

M<sup>me</sup> Hère Bulawko, vice-président mondial et président pour l'Europe de la Fédération mondiale des anciens combattants, résistants et déportés juifs ; André Frossard, président général de résistance-fer ; Georges Guillon, secrétaire général départemental de l'Association Rhin-et-Danube.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Jean Bories, membre du comité national de l'association nationale des anciens combattants de la Résistance ; M<sup>me</sup> Gilberte Martin, épouse Roussel, trésorière départementale de l'Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus ; M<sup>me</sup> Michel Poiroux, président de l'amicale des anciens combattants de la 1<sup>re</sup> division marocaine 1939-1945 ; M<sup>me</sup> Eugénie, membre du bureau national de l'Union nationale des anciens de guerre ; Jacques Vieux-Maire, membre du Conseil national de l'Union nationale des combattants UNCF/AFN.

Déportés et internés de la Résistance

Sont promouvant officiers : M<sup>me</sup> René Nicolleau, interné-résistant ; Michel Proutchenko, interné-résistant.  
Sont nommés chevaliers : M<sup>me</sup> Louis Aublain, interné-résistant ; Marcel Moreau, interné-résistant ; Jacques Poulillon, déporté-résistant ; M<sup>me</sup> Raymond Raffin, interné-résistant.  
[FIN]

**POUR RETROUVER VOTRE FORME PHYSIQUE ET INTELLECTUELLE: CORTEXYL®**

Cortexyl® est un antiasthénique dit-psychostimulant : il est donc indiqué dans les asthénies fonctionnelles avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications : grossesse, allaitement. Ce médicament contient du sodium : à éviter en cas de régime limité en sel. Demandez conseil à votre pharmacien.

**SOEKAMI-LEFRANCO laboratoires**  
94, rue Edouard-Vaillant 92300 Levallois-Perret

VISA GP 487 B 61

**NOTES**

**Etienne-Martin à Issoudun**  
Plusieurs des « demeures » d'Etienne-Martin sont exposées au Musée Saint-Roch d'Issoudun (Indre) jusqu'au 6 juin, notamment la Demeure XVII, le Puits-fontaine, qui vient d'être acquise par la ville, dont le maire est M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle. Cette œuvre monumentale (2,50 m x 2,50 m x 2 m), en cours de coulage à la fonderie Couberlin dans la vallée de Chevreuse, sera installée dans l'espace vert du musée.

**Guitare classique en Limousin**  
Carlos Molina, les musiciens soviétiques Nikita Koshkin et Vladimir Mikulski, les Los Angeles Quarten - qui interprétera une création de Georges Delaune, Concerto pour quatre guitares - seront les invités principaux du GRAM (Groupe de recherches et d'action musicale) et de l'Orchestre symphonique régional du Limousin pour le premier Festival international de musique classique du Limousin qui se tient jusqu'au 21 avril. Quatorze concerts sont disséminés dans les trois départements de la région, la Corrèze, la Creuse et la Haute-Vienne.  
Tél. : 55-35-51-12.

**Versailles ouvre plus longtemps**  
A partir du 2 mai, les grands appartements et la Galerie des glaces du château de Versailles seront ouverts plus longtemps, de 9 h, au lieu de 9 h 45, à 19 h au lieu de 17 h 30. L'appartement du roi reste visible de 9 h à 17 h 30.

**Le résultat des courses**

**passerait de 5 à 6 francs**

La Commission des courses de la Fédération Française de la Course de Cheval (FFC) a décidé, lors de sa séance du 14 avril, de passer de 5 à 6 francs le montant des primes attribuées aux vainqueurs des courses de chevaux de France. Cette décision, qui sera mise en œuvre à partir du 1er mai, vise à encourager les éleveurs et les entraîneurs à améliorer la qualité des chevaux de course.

La Commission a également décidé de modifier les conditions de distribution des primes pour les courses de chevaux de France. Les primes seront désormais attribuées aux vainqueurs des courses de France, et non plus aux vainqueurs des courses de France et de l'étranger.

La Commission a également décidé de modifier les conditions de distribution des primes pour les courses de chevaux de France. Les primes seront désormais attribuées aux vainqueurs des courses de France, et non plus aux vainqueurs des courses de France et de l'étranger.

La Commission a également décidé de modifier les conditions de distribution des primes pour les courses de chevaux de France. Les primes seront désormais attribuées aux vainqueurs des courses de France, et non plus aux vainqueurs des courses de France et de l'étranger.



## AGENDA

## CARNET DU MONDE

## Naissances

— **Charm MELMAN** et **Séraphine CORSALETTI** ont la joie d'annoncer la naissance de

**Maxime**  
le 16 avril 1990, à Paris.  
11, rue Léopold-Robert,  
75014 Paris.

## Décès

— **Irène et Jean-Paul Nathan**, leurs enfants et petits-enfants, **Gusta et Serge Vornes**, leurs filles et leur petite-fille, toute sa famille et ses amis, sont au regret de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Marthe (Marthe, Martha) BEZBORODKO**

survenu le 16 avril 1990, dans sa quatre-vingt-cinquième année,

et rappellent à cette occasion la mémoire de son époux,

**Israel, Stani BEZBORODKO**

Les obsèques auront lieu le jeudi 19 avril 1990, à 16 heures, au cimetière de Pantin-Parisien.

Réunion porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

62, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris.

— Le président-directeur général et le personnel de la société SOFRECOM ont le regret de faire part du décès de

**M. Jean-Marie BOENNEC**, ingénieur ECP, directeur du département des services de SOFRECOM, ancien directeur de l'Institut national des télécommunications.

survenu le 14 avril 1990, dans sa cinquante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 20 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne-sur-Seine (92).

**SOFRECOM** — M. Devallez, 24, avenue du Petit-Parc, 94300 Vincennes, Tél. : 43-98-36-37.

— **Jean-Claude Barreau**, président du conseil d'administration, **Alfred Sauvy**, président du conseil scientifique, **Gérard Calot**, directeur, et les personnels de l'Institut national d'études démographiques, ont la tristesse de faire part du décès, survenu dans sa soixante-dixième année, le jour de Pâques, de

**Jean BOURGEOIS-PICHAT**, ancien directeur de l'INED.

Lire page 27

— **M<sup>me</sup> Jean Burgard** **Francine Burgard** **Marianne Burgard** **Les familles Holl et Vallens**, ont le chagrin d'annoncer la mort de

**M. Jean BURGARD**,

survenue dans sa soixante et onzième année, le 13 avril 1990, jour de Pâques.

Une messe sera célébrée le jeudi 19 avril, à 14 heures, en la chapelle Notre-Dame-des-anges, 102 bis, rue de Vaugirard, 75006 Paris (face rue Littré).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, 75020 Paris, entrée boulevard de Ménilmontant.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons à des œuvres caritatives ou de solidarité de toutes tendances.

30, rue Saint-Placide, 75006 Paris.

— **M. Habib Letayf**, son fils, **Khalil, Nagi et Mounir**, ses petits-fils, **M<sup>me</sup> Hélène Doustany**, née El Khoury, sa sœur, et l'ensemble des familles Letayf, El Khoury, leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Yousma Khalil EL KHOURY**,

veuve du

**docteur Négib LETAYF**,

survenu à Paris, le 17 avril 1990, dans sa quatre-vingt-neufième année.

L'office religieux aura lieu, le jeudi 19 avril, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 15, rue d'Ulm, 75005 Paris.

Les condoléances seront reçues sur le parvis de l'église.

— Toute la famille Hélon a la douleur d'annoncer le décès de

**Fabrice**,

dans sa quarante-troisième année.

Les obsèques auront lieu au Père-Lachaise (boulevard Ménilmontant), le lundi 23 avril à 15 h 45, caveau Vail.

Ni fleurs ni couronnes.

— **Lyon**, **Châteaufort-de-Cailly**, **M<sup>me</sup> le cardinal Decourty**, **archevêque de Calcutta**, **Monsieur Marchand**, **évêque de Valence**, **M. Robert Ficat**, son frère, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, **Le professeur Marcel Levrat**, son beau-frère, **Les familles Ficat**, **Beaumont**, **Vial**, **Mortamet**, **Les familles Serve**, **Gaillard** et **Brosse**, neveux et nièces de **Marthe Robin**, font part du décès de

**Père Georges FINET**,

fondateur des Foyers de charité, le Samedi 14 avril 1990, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La messe de fondation aura lieu au sanctuaire Sainte-Marie, mère de Dieu, à Châteaufort-de-Cailly, le jeudi 19 avril 1990, à 15 heures.

(Le Monde du 18 avril.)

— **M. Mendel Gourevitch**, **M. et M<sup>me</sup> René Gourevitch**, et leurs enfants, **Sylvie et Antoine**, **M. Charles Gourevitch**, **Les familles Gluzman**, **Kouchniroff**, **Toute sa famille**, **Ses amis**, et la société **Mon Repos** vous font part du décès de

**M<sup>me</sup> GOUREVITCH**, née **Gina Kouchniroff**,

leur épouse, mère, grand-mère, parente et amie, survenue le dimanche 15 avril 1990, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

**M<sup>me</sup> Gina Gourevitch**

a souhaité que soit rappelé le souvenir de sa fille

**Odette**

morte en déportation, en 1942, à l'âge de vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 19 avril 1990 à la porte principale du cimetière de Bagneux Parisien, à 9 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **André Mangot**, **Jean-Pierre et Monique Mangot**, **Isabelle et James Hewison**, **Philippe, Nathalie, Bernard et Monique Mangot**, **Jocelyne et Pierre Esquier**, **Florence**, **Georg et Marie-Jeanne Wendel**, **Emanuel, Olivier, Sébastien**, **Albrecht**, **Françoise Mangot**, **Dominique et Claude Mangot**, **Sophie, Anne, Julie**, **Lionel et Marguerite-Marie Mercuri**, **Yvonne, Carole**, **Catherine Mangot**, **Alain Vulbeau**, **Alcidia, Janot**, **Marguerite Lecourtis**, sa mère, **Berthe Mangot**, sa belle-mère, **François et Solange Martin**, ses sœur et beau-frère, **Marie-Françoise**, **André et Danièle Broche**, **Eric, Valérie, Guillaume, Vincent**, **Françoise et Caroline Martin**, **Pierre**, **Dominique et Anne-Lise Martin**, **Eloïse, Antoine**, **Hervé et Florence Mourlan**, **Grégoire, Laure**, ont la douleur de faire part du décès dans la paix de Dieu, le 16 avril 1990, de

**M<sup>me</sup> Denise MANGEOT**, née **Lacourrière**,

dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Médard, 141, rue Moufflard, Paris (5<sup>e</sup>).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau familial.

13, rue Scipion, 75005 Paris.

— **M. François Periot**, président du CNPF, et les membres du conseil exécutif du CNPF, **M<sup>me</sup> Paul Havelin**, **Françoise Ceyrac**, **Yvonne Gattaz**, présidents d'honneur du CNPF, **Le président de l'Union patronale de la Charente** et les membres du conseil d'administration, **M. le président de la Fédération des fabricants de tuiles et de briques de France** et les membres du conseil d'administration, **M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> les présidents des fédérations professionnelles et des unions patronales**, **M. le président de l'Institut de l'entreprise** et les membres du conseil d'orientation, **M. le président du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (CCPF)**, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Michel MAURY-LABRIERE**, ancien premier vice-président du CNPF, ancien président de la commission de l'action territoriale du CNPF, président d'honneur de l'Union patronale de Charente, président d'honneur de la Fédération des fabricants de tuiles et de briques de France, ancien membre du conseil d'orientation de l'Institut de l'entreprise, membre du CCPF, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le mardi 17 avril 1990.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le mardi 18 mai 1990, à 8 h 45, en l'église Saint-Pierre de Chailot, avenue Marceau, 75016 Paris.

(Le Monde du 18 avril.)

— **Jacky Sarfati**, architecte DPLG, et ses enfants **Sarah et Yossi**, **Alice et David Hassan** et leurs enfants, **Denise et Charles Flejfer** et leurs enfants, **Raphaël Melouit** et ses enfants (Amiens), **Henri et Julie Melouit**, **El Ariana** (Tunis), **Gabriel Melouit** et ses enfants (Charente-Maritime), font part du décès de leur mère, sœur, grand-mère,

**M<sup>me</sup> Verve Laure Sarah SARFATI**, née **Melouit**,

survenue le 15 avril 1990.

Conformément à la volonté de la défunte, l'inhumation aura lieu à Jérusalem.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue Marx-Dormoy, 75018 Paris.

**Catherine VANLAER**, née **Pesler**, docteur en médecine, pneumologue-poliaste, ancien interne des hôpitaux de Lille, ancien chef de clinique assistant, décédée à Lille le 13 avril 1990, des suites d'une longue maladie, à l'âge de trente-trois ans.

La messe de funérailles a eu lieu le mercredi 18 avril en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à La Madeleine (59), d'où son corps a été conduit au cimetière de l'Est, à Lille, pour y être inhumé.

« *Mémoire d'un homme, d'un cœur, d'un être.* »

Cet avis tient lieu de faire-part.

59000 Lille

607, avenue de la République

8460 Saint-Idesbald (Belgique)

Lois des Fides, Dillevalen 15.

— **Jean Mittaine**, **Jean-François et Christine Mittaine**, **Yves et Anne Mittaine**, **Anne-Christine et Philippe Cheverrier**, **Pascal, Agnès, Florent, Marie, Aurélie, Cécile, Emilie, Sarah, Frédéric**, **Jean-Emmanuel, Quentin**, **Denise et Jean-Laborde-Milas**, ont la douleur de faire part du décès de

**SIMONE MITTAIN**, née **Dervin**,

survenue le 11 avril 1990, à l'âge de soixante-neuf ans, à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne).

L'incinération a eu lieu dans la section inhumation.

Une messe en son souvenir sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption (88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>), le mercredi 2 mai, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes. Elle aurait apprécié des dons à des organismes de lutte contre le cancer.

La famille remercie le personnel hospitalier de La Grange-Insitut Gustave-Roussy pour la valeur humaine de son assistance et la qualité de ses soins.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue Théodore-Rousseau, 75016 Paris.

— **M<sup>me</sup> Raymond Morcrette**, sa mère, **Yves, Christine, Ezilda**, ses enfants, **M. et M<sup>me</sup> Philippe Jandin**, **M. et M<sup>me</sup> Patrick Truchon-Barès**, **M. et M<sup>me</sup> Claude Morcrette**, **M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Walasiak**, **M. et M<sup>me</sup> Alain Morcrette**, **M<sup>me</sup> Chantal Morcrette**, **M. et M<sup>me</sup> Hervé Morcrette**, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, **Toute la famille**, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

**Jean-Pierre MORCRETTE**, ancien élève de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, ingénieur, responsable du chantier du Storbælt à Copenhague,

survenu le mardi 10 avril 1990, dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques ont été célébrées le samedi 14 avril en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Épernay, 122, rue de l'Hôpital, 51200 Épernay.

— **Aune-Marie, Alain, et Olivier**, ont la douleur de faire part du décès, à Paris, dans la nuit du 15 au 16 avril, de leur mère,

**Aimée PHILIPPE**.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **La famille de**

**Charles RIQUIER**

a la tristesse de faire part de son décès, survenu le 12 avril 1990, à l'âge de soixante-cinq ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 17 avril, à Neuilly-sur-Seine.

— **Ses enfants**, **Sophie, Jérôme, Denis et Odile**, **M. et M<sup>me</sup> Christian Tallet** et leur fils **Pierre**, **M. et M<sup>me</sup> Bernard Sainte-Marie** et leurs enfants, **Philippe et Sabine**, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Alain SAINT-MARIE**, maître de conférences à la faculté des lettres de Nice.

La cérémonie a été célébrée dans l'intimité familiale, en l'église de Latrouquière (Lot).

— **Antoine Vanlaer**, son époux, **Berthelemy**, son fils, **M. et M<sup>me</sup> Claude Pezier-Rullier**, ses parents, **M. et M<sup>me</sup> Roger Vanlaer-Taffin**, ses beaux-parents, et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

**Catherine VANLAER**, née **Pesler**, docteur en médecine, pneumologue-poliaste, ancien interne des hôpitaux de Lille, ancien chef de clinique assistant, décédée à Lille le 13 avril 1990, des suites d'une longue maladie, à l'âge de trente-trois ans.

La messe de funérailles a eu lieu le mercredi 18 avril en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à La Madeleine (59), d'où son corps a été conduit au cimetière de l'Est, à Lille, pour y être inhumé.

« *Mémoire d'un homme, d'un cœur, d'un être.* »

Cet avis tient lieu de faire-part.

59000 Lille

607, avenue de la République

8460 Saint-Idesbald (Belgique)

Lois des Fides, Dillevalen 15.

— L'union régionale CFDT de Franche-Comté a la profonde tristesse d'annoncer la disparition de

**Marcel LAITHIER**, permanent régional.

survenue le 16 avril 1990 des suites d'un cancer, à l'âge de quarante-huit ans.

La CFDT perd en lui un ami et un responsable de qualité.

Ses obsèques ont eu lieu à Châtillon-le-Duc, le mercredi 18 avril.

Vos témoignages d'amitié peuvent prendre la forme de dons pour la maison familiale.

CFDT de Franche-Comté, 3, rue Champredon, 25043 Besançon Cedex.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Bessyjon WASERMAN**,

survenue le 15 avril 1990, à l'âge de quatre-vingts ans, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi 19 avril.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 16 heures.

Un car sera mis à la disposition des personnes désirant assister aux obsèques devant l'hôtel Holiday Inn, place de la République, Paris (11<sup>e</sup>), départ à 15 h 15, retour assuré.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires**

— Il y a un an,

**Isabelle de FOUCAULD**, née **Cres**, dite **Saint-Hélène**, quinzait les siens.

Ses parents et amis se réuniront pour une célébration le vendredi 20 avril à 18 h 45 en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris (7<sup>e</sup>).

— Le souvenir de droiture et de bonté laisse per

**Henri CARIH**, qui nous a quittés, le 19 avril 1979, reste toujours gravé dans le cœur de sa famille et de tous ses amis.

**Remerciements**

— **Tribunden, Paris, Mantes, Brest, Perpignan, Lunion, Plozeze**.

Tous touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**M. Yves PENGAM**, **M<sup>me</sup> Pengam**, née **Alice Thomas**, son épouse, **M. et M<sup>me</sup> Gérard Pengam**, **M. et M<sup>me</sup> Alain Fargues**, ses enfants, **Emmanuel et Jean-Baptiste Fargues**, ses petits-enfants, et toute la famille,

remercient sincèrement toutes les personnes qui par leur présence, offrandes de fleurs, de messes, envois de cartes, se sont associées à leur peine.

**AUTOMOBILE**

**La Renault 19, 16 soupapes :**

**contrat tenu**

Dans quinze jours, Renault livrera ses premiers exemplaires de sa série 19 dotée du moteur à 16 soupapes. Ce modèle, très brillant sans être agressif, arrive sur le marché après une campagne nationale contre la vitesse dont l'apothéose aura été l'opération « Drapier blanc », estimable manifestation lancée au cours d'un week-end pascale humide. (Lire nos informations page 36.)

La Régie — appelée encore ainsi — ne souhaite pas que l'on considère cette version musclée de sa 19 comme une sportive. Elle a raison dans un sens et tort dans un autre.

Quand un engin mécanique se voit confier, à travers un cahier des charges, diverses missions dont la vitesse est l'un des objectifs, pourquoi se voiler le face quand il les remplit ? Et pourquoi placer l'accent uniquement sur presque tout le confort de conduite ? La 19 à 16 soupapes mérite, à vrai dire, bien des éloges. Y compris pour sa présentation en trois portes et non en cinq, ce que les pères de famille regretteront, mais ce qui assure à la caisse une rigidité salutaire.

La 1721 cm<sup>3</sup>, bien connue, est montée dans la version quatre portes cylindre (deux pour l'échappement deux pour l'admission). Il s'agit, pour la distribution, deux arbres à cames placés en tête. Il répond à la

demande, se montre peu enclin à s'emballer (couple automatique de l'alimentation à 7 000 tours) et fournit, avec 18,8 mkg de couple (effort de traction) à 4 500 tours, des moyens suffisants.

La boîte à 5 rapports permet de jouer sans difficulté avec un souffle que l'on a volontairement limité. Roues indépendantes, roues étroites, et il faut bien le dire, confort « à la française », cette 19, un peu spéciale, apparaît ainsi perdue de vue par la concurrence pour dans certains domaines reprendre l'avantage (surtout du côté japonais) — une politique d'options quelque peu obsolète. Ne sont pas livrés en série la condensation centralisée des portières, les lave-glaces électriques, les jantes en alliage, les projecteurs antibrouillard, le freinage avec ABS (à lui seul... 8 790 F).

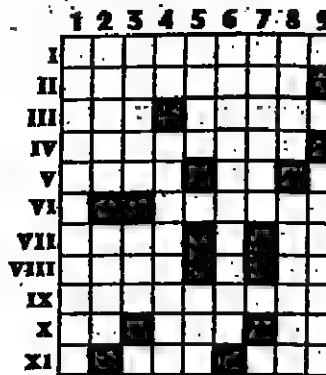
Mais, dira Renault, elle n'est vendue que 107 700 F !

C. L.

NDLR. — La 309 Peugeot à 16 soupapes coûte 117 500 F. Il est vrai que 20 chevaux de plus au moteur en régime maximum (160 au lieu de 140 sur la Renault).

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5242



Horizontalement

1. Le mouvement perpétuel. — II. Toujours prêt à un arrangement. — III. Pas imprimé. Est impossible à faire quand il n'y a pas mèche. — IV. Ceux qui veulent rester des hommes. — V. Pas imaginaire. Pour y accéder, il ne faut plus le bec. — VI. Fit des réserves. — VII. Pas dans l'ordre. Dans l'alternative. — VIII. Un pays de cochons. Peut être difficile à atteindre. — IX. Comme une ville d'Italie. — X. Note. Une lie dans un carpe. Symbole. — XI. Une école bouddhiste. Pas pour toutes les oreilles.

Verticalement

1. Marchands qui vendent des bricoles. — 2. Pas rue. Un pilier. — 3. En Italie. Poisson. — 4. Invitation à faire le grand saut. Ce qui en sort peut être parfait. — 5. En Sicile. Un mot repoussant. — 6. Les fuchias, par exemple. — 7. Souvent réclamées à grande cris. — 8. Utiles au laboratoire. Des femmes victimes des coups. — 9. Ne doit pas être mis au pilon.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 5241

Horizontalement

I. Vaccins. — II. Idole. In. — III. Truilles. — IV. Lo. Lassas. — V. Cl. Soie. — VI. Ut. Uende. — VII. Ars. — VIII. Tri. Bèche. — IX. Eu. Allez. — X. Usines. RA. — XI. Rab. Sales.

Verticalement

1. Viticulteur. — 2. Adroit. Russ. — 3. Cou. Af. Ib. — 4. Clot. Ur. An. — 5. Inlassables. — 6. Nelson. Esa. — 7. Essence. — 8. Isale. Hure. — 9. Un. Se. Texas. GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 16, mardi 17 et mercredi 18 avril 1990.

DES ARRÊTÉS

• Du 12-avril 1990 relatif au prix de l'électricité.

• Du 11-avril 1990 modifiant certaines dispositions des arrêtés fixant les caractéristiques des produits pétroliers.

**MÉTÉO FRANCE**

PRÉVISIONS POUR LE 20 AVRIL 1990

**TEMPÉRATURES MAXIMALES**</







# LE GROUPE CREDIT LYONNAIS EN 1989

## RÉSULTAT NET:

### + 60 %



Le Conseil d'Administration du Crédit Lyonnais, réuni le 12 Avril 1990 sous la présidence de M. Jean-Yves HABERER, a examiné les comptes de l'exercice 1989, année qui a enregistré l'entrée dans le groupe consolidé de trois importantes acquisitions en Europe: Credito Bergamasco et Crédit Lyonnais Belgium au 1<sup>er</sup> Juillet 1989 et Woodchester à la fin de 1989.

#### Progression sensible du bilan et de l'activité du Groupe

La politique de croissance du groupe et le dynamisme de l'activité commerciale sont reflétés par le bilan consolidé qui s'établit à 1.220 milliards de francs en 1989, au lieu de 1.084 milliards de francs en 1988 (+ 12,5 %).

L'activité d'intermédiation a poursuivi sa progression: l'encours des prêts à la clientèle est de 575 milliards de francs, au lieu de 505 milliards de francs pour 1988 (+ 13,9 %).

L'activité de crédit-bail a été particulièrement dynamique tant en ce qui concerne le crédit-bail mobilier (+ 44,4 %) qu'immobilier (+ 27,9 %). Les crédits à moyen et long terme aux entreprises continuent de progresser (+ 11,9 %) de même que les crédits à l'habitat (+ 12,6 %). Le Crédit Lyonnais a consolidé sa première place dans le financement de la construction immobilière en accordant plus de 23 milliards de francs de crédits à ce titre, en progression de 27 % par rapport à 1988.

Les ressources de clientèle, comprenant les certificats de dépôt, s'établissent à 464 milliards de francs au lieu de 411 milliards de francs en 1988 (+ 12,8 %).

L'actif du bilan fait apparaître une proportion des opérations en devises (52 %) légèrement supérieure à celle des opérations en francs (48 %).

L'activité sur les marchés des capitaux a été performante: confirmant une fois de plus son premier rang en France pour la direction d'émissions obligataires, le Crédit Lyonnais s'est classé premier ex aequo pour l'euro-franc, second pour l'ECU et quatrième en Europe pour les euro-obligations toutes devises. Le Crédit Lyonnais a dirigé sept introductions en bourse à Paris et en a co-dirigé neuf. L'encours total de capitaux gérés par le groupe pour le compte de tiers atteint 262 milliards de francs (+ 21 %). L'achèvement de la nouvelle salle des marchés à Paris s'est traduit par un développement considérable des opérations de change au comptant, à terme et en options: les ventes d'options de change ont progressé de 150 % en volume.

Les opérations d'ingénierie financière ont continué de se développer avec, notamment, le financement de 59 avions et des trains à grande vitesse en France (12 rames du TGV Atlantique) et en Espagne.

En ce qui concerne l'activité de banque d'investissement, l'année a été marquée par l'augmentation des opérations de rapprochement ou de rachat d'entreprises en France et à l'étranger (99 opérations au lieu de 46 l'an dernier). Les interventions en fonds propres ont également progressé: après les 266 prises de participations effectuées en 1989, le portefeuille de participations industrielles, commerciales et immobilières (hors filiales) est estimé à 18 milliards de francs (+ 38 %).

#### Résultats en forte augmentation

Pour l'ensemble du groupe, le produit d'exploitation est de 33.594 millions de francs, contre 30.171 millions de francs en 1988, en progression de 11,3 %. Les frais généraux et amortissements ont représenté 23.734 millions de francs, au lieu de 21.946 millions de francs en 1988 soit + 8,1 % et à périmètre constant 5,7 % seulement.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 9.860 millions de francs contre 8.225 millions de francs en 1988, soit une augmentation de 20 %. Il faut préciser que pour les filiales au Brésil et en Argentine, la correction monétaire, conformément à l'évolution des règles comptables dans ces pays à forte inflation, a été appliquée également au résultat brut de 1989 et, rétroactivement à celui de 1988.

Le solde des profits exceptionnels est de 227 millions de francs, compte tenu de la prise en compte en 1989 des effets de l'intégration fiscale sur les exercices antérieurs. Ce solde était six fois plus élevé en 1988 (1.398 millions de francs) et avait été affecté en totalité à un renforcement exceptionnel des provisions.

Malgré l'absence en 1989 d'une contribution exceptionnelle de cette nature, la dotation nette aux provisions d'exploitation a été de 6.280 millions de francs, pratiquement

équivalente à la dotation très élevée de 1988 (6.359 millions de francs). Sur ce montant, 3.462 millions de francs ont été consacrés à la couverture des risques sur 69,7 de plus) pays en difficulté financière, portant le taux de couverture moyen à 56 %. Le Crédit Lyonnais a également procédé à la cession d'une partie de son portefeuille de créances sur ces pays, pour un montant de 3.624 millions de francs et un prix égal à 37 % de ce montant.

Le résultat net global du groupe Crédit Lyonnais s'établit à 3.447 millions de francs en 1989 contre 2.158 millions de francs en 1988, soit une progression de 60 %. Après déduction des intérêts minoritaires, la part du groupe est de 3.130 millions de francs contre 2.063 millions de francs, en augmentation de 52 %.

Les agences et filiales françaises d'une part, étrangères d'autre part, ont contribué à peu près également à l'accroissement de 1.289 millions de francs du résultat net consolidé. En France, le réseau des agences, les sociétés de crédit-bail mobilier et Épargne Collective, société de gestion des fonds communs de placement sont à l'origine de la progression ainsi que le groupe de l'Union des Assurées-Fédérales, Sigos et la société de bourse Cholet-Dupont.

A l'étranger, des progressions significatives sont à noter dans les grandes filiales, les agences et les sociétés de leasing. Par ailleurs, Credit Lyonnais Capital Markets à Londres a réduit notablement sa contribution négative (ramenée de 603 millions de francs en 1988 à 217 millions de francs en 1989) grâce aux restructurations énergiques intervenues. Enfin, les filiales récemment acquises ont apporté une contribution positive significative.

#### Renforcement des fonds propres

Après mise en réserve de 2.706 millions de francs et compte tenu de l'augmentation de capital souscrite par la Caisse des Dépôts et Consignations, les fonds propres atteignent 27.170 millions de francs, contre 22.013 millions de francs en 1988, soit une augmentation de 23,4 %. Avec les éléments assimilés, ils s'élèvent à 38.758 millions de francs, contre 33.785 millions de francs un an plus tôt (+ 14,7 %). Compte tenu de l'entrée en février 1990 d'Altus Finance dans le périmètre de consolidation, ils dépassent désormais 50 milliards de francs.

L'actif net estimé du groupe, déterminé naturellement sans prise en compte des valeurs de fonds de commerce s'établit à 39,8 milliards de francs au lieu de 30,2 milliards de francs à fin 1988 (+ 32 %). Après déduction de la part des intérêts minoritaires dans les filiales, l'actif net estimé du Crédit Lyonnais s'établit à 37 milliards de francs au lieu de 29,2 milliards de francs (+ 27,4 %). Il représente 1.330 francs par titre, contre 1.113 francs l'année précédente (+ 19,5 %).

#### Dividende: + 21 %

Le résultat social devient progressivement moins significatif, du fait que la plupart des nouvelles activités spécialisées ou des avancées stratégiques sont localisées dans des filiales ad hoc. Il demeure toutefois la base du dividende. Le résultat brut d'exploitation social s'inscrit à 6.793 millions de francs contre 6.670 millions de francs en 1988, en progression de 1,8 %. La progression serait proche de 5 %, sans la charge du financement de l'acquisition des nouvelles filiales qui trouve sa compensation dans la contribution de ces dernières au résultat consolidé. Le résultat net social atteint 1.118 millions de francs contre 680 millions de francs en 1988 (+ 64,5 %).

Le Conseil propose à l'Assemblée Générale un dividende de 34,5 francs (avoir fiscal inclus) par action ou par certificat d'investissement, en progression de 21 % par rapport à l'an dernier. Pour un cours moyen de 690 francs observé pour les certificats d'investissement, ce niveau de dividende représente un rendement de 5 %.

Conformément aux dispositions du contrat d'émission, la rémunération servie aux porteurs de titres participatifs en octobre 1990 sera égale à 107,7 % du TMO qui sera constaté pour la période du 1<sup>er</sup> Septembre 1989 au 31 Août 1990.

De nouveaux accords, signés avec les partenaires sociaux en 1989, permettent d'associer pleinement le personnel du Crédit Lyonnais à la progression des résultats: les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation passent d'une année à l'autre de 138 à 314 millions de francs (+ 128 %).



## CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI

صكنا من الامم

Plusieurs caméras radi-  
ent quelques images  
sieurs - les auteurs d'  
dépistés, ou la rue d'  
si fermement. Rien n'y  
no derniers portraits qu'  
Gina Garbo est resté  
dépistés de pommernes bl  
se au vêtement sombre,  
se terre d'ombre.

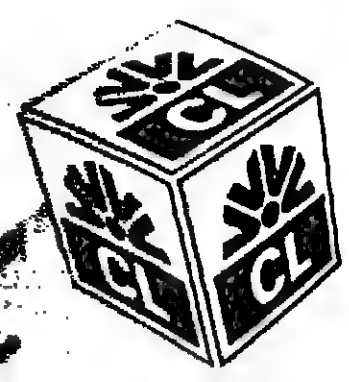
«Mozzika c'est-elle le r  
se pote souffrance mor  
se sacré en technicolor  
qui Anni, scénariste de  
Solene, cinéaste italien n



صكنا من الامل

# ARTS • SPECTACLES

IS EN 1989



Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.

Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise. Le monde de 1989 (3.500 millions de francs) est un monde qui a connu une année de crise.



« Histoire de garçons et de filles », le nouveau film de Pupi Avati.

## FILMS EN COULEURS, FILMS EN NOIR ET BLANC Le cinéma sur tous les tons

Plusieurs caméras indiscrètes ont bien essayé de lui voler quelques images dans des décors saturés de couleurs - les cotéaux d'un village suisse, où elle se réfugiait l'été, ou la rue de Manhattan qu'elle arpente furtivement. Rien n'y a fait : de son premier film aux derniers portraits qu'elle permit à Cecil Beaton, Greta Garbo est restée un regard transparent à l'aplomb de pommettes blanches, un visage clair posé sur un vêtement sombre, une silhouette ombrée sur une terre d'ombre.

Ninotchka eût-elle le même état de rire, Marguerite souffrance mortelle, Greta Garbo ce mystère en technicolor ? (Non, certainement non. Pupi Avati, scénariste de *Salvo les 120 journées de Sodome*, cinéaste italien méconnu en France à qui l'on

doit pourtant plusieurs très grands films, a voulu son dernier long métrage en noir et blanc. Parce que *Histoire de garçons et de filles* est le souvenir des années fascistes, des années noires, un incroyable banquet surgi du passé, de la mémoire (lire page 18 l'article et la critique de Danièle Heymann).

Combien de réalisateurs ont refusé de raconter leurs histoires en couleurs, et pourquoi ? Jacques Aumont, qui a fait de l'esthétique l'objet de ses recherches en Sorbonne, s'est posé la question. Et si le noir et blanc était le cinéma, tout le cinéma, depuis son matériau de base qu'est la pellicule jusqu'au regard du spectateur ? (lire page 19).

La restauration et la conservation des films en noir et blanc n'en finit pas d'être un casse-tête pour ceux

qui en ont la charge. Au Service des archives du film de Bois-d'Arcy, en raison de la rapidité avec laquelle s'auto-détruisent les pellicules au nitrate d'argent, les « sauveteurs » d'un pan entier de la culture du siècle n'ont plus que seize ans pour transférer les 20 millions de mètres de film réalisés sur ce support avant 1954 (lire l'article d'Emmanuel de Roux page 20).

Quelques chefs d'œuvre retrouveront ainsi leur intégrité originelle, comme ces cinq films venus du Musée du film des Pays-Bas à l'affiche de l'auditorium du Louvre (lire page 20 l'encadré de Claude Aziza).

OLIVIER SCHMITT

### SÉLECTION THÉÂTRE 22 Catherine Hiégel à la grecque



Depuis quelques semaines, une pièce iconoclaste d'un Anglais tendance barbare, Steven Berkoff, triomphe au Théâtre national de la Colline. *Greek*, transposition du mythe d'Œdipe dans l'Angleterre Thatcherienne, séduit par la violence de son propos, l'habileté et l'énergie de la mise en scène de Jorge Lavelli, et son interprétation. Au centre d'un quatuor d'exception, Catherine Hiégel fait une nouvelle fois la preuve d'un talent incomparable.

### SÉLECTION MUSIQUES 23 Vaclav Neumann gardien de la tradition



Fondée il y a presque un siècle, la Philharmonie tchèque est l'un des rares orchestres qui ait su préserver un couleur et un style personnels. Sa venue à l'Opéra Bastille, les 20 et 21 avril, permettra de mesurer le chemin parcouru par une formation marquée par des chefs tels que Vaclav Talich, Karel Ancerl et, depuis 1968, Vaclav Neumann, qui dirigera le premier des deux concerts.

### SÉLECTION ARTS 24 Coupés - collés surréalistes



Un morceau de papier journal, du tissu, et encore un fragment de verre. De la colle, quelques couleurs. Les surréalistes ont utilisé le collage pour marier les matières ou rabocher les idées. Avec ce *Hugnet*, la galerie Zabrickie expose quelques-uns de ces EMT - traduire : exercices manuels et techniques - signés Ernst, Cornell ou encore Penrose.

DE DIRE OUI



## CINÉMA

« HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES », NOUVEAU FILM DE PUPPI AVATI

## Les couleurs de la mémoire



Pupi Avati, injustement méconnu en France malgré plusieurs grands films – *Une saison italienne*, *Regalo di Natale*, – a voulu son dernier film en noir et blanc. Mais ses producteurs ont exigé qu'il le tourne en couleurs. Il sort donc en France dans ses deux versions.

Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée, disait Alfred. Et s'il avait tort ? Si son proverbe se révélait caduc, si une porte pouvait être à la fois ouverte et fermée ? Contradiction réjouissante : *Histoire de garçons et de filles*, le dernier film de Pupi Avati, auteur italien iniquement méconnu ici, sort en France en couleurs, et en noir et blanc dans une salle du Quartier latin.

A l'automne dernier, c'est dans cette version qu'il était présenté hors compétition au Festival de Venise, où il recevait un accueil chaleureux. On saluait le charme, l'authenticité, la justesse troublante de ce tableau familial, on glosait surtout sur l'opportunité, la rareté, la beauté de son noir et blanc.

Pupi Avati l'a voulu ainsi. Il raconte une histoire qui lui est proche : le repas de fiançailles campagnardes qu'il décrit est celui de ses parents, les années qu'il évoque sont celles du fascisme, années « noires » s'il en fut... Sa mémoire, décidément, refuse de rêver

cette période en couleurs. Et affermit sa volonté de créateur.

Mais la RAI, coproductrice d'*Histoire de garçons et de filles* voit les choses tout autrement. Argumente que les télévisions étrangères, lorsqu'elles achèteront le film, préféreront une version « plus moderne ». Exige donc de Pupi Avati qu'il tourne avec une pellicule couleur. Celui-ci s'exécute mais ne verra jamais – même aux rushes – un seul brin d'herbe vert. Le tirage, sur des machines modifiées afin de supprimer les conséquences de cette « trahison » technique, se fait uniquement en noir et blanc. Tout le monde est content.

Jusqu'à ces dernières semaines où l'on prépare la sortie française. Le laboratoire chargé de la duplication des copies s'étonne. La qualité tant vantée du noir et blanc laisse soudain à désirer, s'étouffe dans des gris cotonneux. C'est que nos machines n'ont pas été « prévenues » ni arrangées pour la tâche qu'on leur demande. On a alors l'idée, à titre d'essai, de contrôler presque, de développer un inter négatif couleur du film. Pour les premiers spectateurs de ce « réveil », c'est un enchantement. On alerte Pupi Avati, on l'avertit avec ménagements : « *Votre film est encore plus beau en couleurs.* » Il est atterré. Refuse de le visionner. Et accepte qu'il sorte ainsi à la condition qu'il « au moins les étudiants puissent voir quel film il a voulu faire, dans l'intimité de son cœur ». Cette

histoire ressemble à une fable douce-amère, qui finit bien, ou presque. Elle ressemble à Pupi Avati, homme de timidité et d'audace, caché derrière sa barbe comme derrière un masque. Vingt films en vingt ans, scénariste (anonyme) du film-testament de Pier Paolo Pasolini *Salò ou les 120 journées de Sodome*, amoureux des poètes « parce qu'ils écrivent pour survivre, sachant que très peu de gens les liront, que peut-être personne ne les publiera », et furieux admirateur de l'Ancien Régime, ou plus précisément de l'étiquette à la cour de Louis XIV. C'est là qu'il aurait aimé vivre, qu'il aurait aimé être page. Du rituel de l'étiquette, il aime tout : « l'absurdité, la folie, la beauté gratuite ».

La première vocation de Pupi Avati est la musique : « J'ai étudié la clarinette, dit-il. Je voulais être musicien, mais je n'en avais pas le talent. C'est la chose la plus douloureuse qui puisse arriver à un homme. Moi, j'ai eu beaucoup de chance, puisque j'ai pu trouver un autre instrument pour m'exprimer : le cinéma. Mais j'éprouve une grande compassion pour les gens qui continuent toute leur vie, obstinément, à croire qu'ils parviendront à exercer convenablement un art, par la seule force de leur volonté. Toutes proportions gardées (rires), mon cas est celui de Salieri face à Mozart ».

## PAS UNE NOTE DE MOZART MAIS TOUT MOZART

« Quand j'ai renoncé à être clarinetiste, je suis devenu représentant d'une société de poisson surgelé. J'étais très triste. Un jour, je suis allé voir Huit et demi et ma vie en a été changée. Mais pour cette allégeance profonde à Fellini, j'ai dû payer le prix. Longtemps, on a parlé de moi comme du « jeune cinéaste fellinien » d'origine bolognaise. Pupi Avati ». Nous venons de la même terre, son œuvre est devenue la lymphe de la même. Ça a été difficile de me libérer, de fonctionner de manière tout à fait autonome. Quand j'ai eu le courage de commencer à raconter ma propre histoire, ce qui m'était arrivé, avant-hier, hier, à moi, à ma mère, le monde est devenu plus vivable, plus praticable. J'ai pu songer à une sorte de réconciliation avec moi-même ».

Pupi Avati ne peut être taxé de complaisance envers son œuvre : « Quand je revois mes films d'aujourd'hui, dit-il, j'éprouve une sorte d'embarras. Comme lorsqu'on regarde une de ses photos de jeunesse, attendrissante certes, mais un peu ridicule, démodée. J'ai commencé dans le cinéma en fréquentant les genres (fantastique, comédie musicale) comme à l'école de calligraphie on vous apprend à changer d'écriture ».

Certains de ses exercices de style, qu'il en pense, sont des merveilles d'aisance, d'élégance, de grâce à la fois sensuelle et mystique. On a pu en juger au dernier Festival du film italien d'Annecy où la quasi-totalité de ses films étaient projetés. Certains titres sont magiques : *la Maison des fenêtres qui rient*, *Tous dévants* sauf les morts... et il y a quelques chefs-d'œuvre.

Ainsi, les *Étoiles dans le fossé* (1979). Au dix-huitième siècle, dans un paysage aquatique de delta, de douceur, un vieux paysan (Carlo delle Piane, l'acteur fétiche d'Avati, nez tordu et présence aigüe) vit seul avec ses grands fils, élevés comme des herbes sauvages. Le fantastique rôde à la porte de leur solide demeure, l'un des garçons parle à un saint, un autre converse avec les fantômes. Un matin de brume et d'espérance vague, un chariot s'embourbe dans le voisinage. Un essieu casse. Et une voyageuse survient

(Roberta Paladini, que l'on retrouve dans *Histoire de garçons et de filles*), belle comme le diable.

Bien sûr, tous les hommes de la maison tombent amoureux de cette Olympia si faussement luxurieuse, si généreusement universelle, à la fois sœur, mère, amie et putain. Si universellement généreuse qu'elle épouse le père et ses fils, tous les cinq. Après la nuit, il ne reste plus à la voyageuse qu'à s'éloigner, légère, laissant ses époux endormis dans un sommeil éternel et paisible. Car Olympia, c'était la mort : image d'une transparence ineffable, message à la fois religieux et dionysiaque, tout est beau dans ce film.

Comme tout est beau dans *Nous trois* (1984). Encore le dix-huitième siècle, mais à Bologne cette fois. Autour de l'authentique séjour que Mozart fit dans cette ville en 1770. Un Mozart adolescent (interprété par un jeune pianiste d'origine danoise, Christopher Davidson), hôte du vieux comte Pallavicini, et qui, durant une trop courte saison d'insouciance, va tenter d'oublier qu'il est un génie, qu'il est Mozart. Scènes magnifiques, notamment celle où le comte, dans sa vaisselle d'or, mange de la terre. La terre qui bientôt l'engloutira... Pas une note de Mozart dans *Nous trois*, mais tout Mozart.

Dans son bureau, au milieu de diplômes, coupes, trophées innombrables, Pupi Avati a placé l'agrandissement d'un télégramme lui annonçant que, faute de spectateurs, *Nous trois* était retiré de l'exploitation en salle. Tourné un peu avant *l'Amadeus* de Milos Forman, le film était sorti en Italie quelques semaines après. Ainsi donc, même en son pays, Avati a eu du mal à devenir prophète ?

« Beaucoup de mal », confirme-t-il. La courbe de température de son œuvre a été très fluctuante. Peu friand de sponsoring politique, chrétien de surcroît, j'ai longtemps été écarté des bienfaits qui tombaient exclusivement sur le cinéma dit « de gauche ». Aujourd'hui, ça va beaucoup mieux. On s'est rendu compte qu'il y avait du bon dans ce cinéma-là. Mais pas que du bon ».

Pupi Avati vient de partir pour les États-Unis. Pas pour réaliser un grand film hollywoodien, mais « une histoire américaine racontée par un Italien ». L'histoire de son idole, le grand cornetiste Bix Beiderbecke (mort alcoolique en 1931), à vingt-neuf ans.

« J'étais couché avec la grippe, dit Avati, j'avais seize ans. Ma mère m'a rapporté de la bibliothèque de prêt des Frères de Saint-Joseph un petit livre, le Jazz. Des biographies de musiciens. Deux ou trois pages sur Beiderbecke. J'ai été bouleversé. De là est née ma première vocation. Je me suis mis à adorer les auteurs américains, le cinéma américain, le jazz américain. Bix m'a ouvert toutes ces portes. Je veux lui payer ma dette, raconter son drame d'amour avec sa famille, allemande, prédytérisme, toute tournée vers la musique classique. Le jazz, comme une transgression. Le désir éperdu de Bix de ne pas trahir les siens, de leur plaire tout de même. Son échec. Sa musique, qui devrait mieux lui survivre ».

Pour Bix, Pupi Avati a trouvé un coproducteur inattendu en la personne du gouverneur de l'Iowa, l'État où est né Beiderbecke. Comme Buffalo Bill. « Ce sera, dit Pupi Avati, mon premier film ».

DANIELE HEYMANN



pourquoi filmer en noir et blanc ? La couleur est devenue l'ennemi du réalisme cinématographique ? Par nostalgie, par référence au film fantastique des origines ? Mais aussi parce que le noir et blanc, dans le fantastique, colle mieux à la tête des cinéphiles, à la couleur même du cinéma.

UNE des plus récentes exhibitions de révolte contre la couleur a été présentée, cette fois, par la crise des médias : les journaux dans les années 70. La couleur, pourtant, n'est pas un ennemi du réalisme. Les journaux, en l'occurrence, l'ont été, rendant ainsi à une douzaine d'années la palette du noir et blanc, qui utilise des techniques d'exposition bien différentes de celles de la couleur.

Les premiers journaux, à vrai dire, furent les journaux amateurs, confrontés tout à coup à la couleur, à la fois à la couleur au cinéma, et à la couleur dans les journaux. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art.

Mais le plus étonnant, dans cette histoire, est que la couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art.

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

« L'ennemi du réalisme », dit-il, « est la couleur. La couleur, en effet, a été l'ennemi du réalisme. Le cinéma, lui, avait déjà subi, à l'origine, la couleur depuis son mal de tête. La nuit de 1929, on peut considérer que l'histoire du cinéma américain utilise ce procédé et l'histoire du cinéma français utilise ce procédé. Les journaux, eux, ont été l'ennemi du réalisme. L'association d'images et de couleurs, en effet, est un art ».

## Atout chœur

Une journée particulière de l'année 1936 dans l'Italie fasciste. Celle du repas de fiançailles de Silvia (Lucrezia Lante della Rovere), fille de paysans et d'Angelo (Davide Becchini), fils de bourgeois, sous la caméra affective et méticuleuse de Pupi Avati. Deux mondes qui n'ont rien en commun, se rencontrent et s'obligent presque timidement à se comprendre.

Les Apennins, la montagne, une ferme coquette et le rituel du festin qui s'organise. Sans traîner, on se connaît avec les uns, les autres. La mère, impériale, belle, roulant ses torselets sans quitter son lit, les enfants éternels qui affirment entendre les anges, et le curé gourmand qui fait semblant d'y croire. Les jeunes, les vieux, les impuissants, les vicieux, qui vont se dévoiler, se révéler au cours du long banquet, autour de l'immense table, ou de la nuit suivante, pleine de portes entrouvertes, de frôlements, d'étreintes esquissées, de baisers volés. En tout, vingt-cinq personnages qu'on va suivre sans jamais les perdre, prouesse tout en souplesse, en sympathie, accomplie par Avati.

Il y a dans cette roborative symphonie mieux que la description attentive de ripailles anachroniques, tant de justesse, de vitalité, tant de lucide mélancolie. Les gens que nous voyons vivre là, se regarder, se fabriquer un passé, aussi éloignés soient-ils de nous dans l'espace et le temps, nous deviennent proches, familiers.



Davide Becchini et Lucrezia Lante della Rovere

semblent soudain appartenir à notre famille comme ils appartiennent réellement à celle d'Avati.

A la fin, débarque celui qu'on n'attendait pas, accompagné d'une très jeune femme, sa maîtresse. Qu'a-t-il à craindre, le vieil homme las ? Surtout pas le scandale. Il est malade, il va mourir, il est venu le leur dire. Représentant en lunettes, il n'a plus besoin de rien. Alors, il se dépouille de son bagage de vivant : sa valeur d'échange... Scène délicate et poignante, à l'image de ce film choral, souvent drôle, mais sachant aussi déborder les secrets enfouis, les souvenirs meurtris, les suaves nostalgies, sans tricherie ni mièvrerie.

Nous avons vu *Histoire de garçons et de filles* une première fois au Festival de Venise, en noir et blanc. Séduits par la vigueur du parti pris, par la valeur documentaire ajoutée. Nous avons revu *Histoire de garçons et de filles* en couleurs. C'est comme si on avait poussé des personnes opaques sur un matin d'été. Les numéros devenaient follement appréciables. La sensualité, comme tenue en laisse, explose. Conclusion, le mieux est de voir le film dans ses deux versions. En noir et blanc pour la rigueur. Et en couleurs, pour le bonheur.

D.H.

صلى الله عليه وسلم



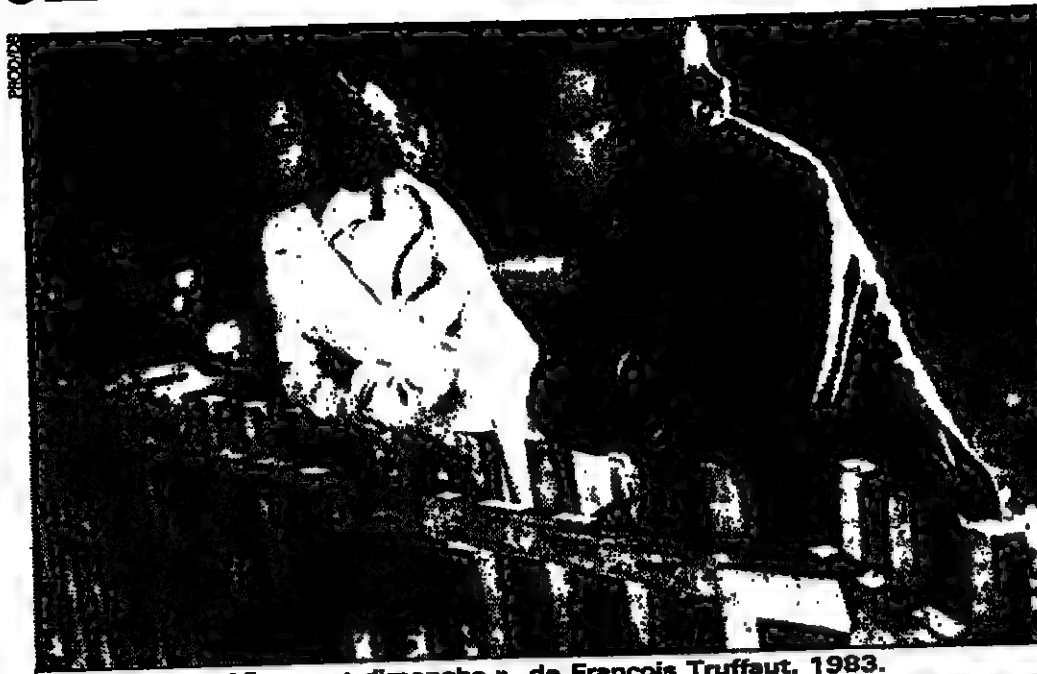
# CINÉMA

DES FRÈRES LUMIÈRE A LEOS CARAX

## Gloire au noir et blanc



« Les Tueurs », de Siodmak, 1946.



« Vivement dimanche », de François Truffaut, 1983.



« Boy meets girl », de Leos Carax, 1983.

**Pourquoi filmer en noir et blanc dès lors que la couleur est devenue l'âme du réalisme cinématographique ? Par nostalgie, par référence au film noir, au film fantastique des origines... Mais aussi parce que le noir et blanc reste, dans le fantasme collectif comme dans la tête des cinéastes, la couleur même du cinéma.**

UNE des petites révolutions esthétiques du vingtième siècle a sans doute été parachevée, sûrement, par la crise des matières premières dans les années 70. Le renchérissement considérable des métaux précieux, en l'occurrence de l'argent, rendit il y a une douzaine d'années la pellicule noir et blanc, qui utilise des nitrates d'argent, aussi chère que la pellicule couleur.

Les premiers affectés, à vrai dire, furent les photographes amateurs, confrontés tout à coup à la quasi-impossibilité de faire tirer à bon marché leurs photos de famille en noir et blanc, et depuis condamnés à la couleur à la chaîne. Le cinéma, lui, avait déjà adopté majoritairement la couleur depuis pas mal de temps (à partir de 1955, on peut considérer que tous les films américains utilisent ce procédé) et la crise économique dont nous parlions n'a sans doute fait que verrouiller définitivement, dans l'imaginaire du public des films, l'association automatique, allant de soi, entre film et couleur.

Mais le plus étonnant, dans cette histoire du noir et blanc et de « la » couleur au cinéma, c'est bien le renversement absolu et rapide – deux décennies y ont suffi – des valeurs qui leur étaient associées. Les premiers spectateurs du cinématographe avaient déjà mille raisons de trouver que le film en noir et blanc, la « vue » Lumière, par exemple, était parfaitement réaliste : il ressemblait à la photographie, que le « Kodak » popularisait exactement à la même date, et

en plus il bougeait. Résultat : dans les comptes rendus de presse des séances historiques du Grand Café, on nous parle de scènes « avec les couleurs de la vie » – personne pour se plaindre de n'avoir vu qu'une grisaille, quand la grande affaire des photographes, déjà, et bientôt de Lumière lui-même, était la recherche effrénée de la couleur.

Le noir et blanc est resté longtemps l'âme du réalisme cinématographique, malgré toutes sortes de tentatives pour le dénaturer quelque peu : comme dans certains styles du fantastique (celui de l'Allemagne des années 20 : *le Golem* ou *Nosferatu*) ou comme dans le « film noir » (le film de gangsters américain de l'après-guerre, dont le prototype pourrait être *les Tueurs*, de Siodmak, en 1946).

Où il se vérifie donc, une fois de plus, que les réalistes sont des esthétiques bien fragiles. Pas un cinéaste aujourd'hui – parmi ceux qui prônent et pratiquent le naturalisme, de Rohmer à ses jeunes héritiers comme Jacques Duvall – n'imaginerait une seconde de tourner en noir et blanc. Alors évidemment, pour le critique la question n'est plus de savoir quel sens a le choix de la couleur (un choix plié, le plus souvent, au style dominant chez les chefs opérateurs), mais quel est celui du choix opposé, minoritaire, celui du noir et blanc.

Durant toute une période intermédiaire, et encore jusqu'à la crise du métal argenté, on pouvait penser que ce choix était celui de la pauvreté, qu'il y avait un non-choix. *Genèse d'un repas*, de Luc Moullet, ou les films de Philippe Garrel, sont des films voutés pauvres, pour des raisons à la fois économiques et idéologiques (pardon pour ce terme obscène). Mais déjà le nom de Garrel indique que, justement, la pauvreté est moins une affaire de budget qu'un état d'esprit : tourner en noir et blanc, c'est être pauvre en esprit, c'est vouloir le royaume des cieux (artistiques et éthiques). Le noir et blanc, maintenant, coûte cher et la sainteté n'est pas de mode. Aussi bien les raisons de le préférer ont-elles changé : on peut en voir deux

(qui, au fond, n'en font qu'une) : le désir de se distinguer, la nostalgie du cinéma classique. La « distinction » censément procurée par l'emploi du noir et blanc est minimale, elle différencie essentiellement du tout-venant télévisuel. Mais ce faisant, elle peut tout de même suffire à signaler une intention artistique. Voir *Raging Bull*, de Scorsese, voir *Elephant Man*, de David Lynch, voir *Noir et Blanc*, de Claire Devers.

Mais le désir plus ou moins nostalgique de retrouver certaines des valeurs visuelles, plastiques, stylistiques de ce continent perdu qu'est le grand cinéma classique, est sensible aussi dans ces films. Il est aussi, et plus nettement peut-être, dans *le Secret de Veronika Voss*, de Fassbinder, dans *Welcome in Vienna*, d'Axel Corti, dans *A Strange Love Affair* (De Kuyper et Verstraten). Bref, le noir et blanc est devenu une sorte de signe de reconnaissance vaguement élitiste, une carte d'entrée un peu passe-partout dans le club des amateurs du cinéma classique. Il est devenu la « couleur des vieux films » (c'est encore ainsi que l'utilise Truffaut dans *Vivement dimanche*, alors qu'il sait qu'il va mourir).

Est devenu ? Disons : était devenu. Car tout, très vite, change, a déjà changé. Se distinguer du télévisuel est difficile quand celui-ci, dans des genres entiers (le clip en particulier), récupère et fait circuler, aussi vite et parfois plus vite qu'ils ne sont produits, tous les effets cinématographiques, noir et blanc inclus. De ce point de vue, les films d'un Leos Carax sont déjà des films de troisième génération, se référant, via le clip, au noir et blanc des films qui, eux-mêmes, se référaient aux policiers hollywoodiens (et qu'on voit bien que cela n'est pas dit péjorativement : ces films ont un style, certes retors, ils participent d'une esthétique).

Il n'y a pas d'absolu du noir et blanc au cinéma. Les cinéastes se réfèrent toujours à d'autres usages, réels ou virtuels, du noir et blanc de cinéma et pas, par exemple, à la peinture (bien sûr, à peine écrite, cette phrase fait lever en masse les contre-exemples,

mais presque tous sont le fait de peintres venus au cinéma pour qui le noir et blanc est avant tout un monochrome. Et ce monochrome peut aussi bien être bleu, tel celui d'un film comme *EX*, de Jacques Monory).

Plus fondamentalement encore – et c'est peut-être la clef de tout le reste – le noir et blanc en appelle au cinéma lui-même, à la machine cinéma, au dispositif cinéma. Il est et reste, fantasmatiquement, la couleur de ce matériau brut du film qu'est la pellicule : d'ailleurs, si le fondu au blanc remplace parfois le fondu au noir, il n'y a quasiment jamais de fondu au rouge ni au bleu. C'est donc que le noir et blanc est aussi la couleur de l'énonciation cinématographique, la couleur du film lui-même lorsqu'il parle de son « être de film ». Tandis que les couleurs ne peuvent jamais être, en dernière instance, que les couleurs de la nature, les couleurs du monde ou celles de la vie, comme on veut. Un film comme *Elle a passé tant d'heures sous les sunlights*, de Garrel, joue poétiquement de cette mise à nu du matériau photographique – en l'occurrence une pellicule périmée, parfois voilée – dans un geste très conceptuel, que toute couleur ridiculiserait.

Aussi bien, noir et blanc ne sont-ils pas, au cinéma, deux couleurs mais une : celle du tissu filmique, comme ailleurs ils sont la couleur du tissu onirique, sur lequel on peut en couleur broder tout ce qu'on veut. Un film qui n'est pas en couleur est, si on le regarde froidement, un film en gris. Ce n'est pas un hasard si on ne l'appelle pas ainsi, mais en un seul mot, aussi insécable que Laurel et Hardy : noir et blanc.

JACQUES AUMONT  
(Professeur d'esthétique à l'université Sorbonne nouvelle.)

ACTUELLEMENT

14 JUILLET ODEON

MK2 DECOUVERTES

MONA ET MOI

UN FILM DE Patrick GRANDPERRET

GRAND PRIX DE BELFORT 89

PRIX JEAN VIGO 90

Avec la Fondation Gan pour le Cinéma















# MUSIQUES

## DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

**Mozart**  
Symphonies concertantes  
KV 364 et KV 257 bis  
transcription pour deux pianos  
de Jacques Drillon  
Jean-François Halasz,  
Georges Fladermacher  
(pianos).

Ces deux lectures du monde de la musique et du monde de l'art pour des articles qui laissent rarement indifférent, Jacques Drillon est aussi musicien. Et cette fois-ci, il va s'exposer au jugement des autres, de ses confrères comme des pianistes. Il a transcrit pour deux pianos deux symphonies concertantes de Mozart. De l'avis de Georges Fladermacher, ces transcriptions sont remarquables. Il se trompe rarement.

Le 21. Salle Gaveau.  
17 heures. Tél. : 49-53-05-07. Émission libre.

**Griffes**  
Sonata Sketches  
pour piano

**McDowell**  
Sonata pour piano n° 1 et n° 2

**Hanson**  
Quatuor à cordes

**Porter**  
Huitième Quatuor à cordes  
Quatuor Ophéon,  
Noël Lee (piano).

Que savons nous de la musique américaine de la fin du siècle ? Rien ou à peu près. Si celle de Ives, de Ruggles (mort en 1971), a composé la majeure partie de sa musique avant 1940, commence tout juste à être connue de ce côté-ci de l'Atlantique, si le Concerto pour piano et orchestre de MacDowell est parfois joué, si son nom est souvent cité comme celui du premier grand compositeur américain (on devrait peut-être donner sa *Suite indienne*), qui a pu entendre au concert les œuvres de Griffes, Porter, Hanson ? De ce dernier, on sait juste qu'il a été un chef d'orchestre célèbre outre-Atlantique. Américain fixé à Paris, pianiste, compositeur lui-même, Noël Lee était le musicien qui pouvait avoir l'idée d'exhumer cette musique. Le concert le plus intéressant de la semaine.

Le 23. Théâtre Grévin.  
20 h 30. Tél. : 42-46-84-47.  
De 75 F à 140 F.

## SÉLECTION PARIS

**Mercredi 18 avril**

**Boch**  
Suite pour orchestre n° 2

**Haendel**  
Concerto grosso op. 3 n° 2

**Haydn**  
Sonata pour piano n° 11

**Smetana**  
Aurore sur les champs

**Rimski-Korsakov**  
Antar, suite symphonique

**Moussorgski**  
Tableaux d'une exposition

**Aurora sur les champs**  
Orchestre national de France,  
Eugène Svetlanov (direction).

**Boch**  
Haendel : un répertoire dans lequel Christopher Hogwood est plus convaincant que dans les symphonies de Mozart ou de Beethoven qu'il dirige au disque avec une raideur, un manque d'imagination, une musicalité consistant en des instruments d'époque, les effectifs, les tempos ne sont pas tout.

Cela pour dire que les suites de Boch ou de ses concertos grossos de Haendel ont moins besoin d'être dirigés que les œuvres symphoniques qui les ont suivies.

Château, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 195 F.

**Jeudi 19**

**Xenakis**  
Jazz

**HP Platz**  
Place noble

**Tabachnik**  
Concerto pour piano

**Plus connu**  
comme chef d'orchestre que comme compositeur, le Suisse Michel Tabachnik était des débuts de l'Ensemble InterContemporain, au côté de Pierre Boulez, dont il fut l'élève. Il revient diriger cet orchestre dans un programme d'œuvres rarement données de Xenakis, Platz, et Tabachnik. Soliste : Pierre-Laurant Aïmard.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 60 F à 75 F.

**Vendredi 20**

**Frank**  
Intégrale de l'œuvre d'orgue, 1<sup>re</sup> partie

**Jean Boyer**  
Bernard Foccroule (orgues).

Intégrale, l'œuvre pour orgue de César Franck se partage entre des pièces à l'inspiration noble et à l'écriture sévère (les *Trois Chorals*) et des « sorties de messe » au charme bien bon mais à l'air toujours grandiose. Qui mieux que Jean Boyer, cet organiste, savant qui joue aussi bien Brahms que Couperin, et Bernard Foccroule, interprète d'élection de Jean-Sébastien Bach dont il réalise actuellement une intégrale qui fera date pour Ricercar (distribution Adès).

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Samedi 21**

**Webster**  
Six Pièces pour orchestre op. 6

**Schumann**  
Concerto pour violoncelle et orchestre

**Stravinsky**  
Pavane

**Orchestre philharmonique de Radio-France**  
Elina Isola (direction).

Mario-Claire Alain et Jacques Taddai peuvent mener à bien cette entreprise ?

Basilius Sainte-Croix, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40.

Le 21 h 20 h 30 Mario-Claire Alain, Jacques Taddai, Franck (intégrale, seconde partie).

**Smetana**  
Aurore sur les champs

**Rimski-Korsakov**  
Antar, suite symphonique

**Moussorgski**  
Tableaux d'une exposition

**Aurora sur les champs**  
Orchestre national de France,  
Eugène Svetlanov (direction).

**Boch**  
Haendel : un répertoire dans lequel Christopher Hogwood est plus convaincant que dans les symphonies de Mozart ou de Beethoven qu'il dirige au disque avec une raideur, un manque d'imagination, une musicalité consistant en des instruments d'époque, les effectifs, les tempos ne sont pas tout.

Cela pour dire que les suites de Boch ou de ses concertos grossos de Haendel ont moins besoin d'être dirigés que les œuvres symphoniques qui les ont suivies.

Château, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 195 F.

**Jeudi 19**

**Xenakis**  
Jazz

**HP Platz**  
Place noble

**Tabachnik**  
Concerto pour piano

**Plus connu**  
comme chef d'orchestre que comme compositeur, le Suisse Michel Tabachnik était des débuts de l'Ensemble InterContemporain, au côté de Pierre Boulez, dont il fut l'élève. Il revient diriger cet orchestre dans un programme d'œuvres rarement données de Xenakis, Platz, et Tabachnik. Soliste : Pierre-Laurant Aïmard.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 60 F à 75 F.

**Vendredi 20**

**Frank**  
Intégrale de l'œuvre d'orgue, 1<sup>re</sup> partie

**Jean Boyer**  
Bernard Foccroule (orgues).

Intégrale, l'œuvre pour orgue de César Franck se partage entre des pièces à l'inspiration noble et à l'écriture sévère (les *Trois Chorals*) et des « sorties de messe » au charme bien bon mais à l'air toujours grandiose. Qui mieux que Jean Boyer, cet organiste, savant qui joue aussi bien Brahms que Couperin, et Bernard Foccroule, interprète d'élection de Jean-Sébastien Bach dont il réalise actuellement une intégrale qui fera date pour Ricercar (distribution Adès).

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Samedi 21**

**Webster**  
Six Pièces pour orchestre op. 6

**Schumann**  
Concerto pour violoncelle et orchestre

**Stravinsky**  
Pavane

**Orchestre philharmonique de Radio-France**  
Elina Isola (direction).

Un beau et curieux programme qui associe le Concerto pour violoncelle de Schumann, une œuvre américaine (on devrait peut-être donner sa *Suite indienne*), qui a pu entendre au concert les œuvres de Griffes, Porter, Hanson ? De ce dernier, on sait juste qu'il a été un chef d'orchestre célèbre outre-Atlantique. Américain fixé à Paris, pianiste, compositeur lui-même, Noël Lee était le musicien qui pouvait avoir l'idée d'exhumer cette musique. Le concert le plus intéressant de la semaine.

Le 23. Théâtre Grévin.  
20 h 30. Tél. : 42-46-84-47.  
De 75 F à 140 F.

elle suffisamment bonne pour être programmée régulièrement ou l'Ensemble orchestral ne la joue-t-elle que pour célébrer cet anniversaire ?

A noter l'interprétation par Tatiana Nikolaeva du *Vingt-Deuxième Concerto pour piano* de Mozart. Elle risque d'être étonnée par la justesse et l'homogénéité toute relative des cordes de l'EO et la fragilité souvent détonnante du pupitre de cors.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 170 F.

**Smetana**  
La Fiancée vendue, ouverture

**Martini**  
Symphonie n° 1

**Dvorak**  
Symphonie n° 9

**Orchestre philharmonique tchèque**  
Jel Brabčević (direction).

L'acoustique de l'Opéra Bastille n'est ni mauvaise, ni excellente. Elle est précise, assez froide et brillante en raison d'un rapport son direct/son réfléchi trop en faveur du premier (il est assez curieux de noter que l'acoustique reste à peu près semblable quelque soit le placement de l'orchestre - dans la fosse ou sur le plateau - preuve qu'elle a été bien étudiée). Contacté comme expert, Pierre Boulez avait préconisé une configuration du type de celle de Bayreuth, c'est-à-dire une fosse plongeant profondément sous la scène. Or, pour les *Trois Chorals*, l'orchestre a été disposé comme à l'ordinaire ; à plat. Quelques mois de rodages devraient améliorer les choses.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Lundi 23**

**Stockhausen**  
Sonata pour piano

**Plus connu**  
comme chef d'orchestre que comme compositeur, le Suisse Michel Tabachnik était des débuts de l'Ensemble InterContemporain, au côté de Pierre Boulez, dont il fut l'élève. Il revient diriger cet orchestre dans un programme d'œuvres rarement données de Xenakis, Platz, et Tabachnik. Soliste : Pierre-Laurant Aïmard.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 60 F à 75 F.

**Vendredi 20**

**Frank**  
Intégrale de l'œuvre d'orgue, 1<sup>re</sup> partie

**Jean Boyer**  
Bernard Foccroule (orgues).

Intégrale, l'œuvre pour orgue de César Franck se partage entre des pièces à l'inspiration noble et à l'écriture sévère (les *Trois Chorals*) et des « sorties de messe » au charme bien bon mais à l'air toujours grandiose. Qui mieux que Jean Boyer, cet organiste, savant qui joue aussi bien Brahms que Couperin, et Bernard Foccroule, interprète d'élection de Jean-Sébastien Bach dont il réalise actuellement une intégrale qui fera date pour Ricercar (distribution Adès).

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Samedi 21**

**Webster**  
Six Pièces pour orchestre op. 6

**Schumann**  
Concerto pour violoncelle et orchestre

**Stravinsky**  
Pavane

**Orchestre philharmonique de Radio-France**  
Elina Isola (direction).

elle suffisamment bonne pour être programmée régulièrement ou l'Ensemble orchestral ne la joue-t-elle que pour célébrer cet anniversaire ?

A noter l'interprétation par Tatiana Nikolaeva du *Vingt-Deuxième Concerto pour piano* de Mozart. Elle risque d'être étonnée par la justesse et l'homogénéité toute relative des cordes de l'EO et la fragilité souvent détonnante du pupitre de cors.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 170 F.

**Smetana**  
La Fiancée vendue, ouverture

**Martini**  
Symphonie n° 1

**Dvorak**  
Symphonie n° 9

**Orchestre philharmonique tchèque**  
Jel Brabčević (direction).

L'acoustique de l'Opéra Bastille n'est ni mauvaise, ni excellente. Elle est précise, assez froide et brillante en raison d'un rapport son direct/son réfléchi trop en faveur du premier (il est assez curieux de noter que l'acoustique reste à peu près semblable quelque soit le placement de l'orchestre - dans la fosse ou sur le plateau - preuve qu'elle a été bien étudiée). Contacté comme expert, Pierre Boulez avait préconisé une configuration du type de celle de Bayreuth, c'est-à-dire une fosse plongeant profondément sous la scène. Or, pour les *Trois Chorals*, l'orchestre a été disposé comme à l'ordinaire ; à plat. Quelques mois de rodages devraient améliorer les choses.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Lundi 23**

**Stockhausen**  
Sonata pour piano

**Plus connu**  
comme chef d'orchestre que comme compositeur, le Suisse Michel Tabachnik était des débuts de l'Ensemble InterContemporain, au côté de Pierre Boulez, dont il fut l'élève. Il revient diriger cet orchestre dans un programme d'œuvres rarement données de Xenakis, Platz, et Tabachnik. Soliste : Pierre-Laurant Aïmard.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 60 F à 75 F.

**Vendredi 20**

**Frank**  
Intégrale de l'œuvre d'orgue, 1<sup>re</sup> partie

**Jean Boyer**  
Bernard Foccroule (orgues).

Intégrale, l'œuvre pour orgue de César Franck se partage entre des pièces à l'inspiration noble et à l'écriture sévère (les *Trois Chorals*) et des « sorties de messe » au charme bien bon mais à l'air toujours grandiose. Qui mieux que Jean Boyer, cet organiste, savant qui joue aussi bien Brahms que Couperin, et Bernard Foccroule, interprète d'élection de Jean-Sébastien Bach dont il réalise actuellement une intégrale qui fera date pour Ricercar (distribution Adès).

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Samedi 21**

**Webster**  
Six Pièces pour orchestre op. 6

**Schumann**  
Concerto pour violoncelle et orchestre

**Stravinsky**  
Pavane

**Orchestre philharmonique de Radio-France**  
Elina Isola (direction).

L'acoustique de l'Opéra Bastille n'est ni mauvaise, ni excellente. Elle est précise, assez froide et brillante en raison d'un rapport son direct/son réfléchi trop en faveur du premier (il est assez curieux de noter que l'acoustique reste à peu près semblable quelque soit le placement de l'orchestre - dans la fosse ou sur le plateau - preuve qu'elle a été bien étudiée). Contacté comme expert, Pierre Boulez avait préconisé une configuration du type de celle de Bayreuth, c'est-à-dire une fosse plongeant profondément sous la scène. Or, pour les *Trois Chorals*, l'orchestre a été disposé comme à l'ordinaire ; à plat. Quelques mois de rodages devraient améliorer les choses.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Lundi 23**

**Stockhausen**  
Sonata pour piano

**Plus connu**  
comme chef d'orchestre que comme compositeur, le Suisse Michel Tabachnik était des débuts de l'Ensemble InterContemporain, au côté de Pierre Boulez, dont il fut l'élève. Il revient diriger cet orchestre dans un programme d'œuvres rarement données de Xenakis, Platz, et Tabachnik. Soliste : Pierre-Laurant Aïmard.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 60 F à 75 F.

**Vendredi 20**

**Frank**  
Intégrale de l'œuvre d'orgue, 1<sup>re</sup> partie

**Jean Boyer**  
Bernard Foccroule (orgues).

Intégrale, l'œuvre pour orgue de César Franck se partage entre des pièces à l'inspiration noble et à l'écriture sévère (les *Trois Chorals*) et des « sorties de messe » au charme bien bon mais à l'air toujours grandiose. Qui mieux que Jean Boyer, cet organiste, savant qui joue aussi bien Brahms que Couperin, et Bernard Foccroule, interprète d'élection de Jean-Sébastien Bach dont il réalise actuellement une intégrale qui fera date pour Ricercar (distribution Adès).

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Samedi 21**

**Webster**  
Six Pièces pour orchestre op. 6

**Schumann**  
Concerto pour violoncelle et orchestre

**Stravinsky**  
Pavane

**Orchestre philharmonique de Radio-France**  
Elina Isola (direction).

L'acoustique de l'Opéra Bastille n'est ni mauvaise, ni excellente. Elle est précise, assez froide et brillante en raison d'un rapport son direct/son réfléchi trop en faveur du premier (il est assez curieux de noter que l'acoustique reste à peu près semblable quelque soit le placement de l'orchestre - dans la fosse ou sur le plateau - preuve qu'elle a été bien étudiée). Contacté comme expert, Pierre Boulez avait préconisé une configuration du type de celle de Bayreuth, c'est-à-dire une fosse plongeant profondément sous la scène. Or, pour les *Trois Chorals*, l'orchestre a été disposé comme à l'ordinaire ; à plat. Quelques mois de rodages devraient améliorer les choses.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Lundi 23**

**Stockhausen**  
Sonata pour piano

**Plus connu**  
comme chef d'orchestre que comme compositeur, le Suisse Michel Tabachnik était des débuts de l'Ensemble InterContemporain, au côté de Pierre Boulez, dont il fut l'élève. Il revient diriger cet orchestre dans un programme d'œuvres rarement données de Xenakis, Platz, et Tabachnik. Soliste : Pierre-Laurant Aïmard.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 60 F à 75 F.

**Vendredi 20**

**Frank**  
Intégrale de l'œuvre d'orgue, 1<sup>re</sup> partie

**Jean Boyer**  
Bernard Foccroule (orgues).

Intégrale, l'œuvre pour orgue de César Franck se partage entre des pièces à l'inspiration noble et à l'écriture sévère (les *Trois Chorals*) et des « sorties de messe » au charme bien bon mais à l'air toujours grandiose. Qui mieux que Jean Boyer, cet organiste, savant qui joue aussi bien Brahms que Couperin, et Bernard Foccroule, interprète d'élection de Jean-Sébastien Bach dont il réalise actuellement une intégrale qui fera date pour Ricercar (distribution Adès).

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Samedi 21**

**Webster**  
Six Pièces pour orchestre op. 6

**Schumann**  
Concerto pour violoncelle et orchestre

**Stravinsky**  
Pavane

**Orchestre philharmonique de Radio-France**  
Elina Isola (direction).

elle suffisamment bonne pour être programmée régulièrement ou l'Ensemble orchestral ne la joue-t-elle que pour célébrer cet anniversaire ?

A noter l'interprétation par Tatiana Nikolaeva du *Vingt-Deuxième Concerto pour piano* de Mozart. Elle risque d'être étonnée par la justesse et l'homogénéité toute relative des cordes de l'EO et la fragilité souvent détonnante du pupitre de cors.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 170 F.

**Smetana**  
La Fiancée vendue, ouverture

**Martini**  
Symphonie n° 1

**Dvorak**  
Symphonie n° 9

**Orchestre philharmonique tchèque**  
Jel Brabčević (direction).

L'acoustique de l'Opéra Bastille n'est ni mauvaise, ni excellente. Elle est précise, assez froide et brillante en raison d'un rapport son direct/son réfléchi trop en faveur du premier (il est assez curieux de noter que l'acoustique reste à peu près semblable quelque soit le placement de l'orchestre - dans la fosse ou sur le plateau - preuve qu'elle a été bien étudiée). Contacté comme expert, Pierre Boulez avait préconisé une configuration du type de celle de Bayreuth, c'est-à-dire une fosse plongeant profondément sous la scène. Or, pour les *Trois Chorals*, l'orchestre a été disposé comme à l'ordinaire ; à plat. Quelques mois de rodages devraient améliorer les choses.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Lundi 23**

**Stockhausen**  
Sonata pour piano

**Plus connu**  
comme chef d'orchestre que comme compositeur, le Suisse Michel Tabachnik était des débuts de l'Ensemble InterContemporain, au côté de Pierre Boulez, dont il fut l'élève. Il revient diriger cet orchestre dans un programme d'œuvres rarement données de Xenakis, Platz, et Tabachnik. Soliste : Pierre-Laurant Aïmard.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 60 F à 75 F.

**Vendredi 20**

**Frank**  
Intégrale de l'œuvre d'orgue, 1<sup>re</sup> partie

**Jean Boyer**  
Bernard Foccroule (orgues).

Intégrale, l'œuvre pour orgue de César Franck se partage entre des pièces à l'inspiration noble et à l'écriture sévère (les *Trois Chorals*) et des « sorties de messe » au charme bien bon mais à l'air toujours grandiose. Qui mieux que Jean Boyer, cet organiste, savant qui joue aussi bien Brahms que Couperin, et Bernard Foccroule, interprète d'élection de Jean-Sébastien Bach dont il réalise actuellement une intégrale qui fera date pour Ricercar (distribution Adès).

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 190 F.

**Samedi 21**



## SELECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

## Certs-volants d'artistes

Voir notre photo légendée ci-contre.

Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaures, Paris, 19. Tél : 42-49-77-22. Tous les jours sauf lundi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 30 juin, 30 F.

## Andrea Appiani

Sait-on que ce peintre italien néo-classique devint, après l'arrivée de Bonaparte à Milan, le peintre officiel de l'empereur ? Et qu'il est l'auteur d'un grand cycle de fresques commémoratives à la gloire de Napoléon conservées au Palais royal de Milan ? Institut culturel italien à Paris, 101, rue de Valenciennes, 75. Tél : 42-22-12-78. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 13 h et de 15 h à 19 h, samedi de 10 h à 13 h. Jusqu'au 27 mai.

## Art précolombien du Mexique

L'art des civilisations maya et aztèque, mais aussi olmèque, tolèque et mixèque, présenté avec tout le décorum requis dans ce genre de grande rétrospective. Les pièces venues du Musée ethnographique de Mexico, en particulier, sont souvent splendides. Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower, Paris, 9. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 30 juillet, 33 F.

## Jean Bazaine

Un hommage en quatre-vingt-deux toiles : presque une pour chaque année de la vie de Jean Bazaine, dont l'œuvre de peintre, commencée avec la guerre, s'inscrit dans la tradition abstraite de ce qu'on a appelé « l'école de Paris », glorieuse dans les années cinquante, balayée depuis par la peinture new-yorkaise. A revoir. Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower, Paris, 9. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 mai, 25 F.

## Bianca de São Paulo, le pavillon français

Catherine Millet a été chargée de jouer l'ambassadeur de l'art français dans cette biennale. Ses choix — Alain Jacquet, Jay Chiat/Edouard Merino, Antonio Semeraro — peut nous paraître bizarre. Il a, en tout cas, du plaisir aux Brésiliens : ils ont décoré leur Grand Prix à notre pavillon.

## Centre national des Arts plastiques

11, rue Berryer, Paris, 9. Tél : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 mai, 10 F.

## Herbert Brundl, Ernst Caramelle, Franz West

Fidèle à ses principes d'explorations, l'ARC, l'été cherché

## du Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris

offre leur première grande exposition parisienne à trois jeunes contemporains. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New York, Paris, 16. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées, les jeudis à 15 h. Jusqu'au 22 mai, 15 F.

## César Domela

Si à quatre-vingt-dix ans, Domela s'est depuis longtemps libéré de la géométrie stricte des constructions du Stijl, il court toujours après les lignes ondulées et les rythmes colorés. Voir à l'Institut Neerlandais le choix de peintures et de reliefs récents qui accompagnent la présentation de son œuvre gravé. Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris, 7. Tél : 47-05-85-89. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 18 h. Jusqu'au 29 mai.

## Filmon

Pour avoir été censuré, pour n'avoir pas exposé à l'étranger avant que ne tombe le rideau de fer, pour n'avoir pas émigré, Pavel Filonov, l'un des protagonistes de l'avant-garde russe des années vingt, est resté à la porte de l'histoire de l'art moderne. Et son œuvre, dont nous découvrons à peu près au même temps que les Soviétiques, l'étrange complexité, de devoir être lue, passée au peigne fin, longuement analysée, avant de trouver sa juste place. Centre Georges Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 mai.

## Tony Garnier

un grand Lyonnais qui, dans sa bonne ville, lança les bases de l'architecture moderne en France. A ceux qui ne le sauraient pas ou l'auraient oublié, l'exposition du CCI le rappelle à travers une rétrospective complète, réunissant aussi des dessins et des esquisses inédits. D'ou émerge une image complexe de l'architecte naviguant entre le classicisme et la modernité, le rêve et la réalité, l'utopie sociale et le béton armé.

Centre Georges Pompidou, Galerie du Col, place Georges-Pompidou, Paris, 4. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 21 mai.

Dolencou

Chantre des banlieues, reporter et poète humaniste des années cinquante, Dolencou, le plus illustre photographe français vivant, révèle une partie ignorée de son immense activité : les prises de vue effectuées entre 1943 et 1945 dans les laboratoires, le jardin des plantes et le parc zoologique du Muséum d'histoire naturelle, où ces inédits sont aujourd'hui exposés. Musée d'histoire naturelle, jardin de la bibliothèque centrale, Jardin des Plantes, 57, rue Cuvier, Paris, 5. Tél : 40-79-30-00. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, dimanche de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 mai, 25 F.

Les Trésors du Musée Nipon

créé en 1972 par la ville de Chalon-sur-Saône pour honorer son illustre fils, le musée Nipon rassemble un peu à la fois un grand trésor caché, où l'on peut découvrir en quantité des clichés de pionniers comme des photographes d'aujourd'hui, les uns célèbres, les autres ignorés. L'exposition de Paris en propose deux cents. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16. Tél :

Après leur tour triomphal au Japon, cent quarante-cinq œuvres d'artistes japonais envahissent le ciel parisien. Des œuvres de Tinguely, Leon Polk Smith ou Sam Francis seront lancées sur le parvis de la Défense, les 21 et 22 avril, de 12 heures à 18 heures et feront une escale de deux mois à la Grande Halle de la Villette.

Maurice Marinot peintre et verrier

On connaissait le verrier, le meilleur en France de l'entre-deux guerres, qui modelait à chaud et en force le bloc de verre, et la métamorphose en coupes et en vases polychromes. On découvre ici le peintre qui exposa au Salon d'Automne avec les Fauves, dès 1905, avant de fuir avec le cubisme. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, Jardin des Tuileries, Paris, 1. Tél : 42-97-48-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 21 mai, 23 F, dim. : 12 F.

Nido et Post-impressionnistes belges dans les collections privées

Un hommage des deux musées de Pontoise (Tivet et

Picasso) aux artistes belges qui, regroupés autour d'Octave Maus, invitèrent plus d'une fois à Bruxelles les impressionnistes et néo-impressionnistes de Paris, avec lesquels ils étaient en sympathie. Leurs œuvres, environ quatre-vingt, proviennent de collections privées de Belgique. L'exposition ira ensuite au musée des Beaux-Arts de Charleroi. Musée Fawcett de Pontoise, 4, rue Lamoricière - 17, rue du Château, Pontoise, 95000. Tél : 30-39-02-40. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 13 mai.

Francis Picabia

Un accrochage des Picabia de Suzanne Romain, une amie de l'artiste. Les œuvres des années 1937 à 1944 sont détonnantes, comme tout ce qu'il a fait le peintre, un aventurier. Centre Georges Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris, 4. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 21 mai.

Le tableau multiple du Moyen Age ou Xxe siècle

Du Moyen-Age, qui en a fait le principe, à aujourd'hui, le Musée du Louvre propose soixante tableaux multiples. Si cette tentative pour établir un pont entre l'art ancien et l'art moderne est ratée, on peut toujours aller se consoler à la galerie Bellier, où sont aussi exposés des polyptyques, et des paravents, signés par les peintres de Pont-Aven et les Nabis. En attendant deux autres volets réunissant des œuvres abstraites et figuratives modernes, voire très contemporaines. Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1. Tél : 40-20-31-51. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 21 h 45. Visites commentées, les lundis et mercredis à 19 h 45, les vendredis à 15 h 30. Jusqu'au 23 juillet, 25 F, possibilité de billets couplés avec le ticket d'entrée au musée.

Soliman le Magnifique

Le Grand Turc est au Grand Palais. Et avec lui une partie des trésors du Palais de Topkapı : pièces d'orfèvrerie, textiles, céramiques, miniatures,

vases, réalisés en Belgique depuis le fin du siècle dernier, notamment de dadaïstes, de surréalistes et de gens de Cebra, qui se sont amusés à faire dériver les mots dans le domaine des images, et vice-versa. Centre Waldo-Brumley à Paris, Boulevard, 125-127, rue Saint-Martin, Paris, 4. Tél : 42-71-26-16. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai, 20 F.

Kees van Dongen

Ce Français d'origine hollandaise ne fut jamais tout en ordre de sainteté. Autour de 1910, on trouve ses sujets obscènes et, plus tard, qu'il était à la fois en se peignant plus qu'il ne peignait. On finit par oublier la légende, la hardiesse de la palette comme l'audace des cadrages du faux vrai l'aveugle à des. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New York, Paris, 16. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 30, mercredi de 10 h à 20 h 30. Jusqu'au 17 juin, 15 F.

Rostom Boonstra

Ce brillant représentant de la photographie hollandaise est un judicieux. Ses architectures « archaïques » respirent l'histoire, le vertigineux, l'effacement de la perspective et le renversement d'échelle. Studio 606, 6, rue Maître-Albert, Paris, 5. Tél : 43-54-59-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 12 mai.

Colleges surréalistes

La colle rapproche les réalités lointaines déglacées à coups de ciseaux. Ces bricolages incantatoires, amusants ou grinçants, sont signés Max Ernst, Georges Hugnet, Roland Penrose, Joseph Cornell et quelques autres. Galerie Zelig, 37, rue Dancourt, Paris, 4. Tél : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 2 mai.

Oyvind Fahlström

De cet excellent imagier mont suédois, à Stockholm, en 1976, la galerie Bando-Léon présente en particulier *The Little General*, une mise en scène en jeu-mise à plat, sous forme de flipper, du monde politique et de la guerre, habillée dans une palette. Une œuvre qui n'a pas qu'une seule fois à Paris, l'année de sa création, en 1967, au Musée des arts décoratifs.

Galerie Bando-Léon

34, rue des Archives, Paris, 4. Tél : 42-72-09-10. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

Hoblergon

Fiction ou mystification ? Après la période anglaise, le second album de ce génie inconnu, mystérieusement découvert, rassemble son passage du pictorialisme au modernisme. En cent deux œuvres emblématiques, un jubilaire hommage à Cézanne, Seichen, Steglitz, Zieff, Kertész et Oroncristo.

Galerie J. J. Chomette

24, rue Beauchamp, Paris, 6. Tél : 42-78-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

Daniel Spoerri

Depuis trente ans, Daniel Spoerri cultive le *Ready made* à tendance sociologique. Ni peintre, ni sculpteur, appe-lons-le plutôt collectionneur gourmand de reliefs de table, avec lesquels il s'est forgé la réputation de père inconnu de l'art.

Centre Georges Pompidou, galeries contemporaines, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 21 mai.

Michelangelo Pistoletto

Des œuvres des années soixante-dix sur le thème du miroir, pour rappeler comment l'artiste s'est joué de l'espace et du visuel. Et des œuvres nouvelles, pour montrer, cette fois à travers l'espace architectural de la siche, que ses préoccupations, au fond, n'ont pas tellement changé.

Galerie Daniel-Durand

3, rue des Filles-du-Calvaire, Paris, 3. Tél : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 12 mai.

Antoni Tapies

Autour de deux œuvres monumentales, une suite de peintures de 1989. On y retrouve les lacerations, les encroulements, les couleurs ocres et brunes et les croix chères au plus illustre des peintres catalans.

Galerie Latona

13-14, rue de Valenciennes, Paris, 9. Tél : 45-63-13-18. Tous les jours sauf

dimanche de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h, samedi de 14 h à 18 h. Jusqu'au 21 mai.

REGIONS

Arlès

Goya Une douzaine de peintures, des dessins nées peints par le Prado, des estampes d'après, ou presque, de l'univers marocain du peintre espagnol. Une rétrospective organisée en Arles, pays de Corbuse.

Espace Van-Gogh

De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, le samedi jusqu'à 21 h 30. Fermé le dimanche. Jusqu'au 5 juin.

Combrail

Genève Châlon L'abstraction, toujours des points, des lignes, des formes fermées puis ouvertes. Une œuvre rigoureuse forgée à partir des années 60, sur le modèle des premiers maîtres d'abstraction-Création.

Salle de la Marienbourg

De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 27 mai.

Dunkers

Pat Brader Ce représentant de la jeune sculpture l'élite avec les meubles, pratique l'hybridation, mêlant volontiers acier, pièces de mécanisme, plâtre et photo, non sans esprit de rigueur, non sans sophistication.

Ecole régionale des Beaux-Arts

45, rue du 14-Juillet, Paris, 12. Tél : 28-66-15-90. 1930, avenue Renoir, Paris, 12. Tél : 28-63-72-93. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le dimanche. Jusqu'au 22 mai.

Gravelines

Philippe Farber

L'exposition est consacrée aux gravures de Philippe Farber. Des petites choses, depuis 1981, de très petites choses même, allant du format timbre-poste aux dimensions d'une boîte à sardines, qui ne manquent ni de qualité, ni de charme. On peut aussi découvrir les peintures récentes de ce jeune imagier au musée de Cassanville.

Année de Gravelines

Tél : 28-23-08-13. De 14 heures à 17 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 4 juin. Musée des Beaux-Arts de Cassanville, 68-77-71-27. Jusqu'au 4 juin.

Nantes

Daniel Desreux

De ses premiers travaux iconiques dans l'esprit de Supports/Surface, à ses récents assemblages, ludiques et baroques, l'itinéraire d'un artiste français souvent trop discret qui n'a rien de merveilleux de l'art, de l'ironie et du dégoût.

Musée des Beaux-Arts

10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. Jusqu'au 6 mai.

Vendoeuvres

Photo technique

Ce troisième volet d'une rétrospective consacrée à la création photographique en Tchecoslovaquie depuis 1920 témoigne de la vitalité des auteurs contemporains, de Sudek à Tono Stano et Tom Drabos.

Galerie Robert-Delmon

Centre culturel André-Malraux, 1, place de l'Hôtel de Ville, 94500. Tél : 83-57-52-24. Jusqu'au 23 avril.

Villeneuve-d'Ascq

Fernand Léger

Des toiles, mais aussi des gouaches, des dessins, des esquisses de découpage de films. Tout l'œuvre de Fernand Léger fait l'objet de cette rétrospective très conséquente organisée par le musée de Villeneuve-d'Ascq, où les collections permanentes sont riches d'un bel ensemble d'œuvres de l'artiste.

Musée d'Art Moderne

4, allée du Musée, 59600. Tél : 40-42-48. De 10 heures à 18 heures. Fermé le dimanche. Jusqu'au 17 juin.

La sélection d'Arts

a été établie par : Geneviève Borgeaud, Sélection à Paris : Patrick Rappin.

Mond

27 Pas de plan Marshall  
27 Mort de J. M. G. Le Clezio

BILLET

Europe

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

Le 27 mai

صكبات الامم



BILLET

Images d'Europe

Avril à Himeji... Sur les bords de la mer Harima, à 50 kilomètres à l'ouest de Kobe-Tokyo, démarre ce mois-ci la fabrication des écrans plats indispensables pour la télévision haute définition (TVHD).

Avril à Paris... le gouvernement français décide de doper le programme européen de TVHD, télévision de l'an 2000 (un marché estimé à 50 milliards de dollars au bas mot) en poussant Thomson à s'associer à Philips afin d'accélérer les recherches, conduisant, notamment, à l'industrialisation des précieux circuits intégrés de la lucarne du futur.

Certes, le programme Euréka, qui organise, avec Bruxelles, les activités de ce secteur, entre en juin dans sa deuxième phase : quelque 3,5 milliards de francs vont être injectés pour soutenir l'effort des industriels du Vieux Continent, avec en tête Philips, Thomson, Bosch et Nokia. Il existe également depuis le 16 mars un Groupement européen d'intérêt économique (GIE) pour promouvoir la TVHD européenne et surtout la production de programmes utilisant la norme européenne.

Mais tous ces efforts semblent manquer de dynamisme et du punch nécessaire pour regagner le retard pris sur les Japonais. Le mois dernier, on a même vu le ministre de l'Industrie française mettre la main au porte-monnaie pour que la TVHD européenne puisse faire une démonstration lors de la grande fête du 125<sup>e</sup> anniversaire de l'Union internationale des télécommunications à Genève, le 13 mai.

Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui promet à Thomson une enveloppe supplémentaire pour financer sa recherche sur cinq ans — une procédure budgétaire inédite — à condition que la firme française coopère mieux avec son rival néerlandais (avec lequel il est vrai elle s'est allié pour conquérir le futur marché américain).

Dans cette affaire comme dans d'autres, les entreprises du Vieux Continent, tellement habituées à être concurrentes, ont du mal à considérer qu'elles doivent s'unir pour contrer l'offensive japonaise. La partie allemande, en outre, traîne les pieds en songeant d'abord à diffuser ses programmes à l'Est... Et pendant ce temps, les Japonais mettent les bouchées doubles pour faire produire le maximum de programmes compatibles avec leur norme.

Dans la grande bataille pour la télévision de l'an 2000, les mois d'avril sont plus précoces au Japon qu'en Europe.

La politique de recentrage de la CFAO

M. François Pinault vend La Ruche méridionale à Casino

La CFAO vient de céder au groupe succursaliste Casino ses intérêts dans la distribution, regroupés dans La Ruche méridionale, pour 3 milliards de francs. M. François Pinault, le nouveau patron de la CFAO, poursuit ainsi le « recentrage » annoncé il y a un mois. Il y a un peu plus d'un an, la CFAO avait acheté, fort cher, La Ruche méridionale après une bataille boursière menée contre le groupe Rallye.

Après La Chapelle-Darblay, La Ruche méridionale, M. François Pinault même rendement ses affaires. Il y a quinze jours, il vendait, avec un joli bénéfice, le vieux groupe papeterie français à des Scandinaves. Devenu président de la CFAO (Compagnie française de l'Afrique occidentale) le 16 mars dernier (le Monde daté 18-19 mars), il considérait qu'elle avait « des métiers trop nombreux » ; il se donna le « droit de quatre mois » pour décider d'éventuelles cessions. Il lui aura fallu trois ou quatre semaines. Et la rencontre de M. Antoine Guichard, associé-gerant de Casino, tout aussi déterminé à renforcer un ensemble commercial déjà fort important. Pour 3 milliards de francs, Casino acquiert 99,36 % du capital de La Ruche méridionale (LRM), mais en deux temps pour respecter les impératifs de la COB : la

CFAO était en effet propriétaire en propre de 50,73 % du capital de LRM, non cotés, vendus dès mardi, et de 48,63 % d'actions cotées, qui changeront de mains jeudi 19 avril. Casino s'est bien sûr engagé à acheter en même temps, au prix de 2 800 francs l'action, les 0,64 % qui sont dans le public.

La Ruche méridionale, affaire agencée en 1907, ses 13 hypermarchés Mammouth devenus L'Univers, ses 13 supermarchés, ses 147 magasins de proximité et ses 11 cafés étaient tombés dans l'escarcelle de la CFAO en mars 1989, après deux mois de bataille boursière. Le groupe Rallye, de Nantes, avait en effet lancé une OPA jugée inamicale par le groupe familial, les Guichard. Ceux-ci avaient appelé au secours la CFAO, qui avait payé fort cher (1,575 milliard de francs) cette victoire.

Un projet européen

Puis la CFAO, en novembre dernier, avait regroupé dans LRM toute son activité grande distribution : ses 5 hypermarchés et ses 63 supermarchés Sodim, situés dans le Sud-Est, et le groupe Camélaube (35 supermarchés, 239 magasins de proximité et 10 grandes surfaces de gros cash and carry). En tout, un chiffre d'affaires de 8,3 milliards de francs en 1989, et un bénéfice net de 40 millions de francs.

C'est tout cela qui vient grossir l'empire de Casino, qui reste basé à Saint-Etienne, mais couvre peu à peu

tout le territoire de ses 40 hypermarchés, 122 supermarchés, 2 558 petits magasins, 245 unités de restauration rapide (Quick et Free Time) et 16 restaurants Hippopotamus. Huit usines, une filiale américaine. Pour le tout, un volume d'activité de près de 54 milliards de francs en 1989, un chiffre d'affaires hors taxes de 35 milliards, un bénéfice net de 565 millions. Le rachat de La Ruche méridionale, c'est pour Casino un changement de chiffre d'affaires appréciable, un accroissement notable débouché pour les usines, et l'entrée en force dans le Sud-Ouest. Mais c'est aussi, depuis son alliance européenne avec le britannique Argill et le néerlandais Ahold (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), une amélioration de taille et de position dans un projet européen en perpétuelle évolution, et en face de partenaires très actifs.

Selon toute vraisemblance, les 18 hypermarchés L'Univers (enseignes de Guignard et de la CFAO aujourd'hui tombés sous l'égide de Casino, tôt ou tard, devenir des Géant Casino. Quant aux supermarchés, supérettes et autres magasins de proximité, tout comme dans les structures d'approvisionnement, il peut y avoir un peu de restructuration dans l'air, en raison de doubles emplois. Casino ne cesse depuis des années, dans son propre parc comme dans celui de ses acquisitions, de procéder à de telles rationalisations.

JOSÉE DOYÈRE

Prestation de services ou trafic de main d'oeuvre

La délicate circulation des travailleurs portugais

L'inspection française du travail et les entreprises portugaises de travaux publics n'ont pas fini de jouer au chat et à la souris. Et ce, en dépit de l'arrêt rendu, le 27 mars, par la Cour de justice des communautés européennes, sensé clarifier les conditions dans lesquelles des entreprises portugaises ont la possibilité de venir exécuter des missions en France en emmenant leurs salariés (le Monde du 29 mars).

Vous avez le droit de venir travailler librement en France à condition d'en payer le prix. Tel est, en substance, le message délivré par le juge suprême de la communauté européenne aux sociétés portugaises de prestation de services en BTP. Un tel droit était jusqu'à présent dénié par le gouvernement français qui, par l'intermédiaire de l'Office des migrations internationales (OMI), souhaitait conserver son droit de regard a priori,

sur tout emploi de travailleur étranger sur le sol national (1). En contrepartie, les entreprises portugaises vont devoir se plier, durant le temps de leur mission, à la législation sociale du pays d'accueil plus contraignante pour elles.

Si la sentence de la Cour de justice de Luxembourg semble à première vue très claire, la réalité qu'elle recouvre demeure, elle, beaucoup moins limpide. La frontière entre la prestation de services de BTP et la seule mise à disposition de travailleurs, examinée par la législation sur les trafics de main d'oeuvre, apparaît notamment bien ténue.

Un prestataire de service employé en sous-traitance sur un chantier de bâtiment doit, selon M. Philippe Levaux, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), arriver avec « non seulement ses hommes, mais aussi ses matériels et matériaux ». C'est là où, selon lui, le bât blesse car comment qualifier une société portugaise venant travailler en France avec ses travailleurs et utilisant, de fait, la logistique fournie par une filiale française ou par l'entre-

prise nationale qui lui a confié des travaux ? De même, un sous-traitant portugais embauchant des travailleurs dans le seul but d'effectuer une mission en France ne s'assimile-t-il pas d'abord à un bureau de recrutement ?

Pour leur défense, les entrepreneurs portugais répliquent que lorsqu'il s'agit de « tirer sur les prix », les sociétés de BTP françaises sont beaucoup moins regardantes sur les conditions d'emploi et de travail des salariés lusitaniens. Le président de la FNTP reconnaît d'ailleurs que les entreprises nationales de BTP sont « très discrètes » sur leurs éventuels recours à des sous-traitants étrangers, « partie intégrante, selon lui, de leur savoir-faire ». M. Levaux dénonce, en revanche, « les montages destinés à amener de la main d'oeuvre à un coût faussant la concurrence ».

« Le prix de revient d'une mission de BTP est trois fois moindre lorsqu'elle est confiée à un sous-traitant portugais », reconnaît M. Manuel Alvares, président du groupe SEPI, numéro deux français pour la réalisation d'espaces verts. Les travailleurs sont, en effet, rétribués au siège social

Après plusieurs mois de conflit  
Un accord entre l'Etat et la CGE se dessine sur Framatome

Le premier ministre et le ministre de l'Industrie espèrent parvenir, dans les jours qui viennent, à un accord sur le difficile dossier de la société Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires. Le pouvoir serait partagé entre l'actionnaire privé, la CGE, et l'Etat.

M. Pierre Suard, PDG de la Compagnie générale d'électricité (CGE), veut sortir de l'impasse dans laquelle il estime être vis-à-vis de Framatome, cette entreprise fabriquant des chaudières nucléaires et qui représente une pièce centrale de la filière atomique française. Propriétaire de 40 % du capital de Framatome, il se heurte à la volonté d'indépendance du PDG, M. Jean Claude Lévy, qui pense que la CGE veut, avant tout, mettre la main sur ses milliards de francs de trésorerie. L'Etat, actionnaire au travers du CEA (Commissariat à l'énergie atomique, 35 %) et de l'EDF (10 %) était partagé sur le dossier.

Partage du pouvoir

Le ministère de l'Industrie estimant que Framatome, comme toutes les entreprises, a besoin d'un véritable actionnaire, avait préparé un accord à l'automne dernier qui donnait la direction industrielle de l'entreprise à la CGE. M. Lévy s'était plaint et l'Elysée avait rejeté l'accord

comme faisant la part trop belle au groupe privé. Pour débloquer la situation, M. Suard avait annoncé il y a deux semaines, qu'il allait racheter « tant la fin avril les 12 % détenus par l'entreprise de TP Dumex (les salariés de chaudières nucléaires, les derniers 3 %), Majoritaire avec 52 %, il aurait ainsi le pouvoir, laissant-il entendre. Mais la manœuvre était en fait clairement un appel à la discussion. Les pouvoirs publics ont donc dû procéder à un réexamen du dossier, constater qu'il n'y avait pas d'alternative et engager un dialogue avec la CGE qui semble devoir déboucher sur le compromis suivant :

— une société holding serait créée qui regrouperait les parts de tout le monde sauf celles des salariés. Cette société détiendrait donc 97 % de Framatome et serait elle-même détenue à parité (50/50) par la CGE et par l'Etat (représentés par le CEA et l'EDF. EDF qui malgré son désir de se retirer devrait pour l'instant rester. Il faudrait donc que l'Etat rachète simplement 3,5 % des actions à la CGE pour passer des 45 % actuels à 48,5 %, moitié des 47 % ;

— la stratégie nucléaire relèverait du CEA ;

— les diversifications actuelles engagées par M. Lévy dans la mécanique ou les connexions, seraient maintenues ; — les décisions de gestion courantes relèveront de la CGE ;

— les décisions « stratégiques » seront prises conjointement. Rien n'est encore bouclé. Les aspects juridiques d'un tel partage du pouvoir n'étant pas les plus simples à préciser dans le détail. Il reste aussi à savoir si M. Lévy peut accepter un tel compromis. Le PDG pourrait être sacrifié s'il faisait preuve de trop d'intransigeance. Maignon et le ministre de l'Industrie restent prudents, même si le compromis semble en bonne voie. Qu'il soit obtenu ou non par les différentes parties prenantes est une autre affaire.

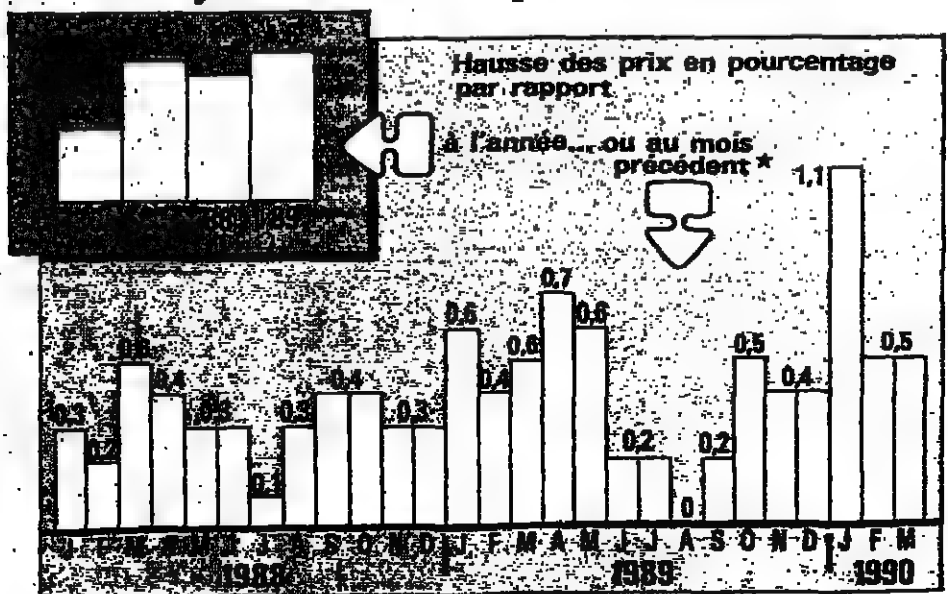
E. L. B.

A partir du 17 avril  
Hausse de 1,5 %  
des tarifs d'EDF

Les prix de vente de l'électricité vont augmenter de 1,5 % a annoncé l'Electricité de France. La date d'application de cette mesure a été annoncée le mardi 17 avril lors de la parution de l'arrêté au Journal Officiel.

La dernière augmentation remonte au 20 décembre dernier. « Cette hausse, associée au développement des ventes et aux gains de productivité que l'entreprise s'est engagée à réaliser, est un élément essentiel pour viser un retour à l'équilibre financier », précise EDF dont le déficit s'élève en 1989 à 4 milliards de francs. — (AFP)

Les prix aux Etats-Unis ont augmenté de 8,5 %  
en rythme annuel au premier trimestre



\* après correction des variations saisonnières

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 % en mars aux Etats-Unis, une hausse instantanée qui porte le taux d'inflation au premier trimestre de 1990 à 8,5 % en rythme annuel, le chiffre le plus élevé depuis

1982. L'an dernier, les prix avaient progressé de 4,6 %. Le département du travail, qui a publié ces statistiques mardi 17 avril, attribue le mauvais chiffre de mars — après 1,1 % en janvier et 0,5 % en février — à

une forte augmentation des prix de l'habillement et des coûts de la construction, qui ont plus que compensé la baisse des prix de l'énergie (-0,8 %) et la hausse modérée des prix alimentaires (+0,4 %).

Dans 45 pays sur les 5 continents,  
**6000 ANCIENS ELEVES**  
ont compris que les affaires sont devenues internationales et les marchés mondiaux.

**ISG**  
UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION  
Diplôme de 1<sup>er</sup> cycle  
8, rue de Lutet — 75116 Paris — Téléphone : (1) 45 53 60 00

INSOLITE

Virus Chinois

Un virus nommé « Jérusalem » serait en train de détruire les ordinateurs chinois. Des responsables du ministère de la sécurité publique ont affirmé que ce virus était d'origine étrangère et que la contamination semblait s'étendre. Selon le China Daily, le virus menace des bases de données et pourrait causer d'importants dégâts. Les autorités chinoises ont recommandé une révision complète de tous les ordinateurs du pays.

Un centre informatique d'une université de Pékin dont le nom n'a pas été révélé a dû être fermé après une manifestation du virus sur la moitié de ses terminaux.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Nouvelle Emission  
18 Avril 1990**KfW Kreditanstalt  
für Wiederaufbau**

Frankfurt am Main, République Fédérale d'Allemagne

ECU 200.000.000

Emprunt obligataire 10 7/8 % 1990/1995

Prix d'émission: 101 1/4 %  
Intérêt: 10 7/8 % par an payable annuellement à terme échu le 18 Avril  
Prix de Remboursement: au pair le 18 Avril 1995  
Cotation en Bourse: Frankfurt am Main, Luxembourg

Deutsche Bank  
Aktiengesellschaft

Paribas Capital Markets Group

Commerzbank  
AktiengesellschaftCrédit Lyonnais SA & Co.  
(Deutschland) oHGCredit Suisse First Boston  
LimitedDresdner Bank  
AktiengesellschaftSwiss Bank Corporation  
Investment BankingUBS Phillips & Drew  
Securities LimitedWestdeutsche Landesbank  
GirozentraleAmro Handelsbank  
Aktiengesellschaft

Bank Brussel Lambert N.V.

Bank of Tokyo  
Capital Markets GroupBanque Nationale de Paris S.A. & Co.  
(Deutschland) oHG

Crédit Commercial de France

Daiwa Europe  
(Deutschland) GmbH

Generale Bank

IBJ International Limited

J.P. Morgan Securities Ltd.

Nomura International

Salomon Brothers AG

Shearson Lehman Hutton  
International

S.G. Warburg Securities

Bayerische Vereinsbank  
Aktiengesellschaft

BHF-Bank

Deutsche Girozentrale  
- Deutsche Kommunalbank -

DG Bank

Hessische Landesbank  
- Girozentrale -Norddeutsche Landesbank  
Girozentrale

Deutsche Genossenschaftsbank

Südwestdeutsche Landesbank  
GirozentraleCet emprunt ayant été souscrit,  
le présent avis est publié à  
titre d'information seulement.

## AVENIR HAVAS MEDIA

## RÉSULTAT NET

PART DU GROUPE : 176,1 MF

DIVIDENDE PROPOSÉE : 4,40 F, soit + 27 %

Le conseil d'administration d'Avenir Havas Media, réuni le 10 avril 1990 sous la présidence de Monsieur Philippe Santini, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1989, qui peuvent être qualifiés de complexes du fait des apports réalisés pendant l'année et des créations d'entités nouvelles.

Des comptes pro forma 1989 ont été arrêtés, représentant l'ensemble des activités pour l'année pleine, permettant ainsi d'avoir une base de référence pour les projections 1990.

## UN CHIFFRE D'AFFAIRES PROCHÉ DE 6 MILLIARDS DE FRANCS

Le chiffre d'affaires consolidé de 5 991 millions de francs est réparti sur cinq activités : affichage 42 %, presse gratuite et distribution publicitaire 28 %, régie de presse et édition d'hebdomadaires régionaux 30 %.

Toutes les activités ont connu des progressions significatives supérieures à 10 % par rapport à l'exercice 1988. Il faut souligner la progression de l'activité de presse gratuite et de distribution publicitaire de + 15 %.

## UN RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DE 176,1 MILLIONS DE F

Le résultat net consolidé part du groupe est de 176,1 millions de francs, en progression de 25 % à 30 % par rapport au résultat 1988, recomposé selon le périmètre 1989.

Ce résultat comprend un amortissement de survalue de 10,1 millions de francs et uniquement le résultat du deuxième semestre des sociétés apportées dans le cadre des accords signés avec HBR et MAI en juillet 1989.

Le résultat 1989 pro forma en année pleine se serait élevé à 260,8 millions de francs, 39 % de ce résultat aurait été réalisé hors de France.

## UN DIVIDENDE EN PROGRESSION DE 27 %

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 12 juin 1990 de distribuer un dividende net par action de 4,40 francs, soit 6,60 francs avant fiscalité. Cette proposition de dividende marque une progression de 27 % par rapport au dividende distribué en titre de l'exercice précédent.

Un demi-dividende sera versé aux actionnaires porteurs de nouvelles actions issues des apports et de l'augmentation de capital de décembre 1989.

	1988	1989 Pro forma
Nombre total d'actions après fractionnement (après division du nominal par 5 le 17/04/1990)	6 446 615	17 217 115
Résultat net part du groupe	79,8 MF	260,8 MF
Résultat net par action	11,97 F	15,15 F
Dividende par action	3,46 F	4,40 F
		+ 26,6 %
		+ 27,2 %

## UNE DIVISION PAR 5 DU NOMINAL DE L'ACTION, LE 17 AVRIL 1990

La division du nominal par cinq, de 50 F à 10 F, annoncée précédemment prend effet le 17 avril 1990, portant le nombre d'actions de la société de 3 443 423 à 17 217 115.

CONVOCAZIONE  
D'ASSEMBLEE

L'Assemblée Générale Ordinaire du Credito Italiano se tiendra le 26 avril 1990 à 15 heures auprès du Siège Social à Gènes, Piazza De Ferrari (entrée Via Dante, 1), pour statuer sur le suivant

## Ordre du jour

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes; approbation du bilan au 31/12/89 et décisions relatives.
- 2) Nomination des Administrateurs après détermination de leur nombre.
- 3) Rémunérations diverses, dont à l'art. 29 des Statuts.

Au cas où l'Assemblée ne pourrait se tenir le 26 avril, faute de quorum, les actionnaires seraient convoqués de nouveau le 24 mai 1990 au même endroit et à la même heure.

Peuvent assister à l'Assemblée les titulaires d'actions ordinaires avec droit de vote qui, tout en étant déjà inscrits dans le Registre des actionnaires, aient effectué, au moins cinq jours avant la date établie pour l'Assemblée, le dépôt de leurs actions auprès de l'importeur quelle agence du Credito Italiano, ou bien auprès de la Monte Titoli S.p.A.

LE CONSEIL  
D'ADMINISTRATIONSOCIETE PAR ACTIONS  
SEDE SOCIALE: GENES - DIREZIONE CENTRALE: MILANO  
CAPITAL SOCIAL: L. 1.000.000.000.000 - RISERVE L. 2.000.000.000.000  
Credito Italiano S.p.A. - 20121 Milano - Piazza De Ferrari, 1Compagnie  
d'investissements  
français immobiliers  
COGIFI

Le conseil d'administration, réuni le 11 avril 1990, a arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 1989.

Les comptes de l'exercice font apparaître, après dotation de 13 358 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, un résultat courant d'exploitation de 87 320 000 F contre 81 518 000 F, en augmentation de 7,1 %.

Le bénéfice net de l'exercice, qui constitue le plus-value sur cession d'actif, d'un montant de 33 119 000 F s'établit à 120 793 000 F.

L'ensemble des recettes constituées par les loyers, les produits accessoires et les produits financiers, se sont élevés à 125 972 000 F.

Les ventes régularisées ont porté sur 132 appartements répartis dans six résidences et sur 3 locaux commerciaux. Elles ont représenté un montant de 53 632 000 F.

Parallèlement, la société a acquis un étage de bureaux entièrement loué, d'une surface de 2 060 m² dans l'immeuble Tour Franklin, situé à Paris-La Défense.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 14 juin 1990, de distribuer un dividende de 26,60 F par action contre 25,20 F, l'année précédente.

Le conseil a par ailleurs décidé, dans le cadre de la politique de restructuration de son patrimoine sur l'agglomération parisienne, de mettre en vente par appartement la Tour Mont Blanc à Grenoble, qui comprend 224 appartements.

## Le Monde

PUBLICITE  
FINANCIERERenseignements :  
45-55-01-82, poste 4330

## Paluel-Marmont S.A.

Le 9 avril, le conseil de surveillance de P.-M. S.A., présidé par M. P.P. Brunet, a examiné les comptes que lui présentait le directeur pour l'exercice 1989.

Deux faits saillants ont été mis en évidence par M. Roger Paluel-Marmont, président du conseil :

- L'accroissement des capitaux propres consolidés de 335 MF à 438 MF qui trouve son origine dans l'exercice au 31 décembre 1989 des droits attachés aux O.B.S.A. pour 57 MF et dans l'imputation du résultat de l'année précédente aux réserves et au report à nouveau.

- Le renforcement du contrôle direct de la Cie Lebon porté de 31 % à 38 %.

Après la dotation aux amortissements des écarts d'acquisition de 5,2 MF, le résultat consolidé atteint 26,9 MF, niveau satisfaisant pour une phase de transition. Les comptes sociaux font apparaître un résultat net de 16 MF.

Il sera proposé à l'assemblée générale un dividende global de 16,5 F dont 5,50 F d'avoir fiscal. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions, la masse globale du dividende distribué est en augmentation de plus de 37 %.

Le conseil de surveillance a nommé M. Bernard Auberger membre du conseil.

RUTH  
RENDELLLA MAISON  
AUX ESCALIERS« Avec La Maison aux escaliers,  
Ruth Rendell célèbre aujourd'hui les  
noces de Henry James et de  
Patricia Highsmith. Leur premier  
enfant est un petit chef-d'œuvre. »

Michel Grisolia - L'Express

Un vol. 312 pages,  
98 F

Calmann-Lévy

## D.I.E.M.

maîtres d'œuvre de la  
de la Région de la  
de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la

de la Région de la



# SOCIÉTÉS

## AVIBER HAVAS MEDIA

### RÉSULTAT NET

PART DU GROUPE : 176,1 MF

PROPOSE : 4,40 F, soit + 27%

Le conseil d'administration d'Aviber Havas Media, réuni le 10 avril 1990, a approuvé le bilan consolidé de l'exercice 1989, qui se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

Le bilan consolidé de l'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 176,1 millions de francs, contre 138,7 millions de francs en 1988.

Le conseil a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende de 4,40 F par action, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice 1988.

# ÉCONOMIE

## ETRANGER

Le rapport annuel de la commission économique des Nations-Unies pour l'Europe

### Un nouveau plan Marshall pour les pays de l'Est n'est pas approprié

« Les perspectives à court terme tablent sur une aggravation de la récession dans les pays d'Europe de l'Est en 1990 et, au mieux, sur une croissance faible en Union soviétique... Il est de plus en plus évident que les coûts de la transition vers l'économie de marché ont été sous-estimés. » Le rapport annuel pour 1989-1990 de la commission économique des Nations unies pour l'Europe, rendu public le 17 avril, ne risque pas de pécher par optimisme. Il souligne qu'au dernier trimestre de 1989 la production a diminué dans presque tous, voire tous les sept pays d'Europe orientale. À l'exception de l'URSS et de la Roumanie — pour laquelle il n'existe pas de statistiques économiques fiables — la croissance des pays de l'Est a été limitée à 0,5 % en moyenne en 1989, ce qui est « probablement la pire performance économique depuis la période d'immédiat après-guerre ».

La commission économique des Nations unies a plusieurs reprises sur la nécessité d'une distinction du problème de l'ajustement économique à court terme (réduction des déficits, lutte contre l'inflation...) de celui des réformes structurelles (la transition vers le marché). Pour éviter que le premier objectif n'empêche la mise en œuvre de tout changement de structure, les économistes de l'ONU estiment que les pays occidentaux peuvent apporter une aide précieuse. Reste à en définir les modalités.

Les sommes proposées jusqu'à

présent par les vingt-quatre pays membres sont faibles au regard des 65,4 milliards de dollars (en dollars courants, soit 380 milliards de francs) apportés par les États-Unis aux pays d'Europe occidentale dans l'immédiat après-guerre, dans le cadre du plan Marshall. Cependant, souligne le rapport, rien ne prouve que l'Europe de l'Est soit pour l'instant en mesure d'absorber des montants substantiels. Il ne faut pas oublier que la dette extérieure de la région (URSS comprise) a augmenté de 90 milliards de dollars entre 1970 et 1981.

#### Une mise en garde

Une répétition de ce « plan Marshall » ne pourrait être utile aujourd'hui que si ses priorités étaient inversées par rapport au programme de la fin des années 40. Dans le cas des pays de l'Est, les dons devraient être minimes tandis que les sommes consacrées à l'assistance technique devraient occuper la première place. Lorsque cette assistance est évoquée, il s'agit généralement de livraisons de haute technologie ou de formation des cadres. Or, selon les économistes de l'ONU, cette assistance devrait porter en priorité sur la constitution d'une infrastructure financière, juridique et institutionnelle, ainsi que sur l'élaboration de dispositifs statistiques fiables, afin de préparer véritablement l'entrée en vigueur du marché.

Si le rapport reconnaît que cer-

tains pays, comme la Pologne et la Hongrie, avancent rapidement sur la voie du marché, il redoute que leur manque de préparation à ces changements structurels ne leur nuise gravement. Ainsi, l'ouverture des industries nationales aux capitaux étrangers, en l'absence de législations antitrust, peut se révéler dangereuse car « c'est une erreur de croire que toutes les entreprises de marché ont besoin d'une économie de marché concurrentielle dans laquelle opérer ». « Tant qu'elles ont des garanties sur la propriété de leurs actifs et sur le rapatriement de leurs profits, les entreprises étrangères, comme les sociétés, sont heureuses de jouer selon les règles en vigueur. Si les marchés ne sont pas concurrentiels, on ne peut pas supposer que les activités des entreprises étrangères contribueront automatiquement à utiliser les ressources de manière plus efficace ».

La mise en garde de l'ONU est claire. Face à l'enthousiasme des nouveaux dirigeants d'Europe de l'Est et à l'empressement des entreprises et des gouvernements occidentaux devant ce nouveau gisement de croissance, les économistes de l'organisation internationale appellent à la prudence et à la réflexion. Aux pays en transition de définir le rythme précis des réformes et leurs secteurs prioritaires, aux gouvernements occidentaux de réfléchir à la manière la plus efficace de transférer des ressources financières.

F. L.

## REPÈRES

### ÉTATS-UNIS

#### Hausse de la production industrielle en mars

La production industrielle américaine a progressé de 0,7 % au mois de mars, après 0,8 % en février (chiffre révisé en hausse), a annoncé mardi 17 février la Réserve fédérale. C'est la deuxième augmentation mensuelle consécutive, alors que l'année avait mal commencé avec une baisse de la production industrielle de 1,1 % en janvier.

L'industrie, secteur le plus touché ces derniers mois par le ralentissement de la croissance américaine, donne donc des signes encourageants de reprise, tandis que les analystes tablent sur une progression très modérée de 0,1 % à 0,3 %. Le bon chiffre de mars s'explique à la fois par un redressement sensible dans l'industrie automobile et par une hausse très vive de la production des services publics.

### JAPON

#### Forte augmentation de la masse monétaire

La masse monétaire du Japon a augmenté de 11,6 % en glissement annuel en mars, contre 11,8 % en février, a indiqué la Banque centrale mardi 17 avril. En mars, pour le quatrième mois consécutif, l'augmentation de cet agrégat a été supérieure à 10 %, et la Banque du Japon prévoit qu'elle s'éleva en moyenne à 11 % au moins entre avril et juin. L'institut d'émission a expliqué la hausse de la croissance de la masse monétaire par la déregulation financière et la progression des taux d'intérêt.

Il a toutefois ajouté que ce fort taux de croissance ne signifiait pas nécessairement une augmentation de l'inflation car il reflétait un changement dans les actifs financiers.

## DÉMOGRAPHIE

Ancien directeur de l'INED

### Jean Bourgeois-Pichat est mort

Le démographe Jean Bourgeois-Pichat, président du Comité international de recherche sur les études démographiques (CICRED) et ancien directeur de l'institut national d'études démographiques (INED) de 1962 à 1971, est mort, dimanche 15 avril, à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Jean Bourgeois-Pichat faisait partie de la première génération de l'institut national d'études démographiques (CICRED). Polytechnicien, officier d'artillerie, il était entré à la Fondation pour l'étude des problèmes humains créée par Alexis Carrel avec l'appui du maréchal Pétain, et lorsque le gouvernement du général de Gaulle tira l'INED de ce gigantesque projet teinté d'un eugénisme suspect, il fit, selon ses propres termes, partie de ces « chercheurs qui essayaient d'y voir clair dans la démographie de la France », et qu'Alfred Sauvy qualifiait de « récupérateurs » (le Monde du 31 octobre 1978).

Chef du département chargé de l'observation de la situation démographique de la France à l'INED, il

fut l'un des premiers à saisir la nouveauté du baby boom de l'après-guerre : il y discerna un nouveau comportement des couples, et non un simple « rattrapage » après le retour des mobilisés, ou un changement dans le calendrier des naissances, comme le pensaient certains de ses collègues.

À la division de la population des Nations unies, où il fut administrateur de 1953 à 1962, puis à partir de 1972, au CICRED, ce « club » des institutions démographiques nationales, c'est l'évolution mondiale qu'il sut observer. Il a d'abord contribué à en forger les outils d'étude : son ingéniosité à su trouver les méthodes permettant de tirer des statistiques justes de données approximatives ou incomplètes qu'on pouvait recueillir dans les pays en voie de développement. Mais s'appliquant à classer les pays selon les phases de leur évolution, il a contribué aussi à populariser la notion de « transition démographique », ce passage de la période de mortalité et de natalité fortes à celle de mortalité et de natalité faibles aujourd'hui familière à tous les observateurs.

G. H.

### SOCIAL

□ L'emploi des cadres « à son plus haut niveau » en mars. — Avec 10 000 offres d'emploi, le marché de l'emploi des cadres a enregistré une hausse de 14 % en mars par rapport à la même période en 1989, selon l'Association pour l'emploi des cadres (APEC).

Cette « relance après deux mois de pause » place le marché « à son plus haut niveau » et stabilise la tendance annuelle à 12 %, selon l'APEC. En cumulé sur les douze derniers mois, plus de 98 000 emplois ont été proposés.

□ Les syndicats de l'ANPE appellent à la grève du 26 avril. — L'intersyndicale (CFDT-CGT-FO) de l'Agence nationale pour l'emploi appelle le personnel à s'associer à la grève générale organisée le 26 avril dans la fonction publique et à « prendre toutes les initiatives visant au blocage général des données informatiques ne nuisant pas aux chômeurs ».

Les syndicats, qui s'opposent au projet de réforme du personnel, doivent rencontrer la direction de l'ANPE le jeudi 19 avril.

### Le Monde

#### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVRIL 1990

### LA CAISSE AUTONOME DE REFINANCEMENT LANCE DEUX EMPRUNTS OBLIGATAIRES A TAUX FIXE

■ La Caisse Autonome de Refinancement, filiale à 100 % de la Caisse des dépôts et consignations, est spécialisée dans la mobilisation de créances à moyen et long terme.

■ La CAR gère, au 31 décembre 1989, un encours de créances de près de 18 milliards de francs dont 77 % garantis par l'Etat français.

■ La CAR s'est vu accorder pour ses émissions antérieures la note Aaa par Moody's Investors Service et AAA par S & P ADEF.

400.000.000 F  
CAR 8,50 % septembre 1998

- Durée : 8 ans et 126 jours
- Taux nominal : 8,50 %
- Taux actué brut : 9,83 %
- Nominal : 5000 F
- Prix de souscription : 4906 F dont prix d'émission : 4627,70 F
- Intérêts courus : 278,30 F
- Amortissement : le 4 mai 1990
- Remboursement CAR 8,50 % septembre 1998
- Amortissement normal au par en totalité le 5 septembre 1998
- Jouissance : 5 septembre 1989

1.100.000.000 F  
CAR 10,50 % mars 2002

- Durée : 11 ans et 307 jours
- Taux nominal : 10,50 %
- Taux actué brut : 10,09 %
- Nominal : 5000 F
- Prix de souscription : 5025 F
- Amortissement : le 5 mars 1991
- Remboursement CAR 10,50 % mars 2002
- Amortissement normal au par en totalité le 5 mars 2002
- Jouissance : 2 mars 1990

Réglement : 2 mai 1990

Lieux de souscription : Banques, Caisse d'Épargne, Caisse de Crédit et Trésor Public.

Une note d'information MSA CAR n° 10/89 du 10 mai 1989 peut être obtenue sans frais sur demande : BANC du 10 mai 1989

# CAR

Caisse autonome de refinancement

LA QUALITÉ D'UNE GRANDE SIGNATURE

— GROUPE —  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### La restructuration du capitalisme français

Suite de la première page

De même Elf, dirigé par un ex-fonctionnaire barbu, hier encore stigmatisé par la droite, entre au capital de la très privée Compagnie générale des eaux, etc. Chaque jour sonne une note et une nouvelle économie mixte est au baquet.

Le compromis n'est pas scellé. Il reste partiel et fragile. Mais il amorce, pour l'instant encore au coup par coup, une dépolitisation, un recentrage politique, qui autorisent à leur tour une restructuration du capitalisme français sans exclusive, c'est-à-dire mêlant les eaux publiques et privées.

#### L'affaire de la Société générale

À l'automne 1988, l'affaire de la Générale avait tout juste. M. Mitterrand, qui d'habitude souffrait beaucoup des affronts de la cohabitation, inspira cette opération de vengeance inutile et infructueuse. Pour casser l'actionnariat placé par M. Balladur dans la banque privatisée, jugé trop proche du RPR, M. Bérégovoy s'était transformé en ouvrier du « dénouage ». Or cette tentative était cruciale car elle voulait enrôler sous la bannière gouvernementale certains investisseurs institutionnels très riches comme les assureurs nationalisés ou la Caisse des dépôts, leur faisant perdre leur traditionnelle neutralité.

Forçant chacun à choisir son camp, l'affaire accentuait la fracture entre le public et le privé, que les nationalisations puis les privatisations, menées trop comme des combats politiques, avaient déjà creusée. Pendant plus d'une année, les querelles furent nombreuses : pour beaucoup de patrons privés, les entreprises publiques, puisqu'elles étaient soumises aux injonctions politiques, n'étaient pas fiables.

On connaît la suite : le ministre centriste de l'industrie, M. Roger Fauroux, s'éleva contre cette dérive. Il faillit en perdre son poste, mais l'échec du complot, mené en amateur, fit qu'il gagna.

M. Bérégovoy ruina son bon crédit dans « l'établissement » et ses espoirs de « premier ministre ». Il lui a fallu une longue année de franc fort pour le renflouer.

Aujourd'hui, tout le monde a oublié l'affaire de la Générale. La nomination des PDG des nationalisées, l'été dernier, sur des critères non-politiques, sauf quelques rares exceptions, y fut pour beaucoup. Les patrons surent démontrer que le capital public n'était pas forcément socialiste et qu'ils savaient être indépendants. M. Peyrelevade, le président de l'UAP s'est distingué dans cette tâche, et on lui a confié très souvent un rôle discret « d'arrangeur » de l'économie mixte.

#### Un « ni-ni » pragmatique

L'assouplissement du « ni-ni » a constitué un deuxième chapitre de compromis. Assez curieusement, d'ailleurs, car il ne faut pas oublier que le « ni-ni » n'est pas une nationalisation. C'est la nomination des PDG des nationalisées, l'été dernier, sur des critères non-politiques, sauf quelques rares exceptions, y fut pour beaucoup. Les patrons surent démontrer que le capital public n'était pas forcément socialiste et qu'ils savaient être indépendants. M. Peyrelevade, le président de l'UAP s'est distingué dans cette tâche, et on lui a confié très souvent un rôle discret « d'arrangeur » de l'économie mixte.

Est-ce l'échec sur la Générale ? La fin de la quête d'un accord politique avec les centristes de M. Méhaignerie ? Une dégradation des rapports avec le premier ministre ? L'insistance de M. Fauroux à réclamer des crédits budgétaires, considérée à l'Élysée comme une manœuvre de privatisation ? En tout cas, la position présidentielle s'est crispée au cours de l'hiver 1988 et la règle a été interprétée de façon rigide. Le 13 juin 1989, M. Bérégovoy tenait devant le Haut Conseil du secteur public un : « non aux privatisations partielles ». Moins d'un an plus tard, l'accord Renault-Volvo l'a démenti : le groupe suédois a pris 25 % du capital de l'entreprise symbole de toutes les nationalisations.

En fait, la règle était impraticable, et elle fut rapidement tournée. Pour financer leurs nombreuses acquisitions, aux États-Unis notamment, les crédits budgétaires ne suffisant pas, les entreprises publiques durent lever des fonds privés. Ce financement « mixte » est autorisé, il est vrai, depuis 1983 et la loi Delors sur l'épargne : M. Rocard n'a rien

apporté de neuf. Mais la boulimie des groupes allait forcer à faire une part toujours plus grande aux marchés. Et ce qui devait arriver arriva : le financement mixte déboucha sur un actionariat mixte.

Sur ce sujet, Renault a servi de révélateur. Mais l'évolution a été générale : aujourd'hui, plus aucune société nationalisée n'est détenue directement à 100 % par l'État. De facto, la règle a été celle de privatisations partielles. Comme, dans le même temps, le rachat d'UTA par Air-France montrait qu'une nationalisation importante était désormais possible (alors qu'elle avaient été exclues pendant tout le premier septennat en dehors de la liste de 1982), la gestion gouvernementale déboucha sur un secteur public élargi mais dilué, augmenté de ses acquisitions françaises et étrangères, mais détenu à moins de 100 %.

Le débat se porte maintenant sur la CGE, et ce n'est pas un hasard, cette entreprise occupant une place centrale dans le capitalisme français. La CGE vit des commandes publiques du nucléaire, des chantiers navals ou du téléphone et a de tout temps entretenu des rapports très étroits avec l'État. Elle a été présidée par M. Ambroise Roux, le « parrain » du patronat dans les années 70. Elle a été privatisée par M. Balladur — un ancien dirigeant de ce groupe — dans des conditions contestées par les socialistes. C'est elle qui était en réalité visée derrière la Société Générale, au cours de l'hiver 1988. Cette compagnie a symbolisé avant 1981 le capitalisme « mixte » à la mode de droite — fonds publics, profits privés — puis a connu une nationalisation « sanction » en 1982 et, en 1987, une privatisation « restauration ». Bref, la CGE a toujours représenté la citadelle à conquérir.

MM. Rocard et Fauroux devraient réussir à obtenir un compromis entre les intérêts publics et les intérêts privés dans Framatome. Appelé en renfort à l'automne, M. Peyrelevade proposa un donnant-donnant en mêlant la filiale Générale occidentale, propriétaire du magazine L'Express, et le nucléaire. M. Suard refusa. M. Fauroux tenta une première fois sa chance sur le seul volet Framatome. Ce fut M. Mitterrand qui refusa. Aujourd'hui, même si un accord est en vue, l'issue du dossier reste incertaine puisque s'y opposent deux extrêmes, réticents l'un comme l'autre, au principe rocardien du mélange des genres. Qu'un compromis soit trouvé ou non, délaissé sur le caractère plus ou moins achevé du processus de « recentrage politique » du capitalisme français. Mais il est indubitablement engagé.

ERIC LE BOUCHER

Prochain article :  
II. TROIS MODÈLES EN CONCURRENCE

### LA MAISON AUX ESCALIERS

« Avec La Maison aux Escaliers, vous avez la solution pour tous les problèmes de rénovation de votre maison. Nous vous proposons une gamme de produits innovants et de qualité, conçus pour vous permettre de transformer votre maison en une véritable œuvre d'art. Contactez-nous dès maintenant pour en savoir plus ! »

Calmann-Lévy



## ÉCONOMIE

OUTRE-MER

Les paradoxes d'un département forestier qui importe du bois

## L'exploitation à haut risque de la forêt guyanaise

Le département de la Guyane se débat dans une situation paradoxale. Doté d'un massif forestier d'une surface presque double de celui de la métropole, il importe encore du bois ! Tous les grands projets de développement ont échoué, et l'on s'oriente aujourd'hui vers une exploitation raisonnée de la bande côtière, dans le souci de conserver le massif intérieur à peu près vierge, en réserve pour l'avenir.

CAYENNE

de notre envoyé spécial

La tronçonneuse qui vrombit dans une forêt de sciure, les fibres du tronc qui craquent comme des allumettes, et voici un nouveau géant de la forêt qui s'abat dans un bruit de catastrophe, au milieu d'une pluie de feuilles. Il ne faut pas plus de trois minutes au bûcheron brésilien pour abattre un grignon

blanc de 40 mètres de haut et de 3,45 mètres de circonférence. En dix minutes, la souche à contreforts et le houppier sont séparés du tronc, et une grume de 6 mètres cubes est bientôt hissée par un engin tout terrain le long de l'étroite piste forestière.

Les ouvriers du chantier forestier de Degrad Serama, en Guyane française, sont tous d'origine étrangère - Surinamiens, Brésiliens ou Haïtiens. Comme en métropole, où on ne trouve pratiquement plus que des bûcherons yougoslaves ou marocains. Mais les similitudes s'arrêtent là. « C'est plus facile ici qu'en Haute-Savoie », affirme en s'épongeant le front Claude Barthod, un solide Jurasien installé depuis neuf ans en Guyane. Pas de ravin ni d'éboulis casse-gueule. Pas de neige. On travaille douze mois sur douze. « Seule contrainte : le poids du bois qui est gorgé d'eau. Il pèse jusqu'à 1,3 tonne au mètre cube, ce qui le rend parfois plus lourd que l'eau. Il faut donc prévoir des câbles d'acier de fort calibre pour débarras les grumes de cette sylvie équatoriale.

En réalité, rien n'est facile dans cette forêt guyanaise. D'abord, il faut tracer des pistes en terrain vierge pour atteindre le bois exploitable. Or le « gros bois » qui vaut le détour est plutôt rare en zone équatoriale : une moyenne de trois arbres à l'hectare, ce qui représente entre 7 et 15 mètres cubes de bois d'œuvre - bien moins que dans nos forêts tempérées, exploitées depuis des siècles. Pour comprendre le faible rendement de ce département d'Amérique, il suffit d'afficher le bilan : les 4,5 millions d'hectares de la forêt métropolitaine produisent quelque 14 millions de mètres cubes de bois, tandis que les 7,5 millions d'hectares de la forêt guyanaise - très partiellement exploitée, certes - en fournissent à peine plus de 100 000.

Paradoxalement, c'est la richesse de la végétation équatoriale qui entrave la production de bois. Dans la forêt guyanaise, on compte plus de cinq cents espèces de palmiers, qui demeurent inutilisables par les sciens. Sur les quelque quatre cents espèces d'arbres répertoriées, on en exploite environ soixante-dix, ce qui

représente un gamme trop étendue pour une bonne commercialisation.

Aussi les forestiers guyanais se concentrent-ils sur quelques essences bien connues comme l'angélique (35 %) ou le grignon et le gonfalo (31 %). Le reste se partage entre les bois durs comme l'amarante ou le « map », réputé impuissable, ou au contraire le bois tendre comme le « map », utilisé pour le coffrage. Et les ébénistes du faubourg Saint-Antoine apprécient toujours le « satiné rubané » pour leurs placages précieux.

Mais le marché du bois a des exigences que les négociants guyanais ont parfois ignorées, à leurs dépens. C'est ainsi qu'ils ont perdu récemment une part du marché antillais en exportant du grignon blanc mal séché, qui s'est ensuite vrillé en fondant. Ils avaient oublié que les planches fraîchement débitées doivent être gardées au moins huit mois « sur baguettes » avant d'être proposées à la vente. A cette erreur technique s'est ajoutée un élément nouveau en 1988 : l'ouverture par la Compagnie générale maritime d'une ligne reliant (Belém-Brazil) aux Antilles. Les négociants brésiliens se sont engouffrés dans cette brèche en inondant aussitôt la Martinique et la Guadeloupe de sciages proposés à des prix défiant toute concurrence. De sorte que le marché antillais, qui absorbait 33 % des sciages guyanais en 1987, est tombé à 26 % en 1988.

Ces déboires, cependant, font figure de péchés véniels au regard des mésaventures passées. Chacun, en Guyane, garde en mémoire l'échec retentissant d'un « plan vert », lancé en 1975 par Olivier Stirn, alors ministre des DOM-TOM, plan visant à faire exploiter la sylvie équatoriale par les chômeurs de l'Hexagone ! En 1981, il a fallu abandonner un autre grand projet : la plantation de pins et d'eucalyptus pour l'approvisionnement d'usines

de pâte à papier. On s'est aperçu en effet que les sols latéritiques se prêtaient fort mal à la croissance, supposée rapide de ces arbres d'importation. En 1986, les deux grandes usines de déroulage et de confection installées à Saint-Laurent-du-Maroni ont fait faillite. Quant à l'Office national des forêts, qui gère le patrimoine forestier et délivre les permis d'exploitation, il ne couvrirait cette année-là que 10 % de ses frais.

A une décennie de projets grandioses et irréalisables a succédé « une période d'ajustement des objectifs et de restructuration », comme le dit le directeur de l'agriculture et de la forêt, M. Ménard. On a construit 70 kilomètres de « pépinières » en deux ans, ce qui a permis d'ouvrir à l'exploitation 180 000 hectares en 1988 (150 000 en 1987) et a fait passer le volume du bois sorti de forêt au-dessus de la barre des 100 000 mètres cubes, soit une augmentation de 20 % en deux ans. En outre, la quasi-totalité des grumes produites est aujourd'hui transformée sur place, grâce à l'émergence - laborieuse - d'une réelle industrie du sciage.

## Un programme d'intervention

Avec un chiffre d'affaires d'environ 100 millions de francs, l'industrie du bois s'est hissée au deuxième rang des activités économiques du département, derrière la pêche (et juste avant l'or). Mais si la Guyane est aujourd'hui autosuffisante en bois d'œuvre et en sciages, elle importe encore du contreplaqué, des meubles, diverses menuiseries et le papier. Une aberration économique pour un département qui possède le plus important massif forestier français.

L'Office national des forêts a engagé en 1989 un programme d'intervention fondé sur de nouvelles

méthodes sylvicoles. En liaison avec le Centre technique forestier tropical et l'Institut national de recherche agronomique, implantés à Népou, les agents de l'ONF vont chercher de suivre les parcelles livrées à l'exploitation forestière. Au lieu d'exploiter la forêt se reconstitue spontanément, sans intervention humaine, ils se proposent de pratiquer des éclaircies sélectives dans les zones de repousse afin de limiter l'extension des espèces non recherchées et de favoriser la croissance des fûts d'avenir. On en arriverait à une véritable sylviculture, proche de la gestion des massifs tempérés.

La possibilité d'une telle sylviculture est étayée par une constatation. Autour de Saint-Laurent-du-Maroni, dans une zone où la forêt a été surexploitée pendant des années, on a délimité des « placettes » d'observation, qui font apparaître une importante reconstitution du massif forestier. De 200 mètres cubes à l'hectare en 1955, la production de bois est passée à 400 mètres cubes en 1989, soit un doublement de la biomasse en trente-cinq ans. On peut donc envisager une forêt secondaire de production, à l'instar de ce qui se pratique en climat tempéré.

« Si ce mode d'intervention est généralisable, on peut espérer limiter l'exploitation de la forêt guyanaise à la zone côtière », explique Jacques Valeix, le tenace directeur régional de l'ONF. Cela permettrait d'abandonner la « cueillette », c'est-à-dire l'exploitation minière de la forêt primaire. Mais il faut patienter encore, quelques années pour savoir si la chose est possible, et rentable. La sylvie tropicale a beau pousser plus vite que la forêt gauloise, la croissance d'un arbre reste une longue patience.

ROGER CANS

## Le grand chantier de Petit-Saut

Le 15 mai 1987 était lancée une expérience originale : une centrale thermique à bois. L'usine GEB (Guyane Energie Bois), implantée près de Cayenne, devait fournir près de 7 mégawatts à partir de bois déchiquetés en piquettes et porté à 850 ° dans un gazogène géant. Le procédé, expérimenté au Canada et au Brésil, semblait prometteur, pourvu que l'approvisionnement suive. Car, en marche normale, le gazogène devait absorber 10 tonnes de bois à l'heure, ce qui suppose de grandes quantités en stock. Le procédé est abandonné aujourd'hui car, dit-on, le pilote expérimental canadien n'a pas marché. « Pour nous, c'est plutôt un

soulagement », avoue Jacques Valeix, le directeur régional de l'Office des forêts. Les déchets de sciure n'étant pas suffisants, il aurait fallu couper du « petit bois » pour approvisionner le gazogène, c'est-à-dire compromettre la régénération de la forêt.

En réalité, l'arrêt de mort de la centrale à bois a pratiquement été signifié lorsque a été prise la décision de construire le barrage hydroélectrique de Petit-Saut, sur le fleuve Sinnamary. Cet équipement, conçu pour fournir une puissance de 111 mégawatts, prendra le relais des trois centrales diesel actuellement en fonctionnement. En attendant la mise en service de Petit-

Saut, prévue pour 1994, la région de Kourou va être approvisionnée par les turbines à gaz d'une centrale inaugurée cette année.

Les 42 kilomètres de route d'accès au site de Petit-Saut ont été construits en deux ans. Le chantier du barrage proprement dit a démarré en juillet 1989. On y prépare activement les terrassements d'un ouvrage de béton compacté qui mesurera 750 m de long et 44 m de haut. La retenue d'eau qui alimentera les turbines contiendra 3,5 milliards de mètres cubes. Le lac ainsi créé notera quelque 300 kilomètres carrés de forêt vierge.

R. C.

Afin de préserver l'environnement touristique de l'île

## Le conseil régional de Guadeloupe refuse l'implantation d'une raffinerie de pétrole

Appelé à donner son avis mardi 10 avril sur le projet d'implantation dans l'archipel d'une raffinerie de pétrole d'une capacité de 15 000 barils de brut par jour, le conseil régional de la Guadeloupe s'est prononcé, à l'unanimité moins deux abstentions, contre la poursuite des études engagées par la société Black Diamond Petroleum Company, un groupe d'investisseurs américains, mais aussi anglais et mexicains, représentés notamment par l'ancien ministre français de la coopération, M. Michel Aurillac.

PONTE-A-PITRE

de notre correspondant

Créée l'an dernier « dans le but de gérer le projet de construction d'une raffinerie jusqu'à sa phase terminale », Black Diamond Petroleum (BDP), qui est enregistrée dans les îles Vierges britanniques et possède des bureaux à Charlotte (Caroline du Nord, États-Unis) et Paris, avait retenu trois sites dans les Caraïbes : l'île de Grand-Bahama (Bahamas), le site de Pont-à-Pierre (Trinité-et-Tobago), et la Guadeloupe. Son projet repose sur « l'utilisation des surplus de pétrole brut lourd (mexicain et vénézuélien) à forte teneur en soufre et relativement peu coûteux » pour produire de l'essence sans plomb et du carburant aéronautique à destination du marché des États-Unis.

Selon le dossier de présentation du projet, la modernisation en cours des raffineries américaines et les nouvelles normes environnementales de ce pays (le Monde du 6 avril) « contribuent à rendre la construction d'une raffinerie complète impossible d'un point de vue pratique aux États-Unis ». BDP, qui « n'est pas une compagnie pétrolière mais un groupe de financiers », selon le préfet de la Guadeloupe M. Jean-Paul Froust, a donc présenté au gouvernement français et aux assemblées locales « une demande d'étude sur l'implantation éventuelle d'une raffinerie ».

Une concession de 220 hectares, la création d'installations portuaires pouvant accueillir des pétroliers de 250 000 tonnes, la construction d'une centrale électrique de 100 mégawatts, un approvisionnement en eau (8 millions de litres d'eau douce par jour et 10 000 mètres cubes d'eau de mer),

l'intervention de la Banque européenne d'investissements et garantie de financements à l'exploration constituaient la contrepartie à la création de 3 000 emplois pendant les trois ans de durée de construction de la raffinerie, qui créerait 630 emplois directs selon ses promoteurs. Pour M. Aurillac, de la firme Vovan & Associates, conseil juridique de BDP pour l'Europe, cette raffinerie contribuerait également à « rééquilibrer la balance commerciale de la Guadeloupe en la portant de 9 % à 78 % de couverture », faisant ainsi de l'archipel « une puissance économique des Caraïbes ».

Si le conseil général doit encore se prononcer dans les prochains jours, l'argumentation de M. Aurillac et des promoteurs du projet a été marquée par peu d'effets sur les élus régionalistes soucieux de la protection d'un environnement qui continue, selon eux, « le fonds de commerce de l'activité touristique », longtemps décrite, au nom de la « dignité », par des partis de gauche et des mouvements indépendantistes qui n'ont découvert que

récemment l'importance de ses retombées économiques et sociales.

Ainsi, aux côtés d'associations écologistes jusqu'alors inexistantes ou très discrètes, M. Luc Reinette, leader amical de l'ex-Alliance révolutionnaire caribéenne, n'a pas été le dernier à s'émouvoir de ce projet en prenant la tête d'un comité faisant du tourisme un élément déterminant de son opposition. De Paris, M. Antoine Wacziarg, député européen et leader des Verts, avait adressé, lundi 9 avril, une lettre au premier ministre dans laquelle il affirmait que la construction de cette raffinerie relève d'une « économie d'enclaves industrielles » qui consiste à « exporter dans des zones complaisantes » les industries polluantes.

Mais avec 41 raffineries en service et une position de carrefour entre les gisements pétroliers du Venezuela et le marché des États-Unis, les îles des Caraïbes semblent, pour la plupart, d'abord en quête de création d'emplois.

EDDY NEDELJKOVIC

## "COMDEX/EUROPE à Paris ?

Oui, cela nous promet des rapprochements culturels tout à fait intéressants..."

Oui,

Pour la première fois en Europe, la micro-informatique du monde entier !

Qu'ils soient distributeurs ou utilisateurs, les spécialistes, l'auront compris : le COMDEX/Europe c'est l'alliance du Sicob avec le Salon n° 1 de la micro aux USA !

La dimension de l'événement COMDEX/Europe ? Plus de 30.000 m² regroupant Hardware, Software et SSI !

Plus que jamais, salon d'envergure européenne et à vocation internationale, le Sicob devient donc Grand Sicob !

Et, il est fort probable que les contacts et les échanges dépasseront largement le cadre touristique : les personnalités du soft aux USA qui vont se déplacer, ne viendront certainement pas avec des objectifs gastronomiques dans leurs attachés-cases...

Informations complémentaires :  
3616 SICOB.

du 23 au 28 Avril 1990  
Paris-Nord Villepinte

COMDEX/Europe  
GRAND SICOB

Coopération globale - Comité des Exportateurs de Paris  
Tél. : (01) 48.00.00

COMITÉ DES EXPORTATEURS DE PARIS

AU SOMMAIRE D'AVRIL  
Le Monde des PHILATELISTES  
l'Officiel de la philatélie  
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Thématique : les automobiles Renault.
- L'image des villes à travers les timbres allemands.
- Avant-première : le retour de la publicité sur les carnets de timbres français.
- Le courrier du Père Noël.

LE MONDE DES PHILATELISTES  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux

صلى الله عليه وسلم



صباحنا من الامل

### Forêt guyanaise

La Guyane française est un pays d'une grande diversité géographique. Elle est traversée par le fleuve principal du continent sud-américain, le Marouï, qui s'étend sur plus de 1 000 km. Les rives du fleuve sont couvertes de forêts tropicales denses, riches en biodiversité. Ces forêts jouent un rôle crucial dans la régulation du climat et la protection des sols. Cependant, elles sont menacées par la déforestation due à l'agriculture et à l'exploitation forestière. Les autorités locales et nationales travaillent à la préservation de ces écosystèmes précieux.

#### Le programme d'observation

Un programme d'observation a été mis en place pour surveiller l'état de la forêt guyanaise. Ce programme implique des scientifiques, des biologistes et des membres de la communauté locale. Ils effectuent des relevés réguliers de la végétation, de la faune et de la flore. Les données recueillies sont utilisées pour évaluer l'impact des activités humaines sur l'environnement et pour élaborer des stratégies de conservation.

### Le régional de Guadeloupe refuse l'implantation d'une raffinerie de pétrole

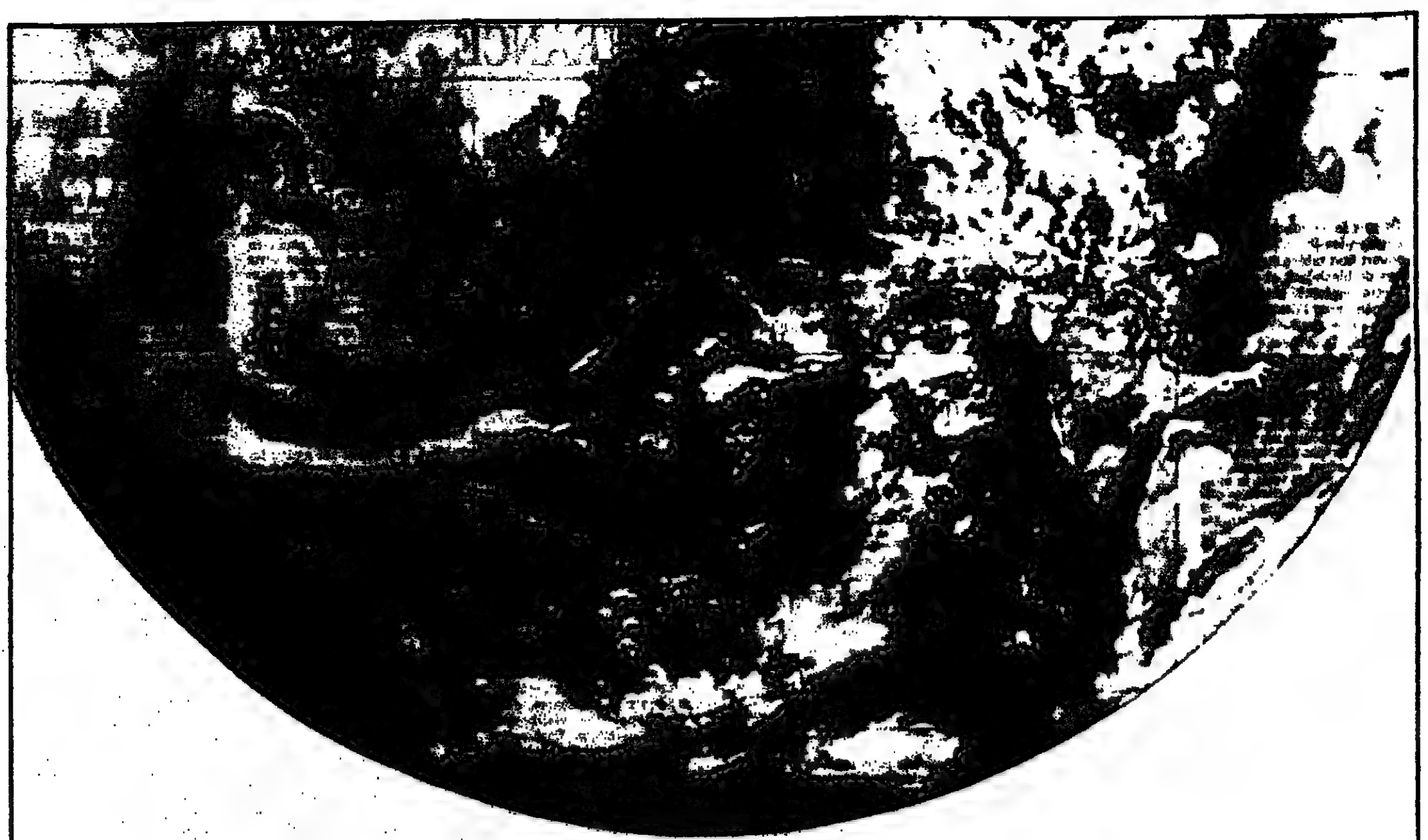
Le conseil régional de Guadeloupe a refusé l'implantation d'une raffinerie de pétrole sur son territoire. Cette décision a été prise à l'unanimité lors d'une séance plénière. Les élus régionaux ont exprimé leurs préoccupations quant à l'impact environnemental et sanitaire d'une telle installation. Ils ont souligné que la Guadeloupe est une région touristique et résidentielle, et qu'une raffinerie pourrait nuire à sa réputation et à sa qualité de vie. Le conseil régional a demandé au gouvernement de trouver une autre solution pour répondre à ses besoins énergétiques.

ANNUAIRE  
Le Monde  
PHILATELISTES

ICOMEX 1990

NUMÉRIQUE

Le Monde des Philatélistes



## LA TERRE GRONDE. LA PECHE BOUGE.

Le 20 avril sur EUROPE 1,  
Journée "Dix gestes pour la terre".

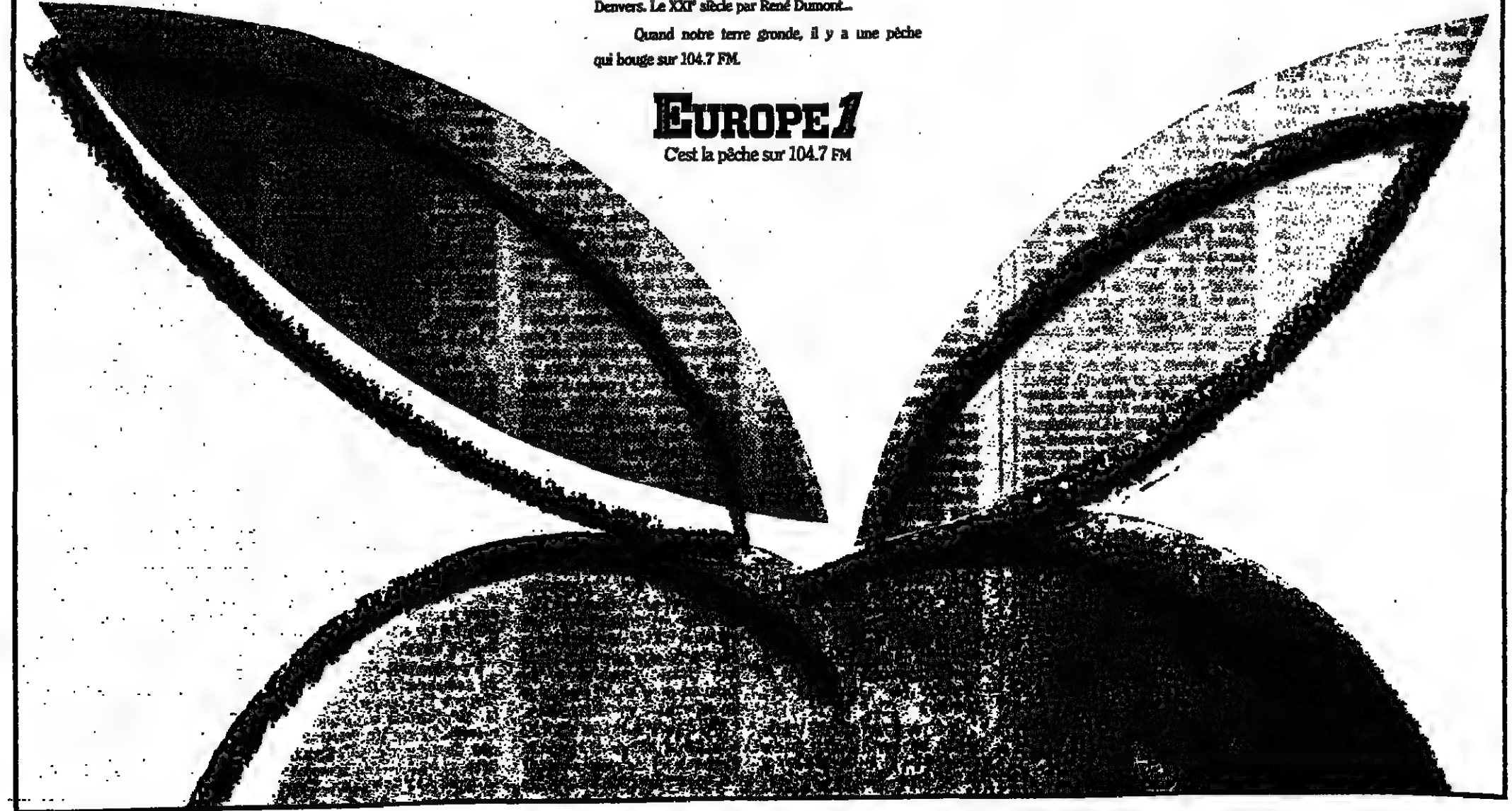
20 avril 1990. Quarante-huit heures avant  
"Le Jour de la Terre", Europe 1 fait le tour des problèmes  
de notre planète. Témoins à l'appui. La pêche en plus.

Le but : décider et faire adopter par tous les  
dix gestes à suivre pour un environnement vraiment  
meilleur.

Le programme d'action : l'agriculture par Philippe  
Desbrosses. L'eau par Alain Bombard. Les villes et la  
pollution par Antoine Waechter. Les énergies par Haroun  
Tazieff. Pub et business verts par Jacques Séguela.  
La protection des espèces par le Commandant Cousteau.  
Les arbres et les plantes par Jean-Marie Pelt. Déchets,  
rejets et transports par Brice Lalonde. L'air par Jean-Loup  
Chrétien. Documents sur les catastrophes avec Alain  
Denvers. Le XXI<sup>e</sup> siècle par René Dumont.

Quand notre terre gronde, il y a une pêche  
qui bouge sur 104.7 FM.

**EUROPE 1**  
C'est la pêche sur 104.7 FM





## PARIS - ILE-DE-FRANCE

Black-jack et roulette anglaise

## Coup de jeune pour le casino d'Enghien

Depuis le 1<sup>er</sup> mars, le casino d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise) a ouvert huit tables supplémentaires de black-jack et douze de roulette anglaise. Une bouffée d'oxygène pour l'établissement, presque moribond en 1986. De son côté, la nouvelle équipe municipale entend redynamiser la ville.

Une fin d'après-midi de semaine, à Enghien-les-Bains. Les commerces s'animent, des bouillons se forment dans les rues étroites de la ville. Au casino, l'activité commence mollement. Les yeux rivés aux tapis verts, la mine sérieuse, les premiers clients se colent en grappe autour des quelques tables ouvertes. Patrons, retraités fortunés, commerçants en goulotte ou simples salariés ? Peu importe. Les mises varient mais la passion est la même.

Depuis un mois, ils sont de plus en plus nombreux à venir tenter le hasard. Meilleur jour, le vendredi enregistre 1 000 entrées, contre 600 avant l'arrivée des nouveaux jeux. Le ministre de l'Intérieur vient d'autoriser l'exploitation, à compter du 1<sup>er</sup> mars, de huit tables supplémentaires de black-jack (qui s'ajoutent aux quatre installées en 1986) et douze tables de roulette anglaise. Une bonne aubaine pour les flambeurs parisiens ! Une législation de 1913 interdisait les jeux de boules à moins de 100 km de la capitale... sous couvert de protection des « masses laborieuses ».

## Pas de machines à sous

Bien décidée à saisir sa chance elle-même, la Société d'exploitation des eaux et thermes d'Enghien (SEETE) - gestionnaire du casino, des thermes, du restaurant, du Grand Hôtel, et d'un théâtre - est prise d'une fièvre de travaux. Plus de 100 millions de francs d'investissements... deux cents embauches... La direction, chapeautée par le groupe Lucien Barrière (1) depuis fin 1988, mise gros. Son calcul ne doit toutefois rien au hasard : l'activité du casino devrait être multipliée par deux en trois ans.

Saumon,ivoire, et marron : la nouvelle décoration du casino se veut chic mais discrète. Version années folles, le style-jérôme du groupe Barrière. Un retour aux sources ? En apparence seulement. Car la grande nouveauté, c'est l'introduction massive de la vidéo et de l'informatique. Pour la télésurveillance bien sûr, mais aussi pour la gestion et le contrôle des salles.

Chaque table est désormais équipée de son propre ordinateur. La comptabilité et la détection d'éventuelles anomalies en sont facilitées. Les joueurs méthodiques y trouvent leur compte, un petit panneau indiquant les derniers numéros sortis à la roulette.

C'est le black-jack qui nous a sauvé : quatre tables ont été autorisées en février 1987. Entre-temps, la SEETE avait été reprise par un groupe anglo-africain avant de tomber dans le giron de Lucien Barrière. Le grand vent du renouveau n'épargne



Croupiers, cartiers, changeurs, caissiers, physionomistes, secrétaires aux entrées... il a fallu recruter une centaine de professionnels. Impossible. La SEETE a donc monté une école maison, et, pour faire la soudure, fait appel à un contingent de Britanniques.

Dans le palmarès des casinos français, Enghien est passé de la deuxième place en 1988, derrière Divonne-les-Bains (Ain), à la septième place en 1989, avec un produit brut des jeux de 107 millions de francs (2). Malgré une progression de 20 %, l'établissement n'a pu suivre ses challengers, stimulés par l'introduction des machines à sous (3).

« Le casino arrive à l'âge adulte », juge le directeur financier, Jean-Jacques Fieffé. Puis il se souvient des années difficiles. « Le produit des jeux a baissé jusqu'en 1986, touchant un plancher de 53 millions de francs. Nous n'avions alors que le chemin de fer : un jeu vieillissant, où l'on ne s'amuse guère, réservé à des joueurs fortunés. De surcroît, l'ouverture aux femmes des cercles de jeu parisiens, début 1986, nous a pris 30 % de notre clientèle. C'était triste, on avait horreur ! D'ailleurs, nous étions à la limite du dépôt de bilan.

aucune activité de la SEETE. Les séminaires se multiplient dans les « salons de la Pergola », à l'âge des salles de jeu. Le Duc d'Enghien, célèbre restaurant de la place, et le Grand Hôtel, ont redoré leur blason. Le théâtre lui-même, seul équipement dont le déficit est jugé acceptable, se lance dans une politique de création audacieuse. Mot d'ordre : priorité au haut de gamme et aux synergies loisirs-santé-hébergement.

L'heure de gloire des thermes, qui firent la réputation d'Enghien, ne devrait pas tarder. Grâce à une première vague de travaux, l'activité de la grosse baignoire blanche de 1935, qui fait face au lac, a été remise à flot. Les efforts vont maintenant s'organiser autour de deux axes : multiplier la clientèle classique de curistes (une augmentation de 20 % est attendue en 1990), développer les séjours de

remise en forme, les « fugues santé ». Il est même question de créer un centre de recherche sur le soufre, et un centre anti-tabac, en liaison avec les médecins du cru et la ville.

La nouvelle équipe municipale - pilotée par trois adjoints de l'ancienne majorité - ne peut qu'approuver ces orientations. « Nous avons été élus pour donner une image plus dynamique de la ville, plus ouverte, plus culturelle aussi », lance le jeune maire, Philippe Sauer. Sa première décision importante sera la réalisation d'un « espace de rencontre », sur le site de l'actuel centre culturel François-Villain. Le programme de 4 500 mètres carrés prévoit notamment un grand auditorium, utilisable tant pour des concerts ou des congrès que pour le Festival de cinéma que concède la municipalité. Les concours d'architecture se terminent ces jours-ci : quels que soient les résultats, le style sera « contemporain ».

Peu étendue, dépourvue d'activités économiques à l'exception de deux cents commerçants, dotée d'une population vieillissante (10 000 habitants), Enghien-les-Bains ne peut guère imaginer de grands projets. « Une ville achevée », résume le maire, qui insiste sur sa dépendance à l'égard du casino. En 1989, ce dernier aura fourni au budget municipal 15 millions de francs. Presque autant que les recettes de la fiscalité locale.

HÉLÈNE GIRAUD

(1) Le groupe Lucien Barrière possède aussi les casinos de Cannes, Deauville, Biarritz, La Baule, Saint-Malo, Trouville et Quistrevant.

(2) Le chiffre d'affaires est la différence entre le produit brut des jeux et les taxes perçues par l'Etat et les collectivités locales (36 % au total). Les exercices comptables courent de novembre à novembre.

(3) L'introduction des machines à sous a été refusée ici en mai 1988 par l'ancienne municipalité.

Menaces sur le parc et la maison de Daudet à Draveil

## L'héritage du Petit Chose

Les amoureux d'Alphonse Daudet qui, traditionnellement, pendant les fêtes pascales, prennent la route du célèbre moulin, planté en plein pays arlésien, auront cette année un beau sujet de méditation : pourra-t-on sauver de la convoitise des promoteurs immobiliers l'ancien domaine des environs de Paris où vécut l'auteur du Nabab ?

Entre Seine et Sénart, dans le quartier de Champrosay à Draveil (Essonne), voici donc cette grosse bâtisse bourgeoise, dominant un parc de près de 4 hectares, où le brillant caissier s'est établi en 1886.

L'été, il y reçoit ses amis : les félibres (Roumanille, Aubanel, Mistral et Paul Arène), mais aussi Monet, Zola, Cézanne, Leconte de Lisle, Sully Prudhomme, François Coppée, Maurice Barrès et Pierre Loti. Bref, le Parnasse de l'époque. Le plus assidu sera le cher Edmond de Goncourt, qui mourra en 1896 dans cette maison.

Ce bord de Seine traverse l'œuvre de Daudet. L'église a inspiré la Petite Patrie. Ses jardins, ses riches propriétés, apparaissent dans Robert Helmont. Et, à propos des Paysans de Paris des Contes du lundi, on peut lire : « A Champrosay, ces gens-là étaient très heureux ».

## A l'abandon

Aujourd'hui, ce domaine appartient à une institution qui l'utilise en partie pour loger des médecins et des infirmiers stagiaires. N'ayant plus l'utilité des bâtiments et ne disposant pas des moyens nécessaires à la rénovation et à la modernisation de l'établissement de soins, cette institution a décidé de se séparer de la propriété.

Le parc, lui, est depuis une quinzaine d'années laissé à l'abandon. Un parterre de jeunes marronniers sauvages tapisse le sol, où se faufilent quelques sentiers sauvages. L'aspect de désolation des lieux est encore accentué par la tempête qui a soufflé récemment sur l'île-de-France : arbres abattus, branches cassées et troncs brisés. Soudain, au milieu des buissons et des herbes folles, surgit la fameuse « isba », en ruine, que Daudet

avait fait édifier dans ce qui était alors un magnifique parc boisé.

C'est dans ce parc qu'un projet de construction de trente-neuf pavillons de « grand standing » a vu le jour. Ce sera, en toute modestie, le Domaine de Daudet. Cette initiative, même si elle semble aujourd'hui marquer le pas, a suscité une violente réaction de l'Association de défense de Champrosay, qui affirme : « Il y a un site privilégié par son environnement : malheureusement, sur trois parcs, deux ont été livrés aux promoteurs. Il reste encore un parc, celui de la propriété d'Alphonse Daudet. Ce domaine, dans son intégralité, fait partie d'un passé littéraire, non seulement draveillois, mais national. Il serait sacrilège de gommer ce passé pour de basses questions d'argent ».

## Culture et immobilier

L'association demande le rachat de la totalité du domaine par le conseil général de l'Essonne. Et lance : « Pourquoi la municipalité ne fait-elle pas jouer son droit de préemption ? »

En fait, la municipalité affirme aujourd'hui que « le conseil général s'est engagé à prendre en charge la maison de Daudet et 4 380 mètres carrés autour du bâtiment » pour en faire un centre culturel. Mais, précise-t-elle, « cette acquisition entraîne, malgré nos pressantes sollicitations ». Les tractations entre le propriétaire et le département sont ardues. « Trois millions », réclame l'institution médicale, « deux millions », répond le conseil général.

Va-t-on donc « diviser » cette propriété en deux parties, côté cour la culture, côté jardin l'immobilier, et briser ainsi l'ensemble harmonieux que forme le vieux domaine du maître de Footville ? Le parc disparaîtrait au moment même où l'Agence des espaces verts de l'île-de-France se bat pour créer une longue coulée verte le long de la Seine. Dans ces conditions, ce n'est plus le souvenir de Daudet que Champrosay conserverait, mais celui de Tartarin.

JEAN PERRIN

## INITIATIVES

## Le cercle des savoirs reconnus

Bénédictine apprend le français à Kadi qui apprend le mandingue et les histoires de griots à Hélène qui apprend à cuisiner le sherba avec Bays aux côtés d'une dizaine de personnes dont Hocine qui apprend la soudure à Jean qui anime un groupe santé auquel appartient Bénédictine qui apprend... Derrière ce curieux inventaire à la Prévert, une cinquantaine d'échangistes à un peu particuliers : en tout bien tout honneur, sur la seule base de la gratuité, ils font partie d'un « réseau de formation réciproque » de Belleville-Ménilmontant.

## Un tissu social très riche

Tout le monde sait quelque chose et chacun peut transmettre son savoir, tel est le principe des réseaux de ce type, nés à Evry il y a quelques dix ans, à l'initiative de Claire et Marc Haber-Suffrin (1). Fonctionnant de personne à personne ou au sein de groupes, de manière très souple, les échanges de savoirs ont essaimé dans toute la France et intéressent aujourd'hui plusieurs milliers de personnes.

A Belleville, après un démarrage assez lent, le projet a véritablement pris corps avec la création, début 1989, d'une association de quartier. « Dans ce quartier multi-culturel et pluri-ethnique, le tissu social est très riche, commente Dominique Perret, permanente du mouvement national des réseaux et promotrice de l'association parisienne. Mais on se croit sans forcément se rencontrer. C'est pourquoi il y a un vrai besoin de la part des habitants, qu'ils soient d'origine française ou étrangère, de casser leur isolement et d'entrer en relation les uns avec les autres ».

Du retraité tout ce qu'il y a de plus « blanc-bec », comme on dit par ici, à la jeune femme maghrébine, de l'ouvrier sou-

deur au médecin gynécologue, André, Mimouna, Hocine, Jean, Adèle, Thérèse et les autres ont d'ores et déjà franchi le pas et participent à ces trocs de savoirs qui constituent la seule monnaie d'échange en service dans le réseau. Comment y sont-ils venus ? « Le recrutement est essentiellement affaire de bouche à oreille », explique Hélène Jimenez, présidente de l'association, elle-même entrée dans la ronde par l'intermédiaire de son fils. Commerçants et travailleurs sociaux sont aussi d'efficaces agents de liaison et font circuler l'information.

Mais le plus irrésistible tantum demeure sans doute celui de Dominique Perret, pivot du réseau de Belleville, qui « fait du réseau » en toute occasion et en tout lieu. D'herbier, rencontré par hasard dans une file d'attente à la mairie, ne serait certainement jamais venue d'elle-même au groupe santé : elle a pu, à deux mois d'une importante opération cardiaque, y « démentir le fouillis de ses émotions » ; quant à Kadi, il est probable qu'elle aurait entamé une nouvelle décennie de vie en France comme les quinze dernières années écoulées, n'est-à-dire sans apprendre le français, car elle n'osait pas aller vers une institution.

Démarche intellectuelle pour certains - comme Jean, qui cherche, « par-delà les discours ronronnants sur l'importance des brassages culturels, à rencontrer véritablement les autres », - le réseau est pour la plupart de ses membres (dont une forte proportion de femmes) un puissant moyen de socialisation et d'insertion. « Moi ? Mais je ne sais rien ! » : il faudra beaucoup de temps et de tact pour les aider à dépasser ce premier sentiment d'im-

puissance et à repérer leurs propres savoirs.

Ceux qui n'ont jamais reçu, ni de l'école ni de leur environnement, une quelconque reconnaissance découvrent alors qu'ils ont, eux aussi, des expériences de vie riches et intéressantes à communiquer. « Il n'y a pas de petits savoirs », insiste Dominique Perret, c'est ce qu'il y a de plus difficile à faire passer, tant il est peu orthodoxe de considérer sur un plan d'égalité les connaissances classiquement acquises et tout ce qui relève d'une mémoire, de coutumes et savoir-faire, que l'on possède sans en avoir clairement conscience ».

Et il est des séances de cuisine qui, par-delà la convivialité, sont de véritables séminaires de langue, d'économie domestique et de civilisation. Sans parler de l'accession à une certaine indépendance que représentent pour Bays, Mimouna ou Kadi, le fait d'avoir réussi à négocier avec leur mari le droit de sortir pour se rendre à « leur » réunion.

« Avoir une attente vis-à-vis de gens à qui justement on ne demande jamais rien transforme du tout au tout les rapports entre les individus », témoigne Hélène Jimenez, qui a personnellement pendant plusieurs années au en charge la section sociale d'une grande entreprise. Cela leur permet de sortir du statut d'assistés et, valorisés, ils peuvent à leur tour exprimer leurs manques et oser penser qu'il est possible d'y remédier. « Ce qu'on transmet, on le sait mieux », résume avec simplicité Hocine, jeune Algérien qui apprend la soudure à Jean, un médecin.

Il y a énormément d'offres et de demandes actuellement en suspens : requises au niveau de la coordination régionale des réseaux, Dominique Perret manque de temps pour effectuer mise en relation des intéressés et suivi des échanges. C'est

pourquoi l'association cherche à faire prendre en charge le financement de postes permanents sur le quartier même. « Une équipe d'éducateurs de rue compte sur nous pour travailler avec ces adolescents paumés qui ne se savent pas porteurs de ressources, précisons-les. Et puis nous voudrions prospecter du côté de la communauté asiatique, entièrement fermée sur elle-même, et réanimer aussi un véritable réseau enfants, plus en prise sur le quartier ».

## Les enfants aussi

Mis habituellement en situation de compétition, les enfants comprennent très vite ce que signifient les échanges de savoirs. Dans deux ateliers bleus, fonctionnant une fois par semaine après le temps scolaire dans les écoles primaires du boulevard de Belleville, ils font l'expérience de la solidarité, petits et grands s'apportant mutuellement les connaissances les plus variées, qu'elles concernent le ramadan ou le principe de la division, l'art de lacer ses chaussures ou celui de parler turc.

« Qu'est-ce que ça veut dire « chateaux » ? interroge un grand de dix ans, tandis qu'il dresse la Tunisie. Et le petit, très fier de pouvoir enseigner son aîné : « Chateaux, c'est quand les gens sont gentils. » Dit avec des mots d'enfant, c'est aussi ça, l'apprentissage. Utopie ? Et pourtant il semble bien que quelque part du côté de Babelville, certains s'emploient, très concrètement, à sauver l'honneur de la tribu.

CAROLINE HELPETER

(1) Cf. Appels aux intelligences, de Claire et Marc Haber-Suffrin, éditions Miroir, 1988. Siège du mouvement : 83-84, 91002 Evry Cedex. Tél. : 60-79-10-11

## Les dix ans du FIAPAD

## Hôtel pour jeunes à la Défense

Il y en a dans les toilettes des garçons mais aussi, parce que ici on est moderne et intelligent, dans les toilettes des filles. Aux distributeurs les préservatifs se vendent aux tarifs du miroir, mais pour 10 F. Un petit détail, certes, mais qui prouve bien que le FIAPAD n'est pas un hôtel comme les autres. Dans la galerie mezzanine, les télévisions branchées sur les clips de M6. Le FIAPAD est comme la musique : jeune et internationale.

Créé il y a dix ans à l'initiative du ministère de la Jeunesse et des sports, le Foyer international d'accueil de Paris la Défense reçoit « de préférence » des scolaires et des universitaires, presque jamais d'individuels ou de personnes âgées. De l'hôtel, il a la marque, les hôtes d'accueil, le tableau de clés : de l'auberge de jeunesse, il a le statut et les prix. Le FIAPAD est une association loi 1901 qui propose, suivant la saison, des chambres à deux lits et pension complète pour des prix

variant entre 176 et 201 F. Depuis cinq ans, le FIAPAD tourne à près de 80 % de sa capacité. Dans ses 425 lits, il accueille une majorité d'étrangers (57 % des nuitées) dont la plupart viennent des proches pays européens : Grande-Bretagne, RFA, Italie.

Dès son ouverture, le centre a aussi pris l'habitude de recevoir des jeunes étudiants des pays de l'Est : Soviétiques, Tchécoslovaques... Depuis quelque temps pourtant, nous observons un reflux de cette clientèle, note Anne Ramarsson, à la direction du FIAPAD, sans doute parce que nous traitons avec L'VJ (Lovers Vacances Jeunes) - une association qui faisait le trait d'union avec tous les organismes officiels des pays de l'Est et qui, avec les derniers événements, « a un peu perdu sa raison d'être ». Désormais, le FIAPAD traitera directement avec ses anciens clients.

La présence de salles de classe et de conférences, au sous-sol, permet d'organiser des « classes de découverte », des séjours d'étudiants américains, des sessions « Connaissance de la France » : le Paris révolutionnaire, ou encore les grands chantiers de Paris, pour des groupes de vingt à vingt-cinq personnes. L'été, le centre s'ouvre également aux familles provinciales en visite à Paris.

Comme une vingtaine d'autres centres de Paris et de la région parisienne, le FIAPAD est membre de l'UCRIF (Union des centres de rencontres internationales de France). Il compte, avec ses 120 000 nuitées annuelles (année 1989), parmi les plus importants de l'association. « Au départ, notre implantation à la Défense a sans doute été un obstacle, explique Anne Ramarsson. Il y a dix ans, les gens avaient encore peur du RER. Aujourd'hui, la visite de Paris passe presque toujours par le quartier. L'Arche est désormais un must ».

ARIANE CHEMIN

○ Précisions. - A la suite de l'article « Beaubourg-en-Brie », paru dans le Monde du 5 avril, M. Gilbert Lézénès, architecte, nous prie de préciser qu'il a conçu et réalisé avec MM. Jean Nouvel et Pierre Sora le centre culturel de Combs-la-Ville. D'autre part, l'Union des syndicats de copropriété de la région parisienne (8, rue Curie, 92500 Rueil-Malmaison, tél. : 47-32-45-67 et 47-32-00-44) nous indique qu'elle apporte elle aussi une assistance aux copropriétaires, comme le font d'autres associations citées dans l'article « La copropriété en gestion directe », paru dans le Monde du 4 avril. L'une d'entre elles, l'Association nationale des syndicats copropriétaires de copropriété, a changé d'adresse : 30, rue Custine, 75018 Paris.

هكذا من الأصل







## DEMANDES D'EMPLOIS

## JURISTE

27 ans, Maître en droit  
+ 3<sup>e</sup> cycle droit des affaires,  
Paris-I  
Souhaite rejoindre service  
juridique ou cabinet  
(contrats, études de dossiers,  
contentieux, conseils...)  
Tél. : (1) 43-57-88-58

## SCIENCES PO, TRILINGUE

Banquière ayant épuisé les charmes de la  
profession, cherche à en changer  
Mon souhait :  
Négocier, vendre, convaincre.  
Les chasseurs jugent mon cas désespéré... et vous ?  
Ecrire sous n° 8874 Le Monde Publicité  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

## CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi  
vous propose une sélection de collaborateurs :  
• INGENIEURS toutes spécialisations  
• CADRES administratifs, commerciaux  
• JOURNALISTES (presse écrite et parée)

COMMERCIAL. - Parfaitement bilingue anglais -  
bonne connaissance espagnol - Bien introduit sur zone  
Sud-Est asiatique (Hongkong, Thaïlande, etc.) - Très  
bonne expérience comptable/audit, administrative acquise  
aux Etats-Unis.  
RECHERCHE : toute forme de collaboration en vue de  
développement réseaux commerciaux aux bureaux de  
vente, implantation pour PME/PMI (Section BCO/JV  
1499).

DIRECTEUR DOMAINE INDUSTRIEL (groupe multi-  
national) et services (filiale PME-PMI) spécialisé gestion  
et finances - maîtrisant les activités de conseil en entre-  
prise et en restructuration - connaissant les circuits admini-  
stratifs et informatiques.

RECHERCHE : poste évolutif dans société dynamique et  
performante (Section BCO/GR/MFG 1500).

INGÉNIEUR DE PROJET - ENSIA - 47 ans - Expé-  
rience approfondie de l'ingénierie. Application : industries  
agro-alimentaires et diverses - domaines d'intervention :  
technico-commercial, direction de projet impliquant ges-  
tion totale dont notamment : contrôles coûts, plannings,  
achats et marchés, chantier... - pratique courante de  
l'anglais, espagnol, portugais - mobile - disponibilité  
(Section BCO/JV 1501).

DIRECTEUR USINE - 52 ans - Ingénieur A.M. gestion  
- anglais - italien - expérience management et redresse-  
ments dans entreprises 300 à 500 personnes (automobile et  
industrie de pointe) - Forte capacité d'analyse et de propo-  
sition - gestionnaire - connaissance des hommes.

SOUHAITE : s'investir dans poste de direction d'entre-  
prise souhaitant réellement évoluer - mobilité : à moins de  
deux heures de Paris environ (Section BCO/HP 1502).

ANRE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :  
12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

CADRE SUP. BANQUE ET INDUSTRIE  
FORT POTENTIEL  
17 ANS D'EXPERIENCE

Se propose de mettre à votre disposition l'ensemble de ses  
qualités et de ses compétences : bon relationnel, autorité de  
compétence, dynamique, rigoureux, organisé, méthodique et  
créatif, fortement motivé, pratique de l'inspection et de la  
négociation de haut niveau.

QUE LUI PROPOSEZ-VOUS ?  
Tél. : 43-65-78-46

Direct. export retraité  
généraliste, exp. indus. et  
commerciales internationales  
anglais, esp., ital. et italien  
courant, connaissance arabe. Dis-  
ponible pour missions ponc-  
tuaires, prospection, etc.  
Ecrire sous le n° 8836  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy  
75007 PARIS

Traducteur interprète fait  
traductions arabe  
Tél. : (1) 64-22-37-90  
Jeune femme interprète lan-  
guage maternelle technique, per-  
sone couramment français,  
espagnol, notations italien,  
allemand, anglais, cherche  
emploi en particulier dans  
entreprises étrangères pour  
relations commerciales, pré-  
férentiellement avec  
l'industrie.

15 ans exp. communication  
par l'électronique.  
- Conventions, congrès.  
- Jour, événementielles.  
Recherche poste  
intégrée dans entreprise  
dynamique, toutes propositions,  
F. 40 ans, rech. poste fixe à  
responsabilité, compréhen-  
sion, secrétaire, contentieux.  
Tél. : 43-78-15-48.

## DIRCOM

15 ans exp. communication  
par l'électronique.  
- Conventions, congrès.  
- Jour, événementielles.  
Recherche poste  
intégrée dans entreprise  
dynamique, toutes propositions,  
F. 40 ans, rech. poste fixe à  
responsabilité, compréhen-  
sion, secrétaire, contentieux.  
Tél. : 43-78-15-48.

## Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

## appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt

## FORUM HALLES 3 PCEs

Ass. le confort, sol, cuisine,  
part. des. idéal pied-à-terre.  
1 950 000 F. 43-57-88-58.

2<sup>e</sup> arrdt

## METRO BOURSE

Gd studio, cuisine, 11 ch.  
garden, digicode, clim.  
P. 1 570 000 F. CREDIT.  
43-70-04-61.

5<sup>e</sup> arrdt

## NOTRE-DAME 3 P.

DUPLIX + TERRASSE.  
CHARRON. 3 250 000 F.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## JARD. PLANTER. EXPERT.

300 m² env. 3 900 000 F.  
710 000 F. 43-27-81-10.

## NOTRE DAME

RUE GALVANE 40 STUDIO  
BON ETAT 1 250 000 F.  
FRANCOIS FAURE  
43-49-22-70

## MAUBERT. Frédéric Sauron

studio ch. 4<sup>e</sup> et. ach.  
730 000 F. Françoise Faure  
43-49-22-70

## CARDINAL-LEMOINE

2 P 38 m² env. ach. 1<sup>er</sup> et.  
a. de l'ère. 1 210 000 F.  
3615 IMMOB  
Tél. : 43-67-88-76

6<sup>e</sup> arrdt

## CHERCHÉ-MIDI 4/5 P.

VUE DÉGAGÉE  
4 600 000 F.

## ST-GERMAIN 4 P.

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## PRES LUXEMBOURG 3 P.

DUPLIX + 60 BALCON  
LIVING + 2 CHAMB.  
APPARTEMENT ORIGINAL  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## ST-PLACIDE pierre de l'ère

BELLE CHAMBRE 1<sup>er</sup> et.  
P. 1 210 000 F. 43-55-91-82.

## ST-ETIENNE

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## ANGEL RASVAL

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

7<sup>e</sup> arrdt

## RUE ROUSSELET

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## RUE OUDINOT

Très beau l'v. + 2 ch. 2 ch.  
PLURIMMO 43-55-91-82.

## appartements ventes

14<sup>e</sup> arrdt

## SAINT-JACQUES

Imm. pierre de l'ère. 3 p.  
marché, impeccable.  
2 130 000 F. 43-55-91-82.

19<sup>e</sup> arrdt

## BUTTES-CHAUMONT

Belle façade. STUDIO sur  
rue, cuisine, tout confort.  
300 000 F. CREDIT POSSIBLE.  
43-55-91-82.

## PROCE CANAL

Superbe 4 p. avec, ref. et. pour  
cuisine, chaudière, 11 ch.  
529 000 F. CREDIT POSSIBLE.  
43-55-91-82.

## COLOMBEL-FABRIEN

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## PROCE CANAL

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## COLOMBEL-FABRIEN

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## appartements ventes

19<sup>e</sup> arrdt

## BUTTES-CHAUMONT

Belle façade. STUDIO sur  
rue, cuisine, tout confort.  
300 000 F. CREDIT POSSIBLE.  
43-55-91-82.

## PROCE CANAL

Superbe 4 p. avec, ref. et. pour  
cuisine, chaudière, 11 ch.  
529 000 F. CREDIT POSSIBLE.  
43-55-91-82.

## COLOMBEL-FABRIEN

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## PROCE CANAL

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## COLOMBEL-FABRIEN

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.

## RUE ST-ETIENNE

Studio 2 p. cuisine, 11 ch.  
cuisine, 418 000 F. CREDIT  
POSSIBLE. 43-55-91-82.



## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>91 ESSONNE</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)</b>		
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, parking 76 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette Régid. « Les Grandes Coudraies » GCI - 40-16-28-70	3.344 + 750	3 pièces, balcon Imm. neuf, 82 m <sup>2</sup> 4 <sup>e</sup> ét., park. = 350 F/m.	Garches 6/8, rue du Regard CIGMO - 48-24-80-00	6.170 + 817
3 pièces, park. 94 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	80, bd de la Tour-Maubourg SGI/CNP - 45-51-01-83	11.424 + 2.230	4 pièces, parking 76 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette Régid. « Les Grandes Coudraies » GCI - 40-16-28-70	3.290 + 750	3 pièces, park. 75 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> ét., balc. terrasses, cave Parking inclus	La Garenne-Colombes 17, rue d'Estienne-d'Orves CIGMO - 48-24-80-00	5.444 + 707
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			2 pièces, parking 53 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Neuilly 22, bd du Général GCI - 40-16-28-68	4.822 + 580
7 pièces, park. 282 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	6, rue Jean-Goujon SGI/CNP - 43-58-88-70	32.200 + 3.510	2 pièces parking = 280 F/m. 48 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 48-88-28-51	4.400 + 380	2 poses, disp. 07/08 55 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage park. inc., balcon	Surannes 91, rue de la République CIGMO - 48-24-80-00	3.880 + 380
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces parking = 280 F/m. 66 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 48-88-28-51	5.300 + 550	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
4/5 poses. pos. usage mixte 207 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	3, rue Jules-Lafayette SAGGEL - 47-42-44-44	22.770 + 2.977	4 pièces parking = 280 F/m. 89 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 48-88-28-51	6.800 + 780	2 pièces 48 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Charenton 158 bis, rue de Paris LOC INTER - 47-48-18-97	3.400 + 574
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 pièces, 2 park. 103 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Antony 12, av. de la Providence SOFIAM - 48-88-28-51	7.200 + 810	4 pièces 87 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-48-18-97	8.370 + 1.071
Studio meublé 28 m <sup>2</sup> , s./jardin	Home Plaza Nation Home Plaza 40-08-40-00	5.500 + 825	Studio 27 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Ambrières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-88-81-05	2.784 + 270	4 pièces 87 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-48-18-97	8.370 + 1.071
2 pièces meublées 48 m <sup>2</sup> , s./jardin	Home Plaza Bastille Home Plaza 40-21-22-23	8.500 + 1.275	Studio 36 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Ambrières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-88-81-05	2.890 + 358	2 pièces, parking 55 m <sup>2</sup> , 10 <sup>e</sup> ét., balcon disp. 07/90	Créteil 10/12, allée de la Tolon-d'Or CIGMO - 48-24-80-00	2.300 + 820
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces 88 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Ambrières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-88-81-05	5.456 + 881	2 pièces, parking 52 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage Immeuble neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	3.900 + 408
2 pièces 53 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	23/25, rue Lottier LOC INTER - 47-45-18-97	4.901 + 507	2 pièces 47 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-18-97	4.494 + 485	3 pièces, parking 75 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage Immeuble neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	4.880 + 571
3 pièces, parking = 600 F/m., imm. neuf 73 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> ét.	128, rue St-Charles SOFIAM - 48-88-28-51	8.300	3 pièces 68 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-18-97	8.150 + 720	4 pièces, parking 83 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage Immeuble neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7.000 + 734
4/5 pièces, park. = 600 F/m., imm. neuf 91 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	128, rue St-Charles SOFIAM - 48-88-28-51	11.000	3 pièces 73 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-18-97	8.370 + 757	5 pièces, parking 110 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage Immeuble neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	8.500 + 877
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 pièces 49 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage parking = 250 F/m.	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 48-48-44-10	4.300 + 500	2 pièces, parking 57 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Nogent-sur-Marne 2 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-88-81-05	3.278 + 428
Studio 33 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	48, rue Raffet SAGGEL - 47-42-44-44	2.885 + 556	3 pièces 84 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage parking = 250 F/m.	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 48-48-44-10	5.400 + 500	4 pièces, parking 84 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Nogent-sur-Marne 2 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-88-81-05	4.572 + 652
2 pièces, parking 46 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	60/62, av. R-Martin GCI - 40-18-28-88	6.730 + 1.200	4 pièces 77 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage parking = 250 F/m.	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 48-48-44-10	6.300 + 500	<b>95 VAL-D'OISE</b>		
<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 YVELINES</b>			Pavil. 4 pièces Duplex, 105 m <sup>2</sup> jard. 423 m <sup>2</sup> , park.	Cergy 1, allée de l'Albatros SGI/CNP - 34-42-30-82	5.562 + 387
4 pièces 83 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> ét.	72, bd de La Villette LOC INTER - 47-45-18-97	4.975 + 576	3 pièces, park. 74 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Le Chesnay 40, bd St-Antoine SGI/CNP - 47-42-17-81	3.900 + 652			
			4 pièces, park. 94 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Montigny-le Bretonneux 3, allée des Epines SGI/CNP - 30-44-01-13	2.730 + 1.086			
			3 poses, disp. 06-90 85 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> ét. Park. 380 F	Versailles 35 bis, rue du Mal-Gallien CIGMO - 48-24-80-00	5.910 + 950			

**Le Monde**  
CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

**RENDEZ-VOUS**

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE









## BOURSE DU 17 AVRIL

## Règlement mensuel

Règlement mensuel																			
Comptes	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
1270	CAE 35 *	276	276	- 0 40	1270	CAE 35 *	276	276	- 0 40	1270	CAE 35 *	276	276	- 0 40	1270	CAE 35 *	276	276	- 0 40
1271	B.A.P.	120	120	- 1 22	1271	B.A.P.	120	120	- 1 22	1271	B.A.P.	120	120	- 1 22	1271	B.A.P.	120	120	- 1 22
1272	C.E.F. I.P.	120	120	+ 1 21	1272	C.E.F. I.P.	120	120	+ 1 21	1272	C.E.F. I.P.	120	120	+ 1 21	1272	C.E.F. I.P.	120	120	+ 1 21
1273	C.E.F. II.P.	120	120		1273	C.E.F. II.P.	120	120		1273	C.E.F. II.P.	120	120		1273	C.E.F. II.P.	120	120	
1274	C.E.F. III.P.	120	120		1274	C.E.F. III.P.	120	120		1274	C.E.F. III.P.	120	120		1274	C.E.F. III.P.	120	120	
1275	C.E.F. IV.P.	120	120		1275	C.E.F. IV.P.	120	120		1275	C.E.F. IV.P.	120	120		1275	C.E.F. IV.P.	120	120	
1276	C.E.F. V.P.	120	120		1276	C.E.F. V.P.	120	120		1276	C.E.F. V.P.	120	120		1276	C.E.F. V.P.	120	120	
1277	C.E.F. VI.P.	120	120		1277	C.E.F. VI.P.	120	120		1277	C.E.F. VI.P.	120	120		1277	C.E.F. VI.P.	120	120	
1278	C.E.F. VII.P.	120	120		1278	C.E.F. VII.P.	120	120		1278	C.E.F. VII.P.	120	120		1278	C.E.F. VII.P.	120	120	
1279	C.E.F. VIII.P.	120	120		1279	C.E.F. VIII.P.	120	120		1279	C.E.F. VIII.P.	120	120		1279	C.E.F. VIII.P.	120	120	
1280	C.E.F. IX.P.	120	120		1280	C.E.F. IX.P.	120	120		1280	C.E.F. IX.P.	120	120		1280	C.E.F. IX.P.	120	120	
1281	C.E.F. X.P.	120	120		1281	C.E.F. X.P.	120	120		1281	C.E.F. X.P.	120	120		1281	C.E.F. X.P.	120	120	
1282	C.E.F. XI.P.	120	120		1282	C.E.F. XI.P.	120	120		1282	C.E.F. XI.P.	120	120		1282	C.E.F. XI.P.	120	120	
1283	C.E.F. XII.P.	120	120		1283	C.E.F. XII.P.	120	120		1283	C.E.F. XII.P.	120	120		1283	C.E.F. XII.P.	120	120	
1284	C.E.F. XIII.P.	120	120		1284	C.E.F. XIII.P.	120	120		1284	C.E.F. XIII.P.	120	120		1284	C.E.F. XIII.P.	120	120	
1285	C.E.F. XIV.P.	120	120		1285	C.E.F. XIV.P.	120	120		1285	C.E.F. XIV.P.	120	120		1285	C.E.F. XIV.P.	120	120	
1286	C.E.F. XV.P.	120	120		1286	C.E.F. XV.P.	120	120		1286	C.E.F. XV.P.	120	120		1286	C.E.F. XV.P.	120	120	
1287	C.E.F. XVI.P.	120	120		1287	C.E.F. XVI.P.	120	120		1287	C.E.F. XVI.P.	120	120		1287	C.E.F. XVI.P.	120	120	
1288	C.E.F. XVII.P.	120	120		1288	C.E.F. XVII.P.	120	120		1288	C.E.F. XVII.P.	120	120		1288	C.E.F. XVII.P.	120	120	
1289	C.E.F. XVIII.P.	120	120		1289	C.E.F. XVIII.P.	120	120		1289	C.E.F. XVIII.P.	120	120		1289	C.E.F. XVIII.P.	120	120	
1290	C.E.F. XIX.P.	120	120		1290	C.E.F. XIX.P.	120	120		1290	C.E.F. XIX.P.	120	120		1290	C.E.F. XIX.P.	120	120	
1291	C.E.F. XX.P.	120	120		1291	C.E.F. XX.P.	120	120		1291	C.E.F. XX.P.	120	120		1291	C.E.F. XX.P.	120	120	
1292	C.E.F. XXI.P.	120	120		1292	C.E.F. XXI.P.	120	120		1292	C.E.F. XXI.P.	120	120		1292	C.E.F. XXI.P.	120	120	
1293	C.E.F. XXII.P.	120	120		1293	C.E.F. XXII.P.	120	120		1293	C.E.F. XXII.P.	120	120		1293	C.E.F. XXII.P.	120	120	
1294	C.E.F. XXIII.P.	120	120		1294	C.E.F. XXIII.P.	120	120		1294	C.E.F. XXIII.P.	120	120		1294	C.E.F. XXIII.P.	120	120	
1295	C.E.F. XXIV.P.	120	120		1295	C.E.F. XXIV.P.	120	120		1295	C.E.F. XXIV.P.	120	120		1295	C.E.F. XXIV.P.	120	120	
1296	C.E.F. XXV.P.	120	120		1296	C.E.F. XXV.P.	120	120		1296	C.E.F. XXV.P.	120	120		1296	C.E.F. XXV.P.	120	120	
1297	C.E.F. XXVI.P.	120	120		1297	C.E.F. XXVI.P.	120	120		1297	C.E.F. XXVI.P.	120	120		1297	C.E.F. XXVI.P.	120	120	
1298	C.E.F. XXVII.P.	120	120		1298	C.E.F. XXVII.P.	120	120		1298	C.E.F. XXVII.P.	120	120		1298	C.E.F. XXVII.P.	120	120	
1299	C.E.F. XXVIII.P.	120	120		1299	C.E.F. XXVIII.P.	120	120		1299	C.E.F. XXVIII.P.	120	120		1299	C.E.F. XXVIII.P.	120	120	
1300	C.E.F. XXIX.P.	120	120		1300	C.E.F. XXIX.P.	120	120		1300	C.E.F. XXIX.P.	120	120		1300	C.E.F. XXIX.P.	120	120	
1301	C.E.F. XXX.P.	120	120		1301	C.E.F. XXX.P.	120	120		1301	C.E.F. XXX.P.	120	120		1301	C.E.F. XXX.P.	120	120	
1302	C.E.F. XXXI.P.	120	120		1302	C.E.F. XXXI.P.	120	120		1302	C.E.F. XXXI.P.	120	120		1302	C.E.F. XXXI.P.	120	120	
1303	C.E.F. XXXII.P.	120	120		1303	C.E.F. XXXII.P.	120	120		1303	C.E.F. XXXII.P.	120	120		1303	C.E.F. XXXII.P.	120	120	
1304	C.E.F. XXXIII.P.	120	120		1304	C.E.F. XXXIII.P.	120	120		1304	C.E.F. XXXIII.P.	120	120		1304	C.E.F. XXXIII.P.	120	120	
1305	C.E.F. XXXIV.P.	120	120		1305	C.E.F. XXXIV.P.	120	120		1305	C.E.F. XXXIV.P.	120	120		1305	C.E.F. XXXIV.P.	120	120	
1306	C.E.F. XXXV.P.	120	120		1306	C.E.F. XXXV.P.	120	120		1306	C.E.F. XXXV.P.	120	120		1306	C.E.F. XXXV.P.	120	120	
1307	C.E.F. XXXVI.P.	120	120		1307	C.E.F. XXXVI.P.	120	120		1307	C.E.F. XXXVI.P.	120	120		1307	C.E.F. XXXVI.P.	120	120	
1308	C.E.F. XXXVII.P.	120	120		1308	C.E.F. XXXVII.P.	120	120		1308	C.E.F. XXXVII.P.	120	120		1308	C.E.F. XXXVII.P.	120	120	
1309	C.E.F. XXXVIII.P.	120	120		1309	C.E.F. XXXVIII.P.	120	120		1309	C.E.F. XXXVIII.P.	120	120		1309	C.E.F. XXXVIII.P.	120	120	
1310	C.E.F. XXXIX.P.	120	120		1310	C.E.F. XXXIX.P.	120	120		1310	C.E.F. XXXIX.P.	120	120		1310	C.E.F. XXXIX.P.	120	120	
1311	C.E.F. XL.P.	120	120		1311	C.E.F. XL.P.	120	120		1311	C.E.F. XL.P.	120	120		1311	C.E.F. XL.P.	120	120	
1312	C.E.F. XLI.P.	120	120		1312	C.E.F. XLI.P.	120	120		1312	C.E.F. XLI.P.	120	120		1312	C.E.F. XLI.P.	120	120	
1313	C.E.F. XLII.P.	120	120		1313	C.E.F. XLII.P.	120	120		1313	C.E.F. XLII.P.	120	120		1313	C.E.F. XLII.P.	120	120	
1314	C.E.F. XLIII.P.	120	120		1314	C.E.F. XLIII.P.	120	120		1314	C.E.F. XLIII.P.	120	120		1314	C.E.F. XLIII.P.	120	120	
1315	C.E.F. XLIV.P.	120	120		1315	C.E.F. XLIV.P.	120	120		1315	C.E.F. XLIV.P.	120	120		1315	C.E.F. XLIV.P.	120	120	
1316	C.E.F. XLV.P.	120	120		1316	C.E.F. XLV.P.	120	120		1316	C.E.F. XLV.P.	120	120		1316	C.E.F. XLV.P.	120	120	
1317	C.E.F. XLVI.P.	120	120		1317	C.E.F. XLVI.P.	120	120		1317	C.E.F. XLVI.P.	120	120		1317	C.E.F. XLVI.P.	120	120	
1318	C.E.F. XLVII.P.	120	120		1318	C.E.F. XLVII.P.	120	120		1318	C.E.F. XLVII.P.	120	120		1318	C.E.F. XLVII.P.	120	120	
1319	C.E.F. XLVIII.P.	120	120		1319	C.E.F. XLVIII.P.	120	120		1319	C.E.F. XLVIII.P.	120	120		1319	C.E.F. XLVIII.P.	120	120	
1320	C.E.F. XLIX.P.	120	120		1320	C.E.F. XLIX.P.	120	120		1320	C.E.F. XLIX.P.	120	120		1320	C.E.F. XLIX.P.	120	120	
1321	C.E.F. L.P.	120	120		1321	C.E.F. L.P.	120	120		1321	C.E.F. L.P.	120	120		1321	C.E.F. L.P.	120	120	
1322	C.E.F. LI.P.	120	120		1322	C.E.F. LI.P.	120	120		1322	C.E.F. LI.P.	120	120		1322	C.E.F. LI.P.	120	120	
1323	C.E.F. LII.P.	120	120		1323	C.E.F. LII.P.	120	120		1323	C.E.F. LII.P.	120	120		1323	C.E.F. LII.P.	120	120	
1324	C.E.F. LIII.P.	120	120		1324	C.E.F. LIII.P.	120	120		1324	C.E.F. LIII.P.	120	120		1324	C.E.F. LIII.P.	120	120	
1325	C.E.F. LIV.P.	120	120		1325	C.E.F. LIV.P.	120	120		1325	C.E.F. LIV.P.	120	120		1325	C.E.F. LIV.P.	120	120	
1326	C.E.F. LV.P.	120	120		1326	C.E.F. LV.P.	120	120		1326	C.E.F. LV.P.	120	120		1326	C.E.F. LV.P.	120	120	
1327	C.E.F. LVI.P.	120	120		1327	C.E.F. LVI.P.	120	120		1327	C.E.F. LVI.P.	120	120		1327	C.E.F. LVI.P.	120	120	
1328	C.E.F. LVII.P.	120	120		1328	C.E.F. LVII.P.	120	120		1328	C.E.F. LVII.P.	120	120		1328	C.E.F. LVII.P.	120	120	
1329	C.E.F. LVIII.P.	120	120		1329	C.E.F. LVIII.P.	120	120		1329	C.E.F. LVIII.P.	120	120		1329	C.E.F. LVIII.P.	120	120	
1330	C.E.F. LIX.P.	120	120		1330	C.E.F. LIX.P.	120	120		1330	C.E.F. LIX.P.	120	120		1330	C.E.F. LIX.P.	120	120	
1331	C.E.F. LX.P.	120	120		1331	C.E.F. LX.P.	120	120		1331	C.E.F. LX.P.	120	120		1331	C.E.F. LX.P.	120	120	
1332	C.E.F. LXI.P.	120	120		1332	C.E.F. LXI.P.	120	120		1332	C.E.F. LXI.P.	120	120		1332	C.E.F. LXI.P.	120	120	
1333	C.E.F. LXII.P.	120	120		1333	C.E.F. LXII.P.	120	120		1333	C.E.F. LXII.P.	120	120		1333	C.E.F. LXII.P.	120	120	
1334	C.E.F. LXIII.P.	120	120		1334	C.E.F. LXIII.P.	120	120		1334	C.E.F. LXIII.P.	120	120		1334	C.E.F. LXIII.P.	120	120	
1335	C.E.F. LXIV.P.	120	120		1335	C.E.F. LXIV.P.	120	120		1335	C.E.F. LXIV.P.	120	120		1335	C.E.F. LXIV.P.	120	120	
1336	C.E.F. LXV.P.	120	120		1336	C.E.F. LXV.P.	120	120		1336	C.E.F. LXV.P.	120	120		1336	C.E.F. LXV.P.	120	120	
1337	C.E.F. LXVI.P.	120	120		1337	C.E.F. LXVI.P.	120	120		1337	C.E.F. LXVI.P.	120	120		1337	C.E.F. LXVI.P.	120	120	
1338	C.E.F. LXVII.P.	120	120		1338	C.E.F. LXVII.P.	120	120		1338	C.E.F. LXVII.P.	120	120		1338	C.E.F. LXVII.P.	120	120	
1339	C.E.F. LXVIII.P.	120	120		1339	C.E.F. LXVIII.P.	120	120		1339	C.E.F. LXVIII.P.	120	120		1339	C.E.F. LXVIII.P.	120	120	
1340	C.E.F. LXIX.P.	120	120		1340	C.E.F. LXIX.P.	120	120		1340	C.E.F. LXIX.P.	120	120		1340	C.E.F. LXIX.P.	120	120	
1341	C.E.F. LXX.P.	120	120		1341	C.E.F. LXX.P.	120	120		1341	C.E.F. LXX.P.	120	120		1341	C.E.F. LXX.P.	120	120	
1342	C.E.F. LXXI.P.	120	120		1342	C.E.F. LXXI.P.	120	120		1342	C.E.F. LXXI.P.	120	120		1342	C.E.F. LXXI.P.	120	120	
1343	C.E.F. LXXII.P.	120	120		1343	C.E.F. LXXII.P.	120	120		1343	C.E.F. LXXII.P.	120	120		1343	C.E.F. LXXII.P.	120	120	
1344	C.E.F. LXXIII.P.	120	120		1344	C.E.F. LXXIII.P.	120	120		1344	C.E.F. LXXIII.P.	120	120		1344	C			

## Comptant (collection)

[illegible]**SICAV** (collection)[illegible]

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MORNAIRES ET DEVISES	C
	par	17/4	Achat	Vente		
France (100 F)	5 828	5 846	5 480	5 560	Or fin (au gramme)	850
ECU	1 067	1 062			Or fin (au lingot)	850
Allemagne (100 DM)	335 890	339 090	325 500	346	Plata (penny) (20 g)	12
Grande-Bretagne (100 £)	16 240	16 242	15 780	16 800	Plata (penny) (10 g)	12
Italie (100 L)	280 340	280 420	288 500	287	Plata (penny) (20 g)	12
Belgique (100 francs)	87 280	88 280		90 000	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	82 560	86 360	82		Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	1 230	1 184	5 860	5 860	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	3 422	3 468	3 250	4 060	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	4 428	4 574	3 260	4 060	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	371	371	367		Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	82 220	82 420	80	97	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	47 780	47 782	46 260	48 000	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	5 280	5 280	5	5 590	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	3 780	3 780	3 660	3 860	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	4 660	4 660	4 460	5 060	Plata (penny) (20 g)	12
Canada (100 \$)	3 580	3 584	3 430	3 660	Plata (penny) (20 g)	12

## Marché libre de l'or

[illegible]

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ☆ : marché continu



La lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue

## Les Etats-Unis tentent de geler plusieurs centaines de comptes bancaires

Le département américain de la justice a pris mardi 17 avril une série de mesures destinées à lutter contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent sale. Des demandes de gel des comptes bancaires ont été déposées dans plus de vingt-trois Etats des Etats-Unis dans le but d'immobiliser plus de 400 millions de dollars de revenus issus de la vente de drogue colombienne. Les juges fédéraux de Miami, Atlanta et New York ont également été requis pour demander à plus de 173 banques de produire les comptes de 750 personnes.

Selon le *Financial Times* de mercredi, les établissements concernés par cette opération comptent parmi les plus prestigieux : Bank of New York, Morgan Guaranty Trust, Barclays International, Chemical Bank, Manufacturers Hanover Trust.

Chaque fois que les juges auront la preuve que les fonds ou les biens

(immobiliers, actions, avions...) auront été acquis avec les bénéfices du crack ou de la cocaïne, ils auront le droit de les saisir. Cette opération a été grandement facilitée par les documents saisis dans les banques panaméennes par les agents fédéraux américains à la suite de la chute du général Noriega.

Lire, page 11, notre enquête : « La culture de l'héroïne et de la kalachnikov ».

## Héroïne frelatée à Marseille : six morts

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Après le décès de six jeunes toxicomanes en trois semaines, la brigade des stupéfiants de Marseille a acquis la conviction que cette série noire n'était pas due au hasard, mais à la mise sur le marché d'héroïne frelatée par un ou plusieurs revendeurs locaux. Ce phénomène, qui n'est récent, tend à s'aggraver, comme l'illustrent les statistiques officielles concernant la mortalité due à la consommation de drogue. Ainsi, en un an, le nombre de décès de toxicomanes dans la cité phocéenne a plus que doublé, passant de vingt et un en 1988 à quarante-quatre en 1989.

Le recours à des produits de coupe de l'héroïne - de qualité, par ailleurs, de plus en plus médiocre - est devenu de plus en plus systématique. Soit

directement, à la source, dans les pays producteurs de drogue. Soit sur les lieux de consommation, à l'initiative de dealers, improvisant des mélanges pour financer leurs propres besoins ou tenter d'accroître leurs bénéfices. Les additifs employés vont du banal sucre glace aux produits médicamenteux les plus divers, voire à des enduits utilisés dans l'industrie du bâtiment. Il y a quelques années, de l'héroïne contenant de la strychnine faisait son apparition en France, en provenance d'Extrême-Orient. Selon les spécialistes, le danger de certains de ces additifs est accru par leur consommation sous forme d'injection intraveineuse, mais il provient, aussi, de leur incompatibilité avec la drogue elle-même.

En l'absence d'échantillon de poudre consommée par les victimes, les analyses effectuées par le laboratoire de la police

scientifique de Marseille n'ont pas encore permis d'identifier la ou les substances en cause. Cependant, selon le parquet - qui n'a toujours pas ouvert d'information judiciaire - la présence de poisons, tels que cyanure ou strychnine, a d'ores et déjà été écartée.

Quoi qu'il en soit, une véritable course de vitesse a été engagée par les policiers pour remonter jusqu'aux fournisseurs de cette héroïne frelatée dont les ravages ne sont nullement enrayés. Depuis le 1<sup>er</sup> avril, le bataillon des marins-pompiers de Marseille a été appelé à vingt et une reprises pour des cas d'overdose - dont cinq fois pour le seul week-end pascal - alors que le nombre des interventions pour ce motif n'est, habituellement, que de deux à trois par semaine.

GUY PORTE

Vingt-quatre vies épargnées pendant le week-end pascal

## Résultats modestes pour l'opération « Drapeau blanc »

Vingt-quatre vies épargnées, deux cents soixante dix sept blessés évités et cinquante quatre accidents en moins par rapport à la moyenne des cinq derniers week-ends de Pâques : tel est le bilan qu'annoncent les promoteurs de l'opération « Drapeau blanc » organisée du 12 au 17 avril pour sensibiliser les automobilistes à la nécessité de respecter le code de la route.

Ce résultat semble modeste, notamment par rapport à celui qui avait été obtenu lors de la première édition de cet exercice médiatique, du 27 octobre au 2 novembre 1988. Les promoteurs avaient cru pouvoir estimer à cent quarante-neuf le nombre des vies « sauvées » par « Drapeau blanc » pendant ce week-end et au cours des deux mois suivants.

De nombreux spécialistes de la sécurité routière jugent qu'un tel battage audiovisuel peut avoir des effets bénéfiques, mais non quantifiables. Ils estiment qu'il y a peu de chances de pouvoir diminuer l'hécatombe routière par de tels moyens et qu'en l'absence d'une détermination gouvernementale forte, le comportement agressif des Français au volant continuera de placer les routes de France parmi les plus meurtrières du monde.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Angélisme

Dis, m'sieur le ministre de la santé, t'es malade ou quoi ? Comment peux-tu t'opposer au dépistage des bébés abandonnés par des mères séropositives sous prétexte de discrimination ? Enfin, ça va pas, la tête ! Si, sans être vraiment contaminées - ça, faut un bout de temps pour le savoir, - ils portent en eux des traces du virus, on doit absolument le détecter au plus vite. Question de vie ou de mort. Pour eux. Pas pour ceux qui les approchent, bien sûr. Pas question de les vacciner. Tests sanguins rigoureux. Soins particuliers.

Enfin et surtout, tu fous en l'air la chance de ces petits, qu'ils soient atteints ou qu'ils ne le soient pas, de trouver une famille d'accueil. T'es pas là, l'autre jour dans le Monde, ce papier sur Anthony, l'enfant qui ne souriait jamais parce qu'à l'hôpital on n'en approchait que quand il était masqué, jusqu'à ce qu'un couple décide, en toute connaissance de cause, de l'adopter. Alors là, terminé, dans le doute il n'y aura plus personne pour courir le risque de s'attacher à un gamin dont on peut penser qu'il sera mort d'ici trois, quatre ans.

Un peu plus de pragmatisme et un peu moins d'angélisme, au

nom du Ciel ! C'est bien joli de prévoir une loi punissant de peine d'amende ou de prison ceux qui refusent un job, une assurance ou un logement à une personne atteinte du sida, malheureusement ça ne suffit pas. Faut quand même regarder les choses en face. Le sida, ça fait peur. C'est stupide, d'accord, c'est une réaction déplorable, primitive, condamnable, mais bon, c'est comme ça.

Tout je sais pas, mais moi, je l'avoue, si un de mes copains au journal avait chopé cette salopette, avant de me verser une rasade de whisky dans son verre, j'irais en douce le rincer aux toilettes. Je pourrais pas m'en empêcher, ce serait plus fort que moi. Ce qu'il faut me dire et me répéter, c'est que l'exclusion favorise le développement de l'épidémie en poussant les gens à risque à entrer dans la clandestinité. Tout plutôt qu'une prise de sang révélatrice qui fera de vous un positif !

Dans le cas particulier, au lieu de me culpabiliser en me brandissant les droits de l'homme au nez, tu ferais mieux de m'expliquer, en quoi consistent mes devoirs envers la société. Et me suggérer qu'en l'occurrence cherché bien ordonné.

Selon « le Canard enchaîné »

## Les centrales nucléaires françaises seraient mal protégées contre la malveillance

De sérieuses failles dans la protection des centrales nucléaires contre la malveillance ont été relevées dans un rapport rédigé en 1988 par le commissaire Jacques Doucet, détaché par le ministère de l'Intérieur à EDF, affirme le *Canard enchaîné* dans son édition du 18 avril.

Le commissaire Doucet était, précise-t-on à EDF, chargé à l'époque d'une mission de conseil auprès de la direction pour « identifier les points faibles de la sécurité sur le terrain et sensibiliser » les responsables concernés. Cette étude, ajoute l'auteur, « a été prise en compte pour remédier aux lacunes et perfectionner le dispositif ».

Son rapport, révèle le *Canard enchaîné*, expose qu'une équipe étrangère au personnel de la centrale, chargée d'effectuer un « test de pénétration », a pu atteindre sans encombre la salle de commande d'une centrale alors qu'elle n'y était pas autorisée. Il précise que si cinq cents gendarmes sont, en théorie, chargés de protéger les sites nucléaires d'EDF avec le personnel de sécurité de la compagnie et de sociétés de gardiennage, deux gendarmes seulement par centrale s'acquittent effectivement de cette tâche en se contentant de tourner en voiture dans un rayon de 10 kilomètres. Il affirme en outre, que « des individus connus des fichiers du terrorisme et du grand banditisme » ont été « débauchés » parmi les sous-traitants employés notamment lors des ardeurs de tranchée, et révèle que trois attentats - un à Dampierre (Loire) et deux dans la vallée du Rhône - ont eu lieu en 1987 contre des lignes à haute tension.

### EN BREF

■ **Népal** : le futur gouvernement. - A l'issue d'un entretien de deux heures avec le roi, le premier ministre désigné, M. Krishna Prasad Bhattarai, qui est président en exercice du Congrès népalais, a annoncé, mardi 17 avril, qu'il prêterait serment jeudi et que son cabinet compterait onze ministres (quatre membres de son parti, dont lui-même, trois représentants du Front uni de la gauche, deux représentants du roi et deux indépendants). - (AFP).

■ **Premier vol de l'Aéroflot entre l'Arabie Saoudite et l'URSS**. - Pour la première fois, un appareil de la compagnie aérienne soviétique Aéroflot a effectué dimanche 15 avril une liaison entre l'URSS et l'Arabie Saoudite pour prendre livraison d'exemplaires du Coran offerts par le roi Fahd d'Arabie Saoudite aux musulmans d'URSS. L'appareil est embarqué à Djeddah (côte ouest) entre 20 000 et 30 000 exemplaires du Coran destinés à la ville de Kazan, en Russie soviétique. Un million d'exemplaires du Coran doivent être livrés par l'Arabie Saoudite aux musulmans d'URSS et l'Aéroflot effectuera vingt-neuf vols entre Djeddah et plusieurs villes des républiques musulmanes d'URSS. - (AFP).

■ **Le réchauffement de la planète oppose les Etats-Unis et l'Europe**. - Dès l'ouverture, mardi 17 avril à Washington, de la conférence internationale sur le réchauffement de la planète, un fossé est apparu entre les positions américaines et européennes des dix-huit pays représentés. Le président américain George Bush, rappelant que son pays avait décidé de dépenser cette année 1 milliard de dollars pour la recherche sur le « changement climatique global », a estimé que l'on ne devait pas se lancer

dans un coûteux programme de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> tant que les recherches n'auraient pas abouti à une conclusion nette. Les délégués européens, notamment les ministres de l'environnement allemand, français et néerlandais, se sont au contraire prononcés pour une action immédiate. - (AFP, AP).

■ **Les nouveaux adhérents de la France unie**. - M. Albert Pen, sénateur (apparenté socialiste) et maire de Saint-Pierre-et-Miquelon, a annoncé, mardi 17 avril, son adhésion au mouvement la France unie de M. Jean-Pierre Soisson. Pour sa part, M. Jean-Marie Daillet, député (UDC) de la Manche, qui vient lui aussi d'adhérer à la France unie, exige un vote au sein du groupe centriste de l'Assemblée nationale afin que ses amis tranchent sur son maintien dans ce groupe ou son exclusion. M. Daillet préférerait rester membre de l'UDC. Le groupe centriste s'est réuni, mardi, mais il n'a pas tranché.

■ **La mort du journaliste Paul Lorenz**. - Ancien collaborateur de *Var-Matin*, de *Cité-Soir* et de *L'Aurore*, Paul Lorenz est décédé le 17 avril à Toulon (Var) à l'âge de quatre-vingt-six ans. Journaliste en novembre 1942 à l'Office français d'information (OFI), qui devait donner naissance à la Libération à l'Agence France-press (AFP), il avait annoncé le sabotage de la flotte française en rade de Toulon. Cette information lui avait valu, d'être arrêté et longuement interrogé par la police française sur demande des Allemands. Paul Lorenz était également l'auteur d'un livre humoristique sur la voiture et ainsi que de plusieurs pièces de théâtre.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

■ **Amnistie** : « Droit à l'oubli, oubli du droit », par Georges Beljean  
■ **Patrimoine** : « Les pièges du musée total », par Jacques Viatel  
■ **Bonheurs**, par Albert Mammi ..... 2

#### Un entretien avec M. Brucan

Avant les élections du 20 mai en Roumanie ..... 3

#### Les Vietnamiens d'Europe de l'Est

Victimes de la libéralisation économique ..... 4

#### Suspension des mesures d'austérité en Côte-d'Ivoire

Pour prévenir de nouveaux troubles ..... 6

#### La réforme constitutionnelle

Le RPR et l'UDF sont décidés à la faire échouer ..... 9

#### Le statut de la Polynésie française

Le Sénat adopte un projet renforçant l'autonomie de l'Assemblée territoriale ..... 9

#### Publicité

Comment rester autonome face aux chaînes de la RFA ..... 10

### SECTION B

#### La culture de l'héroïne et de la kalachnikov

Dans le « Triangle d'or » - Laos, Birmanie, Thaïlande - et le « Croissant d'or » - Afghanistan, Iran, Pakistan ..... 11

#### Nouvelle mise au PMU ?

L'enjeu minimum pour le tiercé passerait de 5 F à 6 F ..... 12

#### Le concert de Phil Collins

Un stakhanoviste de la pop ..... 13

### SECTION C

#### ARTS • SPECTACLES

Les couleurs de la mémoire : « Histoire de garçons et de filles », le nouveau film de Pupi Avati • Des frères Lumière à Louis Carax, gloire au noir et blanc • La sauvetage périlleux des trésors du cinéma mondial • La sélection cinéma, théâtre, musique, arts ..... 17 à 24

### SECTION D

#### Restructuration dans la distribution

La CFAO vend la Ruche méridionale à Casino ..... 25

#### Le capital de Framatome

L'Etat et la CGE devraient parvenir à un accord sur le partage du pouvoir chez le constructeur français de centrales nucléaires ..... 25

#### Ile-de-France

■ Coup de jeune pour le casino d'Enghien • Menaces sur la maison Daudet à Draveil • Les dix ans du FIAPAD à la Défense ..... 30

#### Services

Abonnements ..... 8  
Annonces classées ..... 31 à 33  
Automobile ..... 14  
Carnet ..... 14  
Marchés financiers ..... 34-35  
Météorologie ..... 15  
Mots croisés ..... 14  
Radio-Télévision ..... 15

La télématique du Monde :

3616 LEMONDE  
3616 LM

Le numéro de « Monde »

daté 18 avril 1990

a été tiré à 513 677 exemplaires.

## La préparation du budget 1991

### Rencontre entre le groupe socialiste et le gouvernement

Une délégation du groupe socialiste - composée de MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, Louis Mermaz et Claude Estier, respectivement présidents de groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, Alain Richard, rapporteur général du budget, l'ensemble des présidents de commission, dont M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances, et de plusieurs députés, dont MM. Jean Auroux et Jean Le Garrec - devait être reçue à Matignon, mercredi 18 avril, afin d'examiner la préparation du budget pour 1991.

Cette rencontre, à laquelle devaient participer le premier ministre, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre délégué chargé du budget, M. Michel Charasse, a lieu juste avant l'envoi des lettres de cadrage budgétaires qui définissent les grandes masses de la loi de finances pour 1991. Reçu mardi 17 avril par M. Michel Rocard pour préparer cette réunion, M. Louis Mermaz a indiqué que le groupe et le gouvernement étaient d'accord sur la réduction du déficit budgétaire, la baisse du taux majoré de la TVA, la taxation des plus-values mobilières à long terme

des entreprises, et les grandes priorités pour 1991 : éducation, recherche, logement, environnement, justice et formation professionnelle.

A propos de la taxe d'habitation, M. Mermaz a précisé que le premier ministre s'était engagé à commander de nouvelles simulations, qui devront être rendues publiques avant le 30 juin. Le groupe socialiste a de son côté proposé une « ouverture » au gouvernement en demandant que l'abattement sur le revenu imposable retenu pour le calcul du montant de la taxe - 10 000 francs dans la première simulation - soit élevé à 15 000 francs. Le groupe socialiste souhaite en effet que les personnes qui étaient jusqu'alors exonérées de taxe d'habitation le restent après la mise en œuvre de la réforme.

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 avril

#### Baisse sensible

Renversement de tendance à la Bourse de Paris, mercredi matin 18 avril. L'indice de cotation reculait de 0,81 % en milieu de matinée après une ouverture à + 0,11 %. Casino qui était en baisse la veille enregistrait la plus forte hausse à + 3,22 %. Étaient également en progression CMC (+ 2,65 %), Viabank (+ 2,63 %), Coldest (+ 2,61 %), Notons, cependant, les replis d'Eurotunnel (- 2,87 %), Ecof (- 2,84 %), Thomson CSF (- 2,61 %), Michelin (- 2,57 %) et Sagem (- 2,32 %).

### BROCANTE DU LIVRE D'ART

PARIS DE  
MUSEE D'ORSAY  
DU SAMEDI 22 AVRIL  
AU DIMANCHE 23 AVRIL  
DE 10H A 18H30  
SAUF LUNDI

### LES NOUVEAUX MÉTRAGES

Les Nouveaux Métrages, la plus forte tenue de Mode, de qualité, de nouveauté dans chaque mètre de tissu.  
Ils sont des milliers et des milliers de mètres, les Nouveaux Métrages, tous différents.  
En Mode par les Nouveaux Métrages : des prix totalement « nouveaux et corrigés » depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'aménagement des

## Que faire de l'OTAN ?

« L'OTAN est une organisation qui a été créée pour défendre l'Europe de l'ouest contre l'agression soviétique. Mais aujourd'hui, la situation a changé. L'URSS n'est plus une menace directe pour l'Europe de l'ouest. Alors, que faire de l'OTAN ? »

« L'OTAN est une organisation qui a été créée pour défendre l'Europe de l'ouest contre l'agression soviétique. Mais aujourd'hui, la situation a changé. L'URSS n'est plus une menace directe pour l'Europe de l'ouest. Alors, que faire de l'OTAN ? »

« L'OTAN est une organisation qui a été créée pour défendre l'Europe de l'ouest contre l'agression soviétique. Mais aujourd'hui, la situation a changé. L'URSS n'est plus une menace directe pour l'Europe de l'ouest. Alors, que faire de l'OTAN ? »

« L'OTAN est une organisation qui a été créée pour défendre l'Europe de l'ouest contre l'agression soviétique. Mais aujourd'hui, la situation a changé. L'URSS n'est plus une menace directe pour l'Europe de l'ouest. Alors, que faire de l'OTAN ? »

« L'OTAN est une organisation qui a été créée pour défendre l'Europe de l'ouest contre l'agression soviétique. Mais aujourd'hui, la situation a changé. L'URSS n'est plus une menace directe pour l'Europe de l'ouest. Alors, que faire de l'OTAN ? »

« L'OTAN est une organisation qui a été créée pour défendre l'Europe de l'ouest contre l'agression soviétique. Mais aujourd'hui, la situation a changé. L'URSS n'est plus une menace directe pour l'Europe de l'ouest. Alors, que faire de l'OTAN ? »

« L'OTAN est une organisation qui a été créée pour défendre l'Europe de l'ouest contre l'agression soviétique. Mais aujourd'hui, la situation a changé. L'URSS n'est plus une menace directe pour l'Europe de l'ouest. Alors, que faire de l'OTAN ? »